

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RUPTURE IDÉOLOGIQUE OU CONTINUITÉ ? COMPARAISON DE LA POLITIQUE
ÉTRANGÈRE DE STEPHEN HARPER ET DE JUSTIN TRUDEAU.

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MARIAMA DIOUM

AVRIL 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier le professeur Justin Massie de l'UQAM, mentor qui a accepté de diriger mon mémoire dès mon entrée à la maîtrise en science politique. Je le remercie chaleureusement de m'avoir aidé, de m'avoir appris à surpasser mes limites, d'avoir cru en moi et de me faire confiance tout au long de ce projet de recherche. Grâce à lui, je ressors de la maîtrise avec un nouveau bagage intellectuel. Je remercie également ma mère qui m'a toujours encouragée, conseillée, soutenue mentalement, financièrement et aussi spirituellement. Mes remerciements vont aussi à mon père, à mon petit frère Moussa, à ma petite sœur Khadija, à ma cousine Adjé Mbène, à ma tante Bousso ainsi que tous les autres membres de ma famille. Je n'aurai pas réussi ce projet de recherche sans l'aide de ma tante et grande amie Ndèye Thiam qui dès mon entrée sur le territoire canadien m'a épaulée, encouragée et toujours conseillée. Je remercie également mes amies Soukeyna, Diarra et Aïda pour la relecture et la correction de mon mémoire ainsi que pour leur soutien moral. Mes remerciements vont aussi aux professeurs Issiaka Mandé, Me André Faye et Charmers Larose qui m'ont donné la chance de participer à des projets de recherche. Je remercie aussi le professeur Stéphane Roussel pour ses précieux commentaires et conseils.

DÉDICACE

À ma mère, pour son soutien moral, financier, ses
encouragements et ses prières.

Tu es et tu resteras mon modèle, tu m'inspires
tous les jours.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	v
CHAPITRE I.....	5
IDÉOLOGIE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE.....	5
1.1 Idéologie et politique étrangère sous Harper.....	6
1.2 Idéologie et politique étrangère sous Trudeau	14
Conclusion.....	25
CHAPITRE II.....	26
UNE THÉORIE DE LA FILTRATION IDÉOLOGIQUE.....	26
2.1. Les préférences idéologiques en politique de sécurité internationale	26
2.2 La théorie de la filtration idéologique	34
2.2.1 Les coûts électoraux	36
2.2.2 La valorisation de l’alliance	38
2.2.3 Le type de contribution militaire	40
2.3 Méthodologie	44
2.3.1 La méthode de comparaison ciblée et structurée	45
2.3.2 La reconstitution du processus décisionnel.....	47
CHAPITRE III	50
INTERVENTION MILITAIRE CANADIENNE EN IRAK.....	50
3.1 Les préférences de Trudeau sur la sécurité internationale, 2008-2013	52
3.2 Les préférences de Trudeau sur la sécurité internationale avant les élections fédérales.....	55
3.2.1 Trudeau et les frappes aériennes canadiennes en Irak.....	58
3.2.2 Trudeau et les frappes aériennes canadiennes en Syrie.....	60
3.3 Les préférences de Trudeau pendant les élections	62

3.4 Trudeau et la guerre contre Daesh.....	64
Conclusion.....	72
CHAPITRE IV	74
L'INTERVENTION MILITAIRE CANADIENNE AU MALI.....	74
4.1 Trudeau et le retour du Canada à l'ONU	76
4.2 Trudeau et le déploiement militaire au Mali	78
4.2.1 Le coup d'État militaire de 2012	79
4.2.2 Trudeau et la MINUSMA	81
4.3 Trudeau et le rôle d'allié fidèle	87
4.4 Trudeau et les potentiels coûts électoraux.....	94
Conclusion.....	102
CONCLUSION	104
BIBLIOGRAPHIE	109

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ADM	Arme de Destruction Massive
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
É-U	États-Unis
FAC	Forces armées canadienne
FOS	Force d'opérations spéciales
MDN	Ministère de la Défense nationale du Canada
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MISMA	Mission de l'Union Africaine pour le Mali
NORAD	Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord. En anglais : North American Aerospace Defense Command
NPD	Nouveau parti démocratique du Canada
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PCC	Parti conservateur du Canada
PLC	Parti libéral du Canada
PSIC	Politique de sécurité internationale du Canada
UE	Union Européenne

RÉSUMÉ

L'étude de l'impact de l'idéologie et de la politique étrangère du Canada met en avant deux systèmes de croyances distincts : l'internationalisme libéral, associé au gouvernement de Justin Trudeau et à la majorité de ses prédécesseurs, ainsi que le néoconservatisme, étroitement associé au gouvernement de Stephen Harper (2006-2015). Au niveau de la politique étrangère, le néoconservatisme canadien se distingue fondamentalement de l'internationalisme libéral. Compte tenu des différences significatives entre ces deux idéologies, l'on devrait s'attendre à une grande rupture entre les gouvernements Harper et Trudeau dans leur façon respective d'élaborer et d'exercer la politique étrangère. Sur cette base, les gouvernements de Stephen Harper et de Justin Trudeau devraient avoir adopté des comportements totalement opposés sur la scène internationale. Toutefois, Justin Trudeau a pris plusieurs décisions très semblables à celles de Stephen Harper en matière de politique étrangère. Comment alors expliquer la continuité relative entre Trudeau et Harper en matière de politique étrangère en dépit de leurs préférences idéologiques différentes ? Le cadre analytique développé dans ce mémoire, soit la théorie de la filtration idéologique, défend l'idée que l'impact de l'idéologie sur la politique de sécurité internationale des démocraties libérales est limité par des contraintes structurelles, dont notamment les alliances militaires et les calculs électoraux. La thèse défendue dans ce mémoire est que l'idéologie de Justin Trudeau a influencé l'élaboration de sa politique étrangère, mais sa mise en œuvre a été contrainte par des pressions d'alliances et des considérations électorales, limitant de ce fait l'empreinte idéologique distincte de sa politique étrangère. L'argument est démontré par l'étude de deux décisions relatives à l'usage de la force militaire, à savoir les opérations armées en Irak et au Mali, afin d'évaluer le degré de rupture ou de continuité par rapport à l'usage des forces armées sous Stephen Harper. Ces deux déploiements militaires sont choisis car il y'a un cas de continuité et un cas de rupture en partie. Pour le cas de l'Irak, nous avons remarqué une certaine continuité entre la politique de défense chef du gouvernement libéral et celle de Harper. Concernant le choix de l'intervention au Mali, étant donné que la participation aux opérations de maintien de paix de l'ONU, était l'une de ses promesses phares de Trudeau, nous remarquons peu de rupture avec son prédécesseur.

Mots clés : Idéologie politique, sécurité internationale, Canada, Irak, Mali.

INTRODUCTION

L'étude de l'impact de l'idéologie et de la politique étrangère du Canada met en avant deux systèmes de croyances distincts : l'internationalisme libéral, associé au gouvernement de Justin Trudeau et à la majorité de ses prédécesseurs¹, ainsi que le néoconservatisme, étroitement associé au gouvernement de Stephen Harper (2006-2015)². Sujet de controverse, la notion de néoconservatisme canadien repose sur l'idée selon laquelle Stephen Harper a substantiellement changé le conservatisme au Canada en modérant les préférences idéologiques dites conservatrices afin de satisfaire l'électorat de masse³. Au niveau de la politique étrangère, le néoconservatisme canadien est conçu comme une idéologie politique constituée de cinq principaux éléments : un désir de réinvestissement dans les Forces armées canadiennes (FAC) ; un soutien sans réserve aux États-Unis garant principal de la sécurité et de la prospérité du Canada ; l'adoption d'une politique de clarté morale fondée sur la supériorité morale de l'Occident ; une méfiance envers les institutions multilatérales et un volontarisme proactif sur la scène internationale⁴.

Le néoconservatisme se distingue fondamentalement de l'internationalisme libéral, qui repose quant à lui sur cinq éléments : la notion de responsabilité, selon laquelle le Canada a le devoir de préserver l'ordre mondial et d'éviter les conflits internationaux ; le multilatéralisme visant une meilleure cohésion entre les États ; la participation aux institutions internationales ; la volonté de

¹ Marland A. (2018). The brand image of Canadian Prime Minister Justin Trudeau in international context. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(2) (2018), p. 141. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1461665>

² Legler, T. (2012). Wishful Thinking : Democracy Promotion in the Americas under Harper. *International Journal* 67(3), p. 596. <https://doi.org/10.1177/002070201206700303>

³ Flanagan T. (2013). Something Blue: The Harper Conservatives as Garrison Party. Dans J. H. Farney et D. Raysid (dir.), *Conservatisme in Canada*, p. 85. Toronto: University of Toronto Press.

⁴ Lagassé, P., Massie, J. et Roussel, S. (2014). Le néoconservatisme en politiques étrangère et de défense canadiennes. Dans J. Castro-Réa et F. Boily (dir.), *Le fédéralisme selon Harper : la place du Québec dans le Canada conservateur*, pp. 64-67. Québec : Presses de l'Université Laval. Massie J et Brizic, D. (2014). Rupture idéologique et redéfinition de l'identité internationale du Canada : Harper et Chrétien face aux guerres en Libye et au Kosovo. *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (1), p. 21.

prendre part aux affaires mondiales pour le maintien de la paix au sein du système international ; le renforcement et le respect du droit international, de la liberté, de la justice et de la démocratie⁵.

Compte tenu des différences significatives entre ces deux idéologies, l'on devrait s'attendre à une grande rupture entre les gouvernements Harper et Trudeau dans leur façon respective d'élaborer et d'exercer la politique étrangère. D'un côté, l'énoncé de politique de défense élaboré sous Harper, *Le Canada d'abord*, mettait en avant une vision fondée sur les forces armées et la clarté morale, en privilégiant un soutien sans réserve envers Israël, l'Europe et les États-Unis, et une certaine hostilité envers la Chine, la Palestine, l'Iran et le Sri Lanka en raison de leur violation alléguée des principes de démocratie, de droits humains et de la règle de droit⁶. De l'autre côté, Justin Trudeau promit lors de la campagne électorale de 2015 une politique étrangère distincte de celle du gouvernement Harper et exprima sa préférence pour le *soft power*⁷. Une fois au pouvoir, Trudeau annonça le « retour du Canada » sur la scène internationale et s'engagea, notamment, à relancer les relations avec les États-Unis, à renouer les liens avec la Russie et l'Iran, à mettre fin aux opérations de combat contre Daesh en Irak et en Syrie et de participer aux opérations de maintien de la paix de l'ONU⁸.

Sur cette base, les gouvernements de Stephen Harper et de Justin Trudeau devraient avoir adopté des comportements totalement opposés sur la scène internationale. Toutefois, Justin Trudeau a pris plusieurs décisions très semblables à celles de Stephen Harper en matière de politique étrangère, que ce soit au niveau des votes à l'ONU, de l'aide au développement, de l'appui à Israël, des

⁵ Nossal, K. R., Roussel, S. et Paquin, S. (2015). Dominant Ideas in Foreign Policy. *The Politics of Canadian Foreign Policy*, Fourth Edition, McGill-Queen's University Press. p.151.

⁶Canada, Ministère de la Défense nationale, *Stratégie de défense Le Canada d'abord*, 2006, p. 1. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/strategie-de-defense-le-canada-dabord-document-complet.html>. Narine, S. (2017). Stephen Harper and the Radicalization of Canadian Foreign Policy. Dans J.P. Lewis et J. Everitt (dir.), *The Blueprint : Conservative Parties and their Impact on Canadian Politics*, pp. 315-323. Toronto, Buffalo, London : University of Toronto Press. Derek, B. et Palamar, S. (2015). The Call of Duty: Harper's Doctrine on Military Intervention. Dans Hampson Fen Osler et Saideman S. M. (dir.), *Elusive Pursuits: Lessons From Canada's Interventions Abroad*, p. 203. McGill-Queen's University Press. Macdonald, L. I. (2018). Stephen Harper. Dans *Inside Politics*, p. 24. Montréal ; Kingston ; Chicago: McGill-Queen's University Press. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1jktrj1.16>.

⁷ Coulon, J. (2018). *Un selfie avec Justin Trudeau : Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p. 10. Montréal : Québec Amérique.

⁸ Blanchfield, M. (2017). Trudeau's First Hundred Day the World. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau* pp. 202, 207, 208. Montréal & Kingston, London, Chicago : McGill-Queen's University Press.

investissements dans les FAC ou encore de la vente d'armes au royaume saoudien⁹. Comment alors expliquer la continuité relative entre Trudeau et Harper en matière de politique étrangère en dépit de leurs préférences idéologiques différentes ?

La thèse défendue dans ce mémoire est que l'idéologie de Justin Trudeau a influencé l'élaboration de sa politique étrangère, mais sa mise en œuvre a été contrainte par des pressions d'alliances et des considérations électorales, limitant de ce fait l'empreinte idéologique distincte de sa politique étrangère. Plus spécifiquement, ce mémoire s'attardera sur deux décisions relatives à l'usage de la force militaire, à savoir les opérations armées en Irak et au Mali, afin d'évaluer le degré de rupture ou de continuité par rapport à l'usage des forces armées sous Stephen Harper. Ces deux déploiements militaires sont choisis car il y'a un cas de continuité et un cas de rupture en partie. Pour le cas de l'Irak, nous avons remarqué une certaine continuité entre la politique de défense chef du gouvernement libéral et celle de Harper. Concernant le choix de l'intervention au Mali, étant donné que la participation aux opérations de maintien de paix de l'ONU, était l'une de ses promesses phares de Trudeau, nous remarquons peu de rupture avec son prédécesseur.

Deux hypothèses sont posées et confrontées aux deux cas d'étude :

1. Malgré sa préférence pour un rôle militaire de non-combat en retirant les CF-18 en Irak et en orientant la mission canadienne sous sa gouverne, Trudeau est obligé de jouer un rôle actif en Irak et en Syrie afin de satisfaire son principal allié, les États-Unis. Dans le souci de valoriser son alliance avec les États-Unis et aussi satisfaire sa base électorale qui était en faveur de la campagne de bombardement aérien, Trudeau a fait un compromis idéologique en envoyant plus de soldats avec des règles d'engagement plus large, en triplant le nombre de forces spéciales et en prenant en octobre 2018 le commandement de la mission de formation de l'OTAN des forces locales.
2. Le chef du PLC, nonobstant sa préférence au multilatéralisme onusien et son désir de réengager le Canada dans les opérations de paix de l'ONU, n'a pas pu honorer sa promesse de déployer 600 soldats. Sa participation à la MINUSMA n'a duré qu'une année avec

⁹Copeland, D. (2018). Canada's back can the Trudeau government resuscitate Canadian diplomacy? *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(2) pp. 245, 248, 251. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1486330>.

moins de 50 soldats et est très minime malgré les demandes de soutien de l'ONU. Ainsi, la mise en œuvre de ses préférences idéologiques a été contrainte par les coûts électoraux et la valorisation de l'alliance avec les États-Unis.

Ce mémoire se divise en quatre chapitres. Le premier chapitre consiste à présenter la revue critique de la littérature portant sur l'idéologie et la mise en œuvre de la politique étrangère canadienne et sur les motivations qui animent les dirigeants canadiens à recourir à la force militaire. Il en ressort que les préférences idéologiques d'un premier ministre peuvent influencer l'élaboration de sa politique étrangère, mais que sa mise en œuvre est contrainte par un ensemble d'autres facteurs. Le second chapitre, présente et explique le cadre théorique du mémoire, soit la théorie de la filtration idéologique, selon laquelle l'impact de l'idéologie sur la politique de sécurité internationale des démocraties libérales est limité par des contraintes structurelles, dont notamment les alliances militaires et les calculs électoraux. Le chapitre explique aussi la variable dépendante de ce mémoire, soit les déploiements militaires, en établissant une distinction claire entre une opération de combat et de non-combat. Le troisième et le quatrième chapitre dressent l'analyse empirique des deux cas d'étude de ce mémoire, soit l'intervention militaire canadienne contre Daesh en Irak et la contribution militaire du Canada à la MINUSMA au Mali, en mettant en exergue le processus décisionnel. Enfin, la conclusion offrira une synthèse des résultats empiriques des deux cas d'étude de manière à établir des parallèles et des contrastes quant au degré variable d'impact de l'idéologie internationaliste, de la valorisation de l'alliance et des calculs électoraux. L'analyse du degré de filtration dans la mise en œuvre de la politique de défense du gouvernement Trudeau se fera également dans cette partie.

Le cadre spatio-temporel de notre recherche va de novembre 2008, au moment où Trudeau est élu député pour la première fois, à la fin de son premier mandat en tant que premier ministre en octobre 2019, en incluant bien sûr les discours et programmes des élections fédérales de 2015. Cette délimitation du cadre spatio-temporel permet de faire l'analyse des préférences idéologiques de Trudeau sur l'usage de la force militaire quand il était dans l'opposition, puis une fois chef du PLC et enfin comme premier ministre. Elle nous permet de cerner, entre autres, les décisions de Trudeau concernant le retrait des CF-18 dans la guerre contre Daesh, ainsi que la décision de déployer moins de 50 soldats au sein de la MINUSMA d'août 2018 à août 2019.

CHAPITRE I

IDÉOLOGIE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE

L'idéologie peut être considérée comme un ensemble de croyances communes, distinctes et cohérentes sur le fonctionnement du monde et sur la façon dont les gouvernements et les dirigeants devraient agir¹⁰. Elle peut servir d'intermédiaire entre les principes philosophiques et l'action politique¹¹. Danic et Ian Parenteau soutiennent que « derrière toute force politique, tout mouvement politique, tel qu'un parti politique, se trouve une ou des idéologies politiques »¹². Le rôle que joue l'idéologie en politique étrangère est source de polémique. Certains considèrent qu'elle joue un grand rôle dans l'exercice et la mise en œuvre de la politique étrangère¹³, alors que pour d'autres elle n'en joue aucun¹⁴. Entre ces deux positions dichotomiques se trouvent des analystes qui soutiennent que l'idéologie a un certain impact, mais que celui-ci varie selon l'importance d'autres

¹⁰ Lagassé P., Massie, J., et Roussel S. (s.d). *Ideology and Canadian Defence Policy: The Rise of Neoconservatism*. [Manuscrit non publié].

¹¹ Ibid.

¹² Parenteau, D., et Parenteau, I. (2008). « Qu'est-ce qu'une idéologie politique ? ». Chap. dans *Les idéologies politiques : le clivage gauche-droite*, pp. 9-10. Presses de l'Université du Québec.

¹³ Rathbun, B. C. (2008). Does One Right Make a Realist? Conservatism, Neoconservatism, and Isolationism in the Foreign Policy Ideology of American Elites. *Political Science Quarterly* 123(2) p. 283. Récupéré de [//www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/20203012](http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/20203012).

¹⁴ Wagner, W. et Onderco, M. (2014). Accommodation or Confrontation? Explaining Differences in Policies Toward Iran. *International Studies Quarterly*, 58, p. 719.

facteurs. En d'autres termes, l'idéologie ne représente pas la seule, voire la meilleure explication de la politique étrangère des démocraties libérales¹⁵.

Le même débat a cours au Canada. Certains trouvent que l'idéologie joue un grand rôle dans la politique étrangère, en particulier sous le gouvernement de Stephen Harper¹⁶. D'autres estiment que l'idéologie n'a pas beaucoup d'impact, puisque ce sont les intérêts nationaux du Canada, son alliance avec les États-Unis et sa position géostratégique qui expliquent davantage son comportement international¹⁷. Sur quelle vision s'aligner ? Ce mémoire adopte une position mitoyenne, selon laquelle l'idéologie est un facteur explicatif mais non exclusif de la politique extérieure du Canada, et qu'une réponse satisfaisante à son degré d'influence nécessite une évaluation empirique. Ainsi, notre étude tentera de mesurer le degré d'importance de l'idéologie par rapport à d'autres facteurs explicatifs, en particulier les alliances militaires et les considérations électorales. Elle s'attardera plus spécifiquement sur le poids relatif de ces trois explications pour rendre compte de la continuité significative entre la politique étrangère de Trudeau par rapport à celle de Harper. Pour ce faire, nous étudierons à la fois les discours des deux gouvernements en matière d'usage de la force militaire, mais également les actions concrètes qu'ils ont posées.

1.1 Idéologie et politique étrangère sous Harper

Certains auteurs considèrent que l'idéologie a eu une influence dans le domaine du multilatéralisme et de la diplomatie pendant les années de gouvernance de Stephen Harper¹⁸. Examinant les

¹⁵ Clare, J. (2010). Ideological Fractionalization and the International Conflict Behavior of Parliamentary Democracies. *International Studies Quarterly*, 54(4), p. 983. Récupéré de <https://doi.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.1111/j.1468-2478.2010.00622.x>

¹⁶ Lagassé, P., Massie, J. et Roussel, S. (2014). Le néoconservatisme en politiques étrangère et de défense canadiennes. Dans J. Castro-Réa et F. Boily (dir.), *Le fédéralisme selon Harper : la place du Québec dans le Canada conservateur*, p.52. Québec : Presses de l'Université Laval.

¹⁷ Nossal, K. R. (2018). The benefits of foreign policy bipartisanship revisited: lessons from two Canadian cases. *Australian Journal of International Affairs*, 72(1), pp. 68, 84. <http://dx.doi.org/10.1080/10357718.2017.1334190>

¹⁸ Chapnick, A. (2013). Middle Power No More? Canada in World Affairs Since 2006. *Journal of Diplomacy and International Relations*, pp. 107-108. Narine, S. (2017). Stephen Harper and the Radicalization of Canadian Foreign Policy. Dans J.P. Lewis et J. Everit (dir.), *The Blueprint : Conservative Parties and their Impact on Canadian Politics* p. 315. Toronto, Buffalo, London : University of Toronto Press. Barry, D. (2010). Canada And The Middle East Today: Electoral Politics And Foreign Policy. *Arab Studies Quarterly* 32(4), p. 197.

<http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/41858634>. Lagassé, P., Massie, J. et Roussel, S. (2014). Le

décisions du gouvernement conservateur de 2006 à 2012, Chapnick affirme que Harper s'est éloigné de l'ONU, avec moins d'envois de casques bleus canadiens dans les opérations de maintien de la paix onusiennes, un retrait du protocole de Kyoto et le boycott de l'Assemblée générale de l'ONU en 2009¹⁹. Pour lui, ceci est dû au fait qu'il souhaitait mettre en avant un « nouveau multilatéralisme » délaissant l'ONU²⁰. Cette conclusion est partagée par Paquin et Beauregard, qui montrent notamment que pendant la guerre en Libye, le Canada fut le pays occidental qui a le moins mentionné les résolutions de l'ONU dans ses déclarations publiques²¹.

Narine argumente que, d'une part, pour des considérations électorales et d'autres part idéologiques, Harper a soutenu toutes les politiques d'Israël²². Selon l'auteur, le pro-israélisme de Harper se manifeste dans le conflit israélo-palestinien, dans sa désignation de l'Iran comme État-terroriste et dans son soutien total à l'État juif concernant son conflit avec le Liban²³. Il s'est éloigné de la Chine et a boycotté les Jeux olympiques de 2008²⁴. Pour Narine, ceci s'explique par la clarté morale, citant à l'appui cette déclaration de Harper : « [...] I did not believe Canadians wanted him to sell out human rights beliefs to the almighty dollar. [...] »²⁵. Donald, à ce sujet, avance que Harper n'a pas hésité à voter contre des résolutions de l'ONU qu'il jugeait contraignantes pour Israël²⁶. Il a menacé l'Autorité palestinienne de mettre un terme à l'aide canadienne si elle ne s'engageait pas à prôner la non-violence, de même qu'à reconnaître l'État d'Israël et d'accepter les accords

néoconservatisme en politiques étrangère et de défense canadiennes. Dans J. Castro-Réa et F. Boily (dir.), *Le fédéralisme selon Harper : la place du Québec dans le Canada conservateur*, pp. 64-67. Québec : Presses de l'Université Laval. Paquin, J. et Beauregard, P. (2013). Shedding Light on Canada's Foreign Policy Alignment. *Canadian Journal of Political Science*, 46(3), p. 637.

<http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/43298206>. Black, D. R. (2019). The Harper Government and Sub-Saharan Africa: The End of Aspiration?. Dans Peter Mckenna (dir), *Harper's world the politicization of canadian foreign policy 2006-2015*, p. 356.

¹⁹ Chapnick, A. (2013). Middle Power No More? Canada in World Affairs Since 2006. *Journal of Diplomacy and International Relations*, pp. 107-108.

²⁰ Ibid, p. 109

²¹ Paquin, J. et Beauregard, P. (2013). Shedding Light on Canada's Foreign Policy Alignment. *Canadian Journal of Political Science*, 46(3), p. 637. <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/43298206>.

²² Paquin, J. et Beauregard, P. (2013). Shedding Light on Canada's Foreign Policy Alignment. *Canadian Journal of Political Science*, 46(3), p. 637. <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/43298206>

²³ Ibid, p. 322

²⁴ Ibid, p. 321.

²⁵ Ibid.

²⁶ Barry, D. (2010). Canada And The Middle East Today: Electoral Politics And Foreign Policy. *Arab Studies Quarterly* 32(4), p. 197. <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/41858634>.

antérieurs, notamment « la carte » parrainée par les États-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'ONU²⁷.

Adoptant une approche historique, l'étude de Narine sur la politique pro-israélienne du chef des conservateurs est convaincante en mettant l'accent sur l'évolution de celle-ci et aussi celle des relations sino-canadiennes. Il en déduit que l'arrivée de Harper comme premier ministre a eu un impact sur les relations diplomatiques entre le Canada et des pays tels que l'Israël, la Chine, le Liban et l'Iran. Il serait intéressant d'étendre son explication plus sur le plan idéologique qu'électoral et davantage démontrer que le mouvement pro-Israël est très important au sein de tous les membres du PCC et de Harper. Dès lors, l'idéologie de Harper précède l'élaboration de sa politique étrangère envers Israël et cette dernière est conforme à certains éléments du néoconservatisme. En effet, au-delà des motivations électorales, Harper est pro-Israël et a qualifié les autres pays musulmans du Moyen-Orient d'autocratie. En 2003, étant chef du Parti de l'alliance canadienne, il se montre déjà antagoniste envers les détracteurs de l'Israël et considère ce pays comme un des plus grands alliés du Canada²⁸. Alors qu'il était premier ministre en 2008, lors de sa visite en Auschwitz — Camp de concentration où était détenu les juifs —, Harper déclare : « [...] I knew I was standing in a place where evil — evil at its most cruel, obscene, and grotesque — had been unleashed.” The Holocaust was just one chapter in a long history of anti-Semitism and the “same threats” still faced Israel [...] »²⁹.

Pour Black, Harper a diminué l'aide publique au développement en Afrique pour la concentrer vers d'autres régions du monde où le Canada avait plus d'intérêts économiques et géostratégiques³⁰. Cette réorientation de l'aide peut s'expliquer par le fait que les augmentations de ses dépenses en matière de politique étrangère ont été majoritairement concentrées dans le Ministère de la Défense nationale, où l'Afrique est de moindre intérêt et moins prioritaire que le MAECI et l'ACDI³¹. Il ajoute que le scepticisme de Harper par rapport à l'utilisation de l'aide publique au développement

²⁷ Ibid, p. 198.

²⁸ Kennedy, M. (2014, 04 août). The Harper Doctrine: Why Canada's prime minister supports Israel. *Ottawa Citizen*. Récupéré de : <https://ottawacitizen.com/news/national/the-harper-doctrine-why-canadas-prime-minister-supports-israel>.

²⁹ Ibid.

³⁰ Black, D. R. (2019). The Harper Government and Sub-Saharan Africa: The End of Aspiration?. Dans Peter Mckenna (dir), *Harper's world the politicization of canadian foreign policy 2006-2015*, p. 356.

³¹ Ibid., p. 355.

peut être dû à la fois au manque d'intérêt pour les programmes d'aide plus courants qui prédominent en Afrique et à la tendance à son déploiement à des fins instrumentales liées à des motivations politico-sécuritaires et politico-économiques, en Afghanistan, en Haïti, en Colombie et au Pérou³². Cependant, l'auteur utilise la politique d'aide au développement pour affirmer que l'idéologie de Harper a eu un impact dans ce domaine sans prendre en considération de façon explicite les facteurs d'ordre idéologiques dans son analyse.

À l'exception de Black et Donald, les auteurs cités ci-dessus pour la plupart, se sont uniquement basés sur les déclarations, discours et communiqués du gouvernement conservateur pour affirmer que son idéologie partisane a eu un impact dans le domaine du multilatéralisme et de la diplomatie. Cependant, la rhétorique n'est pas suffisante pour mesurer cet impact, les financements octroyés à l'ONU et à ses institutions spécialisées, les traités commerciaux et de libre-échange avec la Chine, et les décisions prises sont également des paramètres à tenir en compte. Ainsi il semble pertinent de reprendre l'analyse de Dorion-Soulié qui soutient que « [...] le poids explicatif de l'idéologie néoconservatrice pour le comportement du gouvernement Harper en politique étrangère est nuancé par diverses contraintes [...] »³³. Black, Donald, Chapnick, Paquin et Beauregard et Narine ont tous avancé des conclusions nuancées sur l'influence de l'idéologie sur la politique étrangère durant les années de Harper, mais n'établissent pas de façon spécifique un lien entre l'idéologie et les actions et comportements de Harper en politique internationale principalement dans le domaine du multilatéralisme et de la diplomatie. Nous tenterons de remédier à cette insuffisance dans ce mémoire.

Pour plusieurs universitaires, l'impact de l'idéologie dans la politique étrangère canadienne sous Harper se manifeste dans le domaine de la défense internationale par le désir de réinvestir dans les FAC et par la volonté d'être proactif sur la scène internationale³⁴.

³² Ibid., p. 358.

³³ Dorion-Soulié, M. (2014). Introduction : Les idées mènent le Canada : l'idéologie néoconservatrice en politique étrangère canadienne. *Études internationales*, 45(4), p. 512. <https://doi.org/10.7202/1030127>.

³⁴ Boerger, A. (2007). Rendre au Canada sa puissance. La politique étrangère et de défense canadienne vue de l'Ouest. Dans F. Boily (dir.), *Stephen Harper De l'École de Calgary au Parti conservateur : les nouveaux visages du conservatisme canadien*, pp. 144-145. Québec : Les Presses de l'Université Laval. Brewster, M. (2016). « The Strange Voyage: Stephen Harper on Defence ». Dans J. Ditchburn et G. Fox (dir.) *The Harper Factor: Assessing a Prime Minister's Policy Legacy*, pp. 116-134. Montréal, Kingston, London, Chicago : McGill-Queen's University Press. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1gsmw38.12>. Moens, A. (2008). « Afghanistan and the Revolution in

Boerger, affirme par exemple que Harper a adopté à son arrivée au pouvoir une politique étrangère plus militariste influencée par l'école de Calgary, dont les professeurs Cooper et Bercusson³⁵. Elle souligne que les priorités de politique étrangère du gouvernement conservateur ne sont pas différentes de celles établies par Bercuson et Cooper. Ces priorités sont, entre autres, « le rétablissement d'un dialogue constructif et privilégié avec Washington, la remise sur pied des FAC et la participation sans faille du Canada à la lutte antiterrorisme par une action militaire en Afghanistan »³⁶. Selon l'auteure, si Harper regrette la mort des soldats canadiens en Afghanistan, il reste néanmoins convaincu qu'un retrait du Canada serait nuisible à sa réputation internationale et à ses intérêts nationaux³⁷. Le discours de Harper sur la mission afghane est très proche de celui des néoconservateurs américains³⁸. C'est pour cette raison que Boerger identifie que le point de rupture entre Harper et ses prédécesseurs libéraux se manifeste dans les positions prises par le chef du PCC dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique étrangère canadienne sous son ère affirmant ainsi d'une certaine manière l'impact de l'idéologie sur la politique étrangère canadienne³⁹.

Brewster abonde dans le même sens en soutenant que le désir d'être proactif sur la scène internationale s'est ressenti dans l'engagement de Harper en Afghanistan, dans la mesure où il a fait de la mission afghane une guerre personnelle et ne voulait pas entendre parler du retrait des troupes canadiennes malgré la contestation de l'opinion publique, de même que celles des partis

Canadian Foreign Policy ». *International Journal*, 63 (3), pp. 569-586. <https://doi.org/10.1177/002070200806300309>. Kelly, B. (2011). « Changes to the Canadian Foreign Policy Agenda: From Liberal Internationalist to Neo-Realist ». *The Lyceum*, 1 (1), p. 7. <https://journals.library.ualberta.ca/lyceum/index.php/eudaimons/article/view/11886>. Massie, J. et Brizic D. (2014). Rupture idéologique et redéfinition de l'identité internationale du Canada : Harper et Chrétien face aux guerres en Libye et au Kosovo. *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (1), pp. 19-28 DOI: 10.1080/11926422.2014.906356. Shadwick, M. (2016). The Harper Legacy. *Revue militaire canadienne*, 16 (2). Récupéré de <http://www.journal.forces.gc.ca/vol16/no2/page75-eng.asp>. Perry, D. (2016). The evolution of the Harper Government's Defence Policy: Minority versus Majority or Surplus versus Deficit ? . Dans A. Chapnick et C. J. Kukucha (dir.), *The Harper era in Canadian foreign policy: Parliament, politics, and Canada's global posture*, pp. 89-104. Vancouver : UBC Press.

³⁵ Boerger, A. (2007). Rendre au Canada sa puissance. La politique étrangère et de défense canadienne vue de l'Ouest. Dans F. Boily (dir.), *Stephen Harper De l'École de Calgary au Parti conservateur : les nouveaux visages du conservatisme canadien*, pp. 144-145. Québec : Les Presses de l'Université Laval.

³⁶ Ibid, p. 144.

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid.

³⁹ Ibid, p. 145.

politiques de l'opposition⁴⁰. Le 13 mars 2006, à Kandahar devant les FAC, Harper a tenu un discours militariste: « There may be some who want to cut and run. But cutting and running is not your way. It's not my way [...] »⁴¹. Toutefois l'auteur affirme que ce discours n'était pas destiné à faire « peur » aux Talibans mais, au contraire, pour rassurer sa base électorale nationale⁴². Il soutient qu'environ 40 000 soldats canadiens ont servi en Afghanistan entre 2001 et 2014, que les coûts financiers s'élèvent à peu près à 13 milliards de dollars, et que 158 Canadiens y ont perdu la vie, en plus des 1 859 blessés et mutilés⁴³. Malgré ces coûts significatifs, Harper déclare à Kandahar, le 30 mai 2011 : « [...] the war had achieved its objective. Afghanistan is no longer the threat to the world [...] »⁴⁴.

Similairement, Moens souligne que le désir d'être proactif sur la scène internationale de Harper peut s'expliquer par son soutien envers l'opération militaire de l'OTAN en Afghanistan⁴⁵. Pour l'ancien premier ministre, la participation aux missions de l'ONU ou une bonne politique d'aide au développement ne permet pas d'être proactif sur la scène internationale. Selon lui, cette proactivité passe par une politique de sécurité plus dure et une forte présence des forces armées canadiennes dans la guerre contre le terrorisme comme ce fût le cas avec l'Afghanistan⁴⁶. Raison pour laquelle l'auteur argue que le premier voyage de Harper à l'étranger était à Kandahar en Afghanistan, en mars 2006 pour rendre visite aux soldats canadiens et démontrer que le Canada est une nation guerrière⁴⁷.

⁴⁰ Brewster, M. (2016). « The Strange Voyage: Stephen Harper on Defence ». Dans J. Ditchburn et G. Fox (dir.), *The Harper Factor: Assessing a Prime Minister's Policy Legacy*, p. 117. Montréal, Kingston, London, Chicago : McGill-Queen's University Press. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1gsmw38.12>.

⁴¹ Ibid, p. 117.

⁴² Ibid.

⁴³ Ibid, p. 127.

⁴⁴ Ibid, p. 122.

⁴⁵ Moens, A. (2008). « Afghanistan and the Revolution in Canadian Foreign Policy ». *International Journal*, 63 (3), p. 586. <https://doi.org/10.1177/002070200806300309> **Error! Hyperlink reference not valid.**

⁴⁶ Ibid, p. 586.

⁴⁷ Ibid, p. 578.

Également, Kelly défend l'idée que la politique étrangère du Canada a considérablement changé avec l'élection du gouvernement du PCC en citant l'exemple du désengagement du Canada des opérations de maintien de la paix de l'ONU⁴⁸.

Boerger, Brewster et Kelly, se sont surtout penchés sur le déploiement militaire en Afghanistan pour affirmer que l'idéologie partisane des conservateurs a eu un impact sur la politique étrangère canadienne. Or, maintenir des troupes en Afghanistan ne signifie pas forcément que la politique étrangère d'un gouvernement est guidée par une idéologie partisane car d'autres facteurs, dont la valorisation de l'alliance avec les États-Unis et l'OTAN, pourraient également le justifier. Élu sous la bannière du PCC en janvier 2006, avec un gouvernement minoritaire, des motivations électoralistes pourraient également pousser Harper à maintenir les soldats canadiens en Afghanistan, argument que Moens (2008) aurait dû explorer dans son analyse. Plus encore, ces auteurs n'ont pas pris en considération le fait que c'est sous la gouverne de Harper que le Canada se retira prématurément des opérations de combat contre les Talibans en 2011, alors même que la mission de l'OTAN réunissait un nombre record de soldats alliés⁴⁹. De 2011 jusqu'à leur total retrait en 2014, les soldats canadiens n'ont pas participé à des opérations de combat, se limitant à des rôles de formation et de soutien logistique⁵⁰.

Massie et Brizic utilisent l'hypothèse de l'émergence d'une contre-culture stratégique pour expliquer le comportement et la participation canadienne dans la campagne libyenne⁵¹. Par la méthode de comparaison—ils analysent la participation du Canada au Kosovo sous la gouverne de Chrétien— et en Libye sous la gouverne de Harper. Ils notent que le changement de l'identité internationale du Canada en matière de politique de sécurité internationale prôné par Harper se manifeste uniquement au niveau de la rhétorique, des discours⁵². L'étude de Massie et de Brizic comporte une certaine faiblesse car derrière l'hypothèse de l'avènement d'une contre-culture

⁴⁸ Kelly, B. (2011). « Changes to the Canadian Foreign Policy Agenda: From Liberal Internationalist to NeoRealist ». *The Lyceum*, 1 (1), p. 7. Récupéré de <https://journals.library.ualberta.ca/lyceum/index.php/eudaimons/article/view/11886>.

⁴⁹ Massie, J. (2016). Why Democratic Allies Defect Prematurely: Canadian and Dutch Unilateral Pullouts from the War in Afghanistan. *Journal of Democracy and Security*, 12 (2), p. 104. DOI: 10.1080/17419166.2016.1160222.

⁵⁰ Ibid.

⁵¹ Massie, J. et Brizic D. (2014). Rupture idéologique et redéfinition de l'identité internationale du Canada : Harper et Chrétien face aux guerres en Libye et au Kosovo. *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (1), p. 20. DOI: 10.1080/11926422.2014.906356

⁵² Ibid.

stratégique pourrait se cacher des explications à caractère impérialiste et néolibéral comme la volonté de réaffirmer « *the entrepreneurial canadian* » et ainsi servir des entreprises minières et pétrolières comme SUNCOR ou SNC Lavalin⁵³.

Von Hlatky et Massie arguent qu'en plus de l'idéologie partisane, les alliances militaires ainsi que les gains et coûts électoraux influencent grandement le Canada à prendre part ou non aux opérations armées dirigées par les États-Unis⁵⁴. Les auteurs, pour appuyer leur argument, soulignent l'exemple du refus de Chrétien à participer à l'invasion de l'Irak et l'acceptation de Harper de se joindre à la coalition internationale de lutte contre le groupe État islamique⁵⁵. Pour eux, les alliances militaires et les considérations électorales ont eu un impact sur le type de contribution militaire du gouvernement conservateur dans la guerre contre Daesh⁵⁶. Von Hlatky et Massie, malgré la pertinence de leur analyse et l'intégration du facteur de la perception de la menace dans leur modèle théorique, pouvaient davantage expliquer les raisons derrière le choix de Harper de mener des frappes aériennes en Irak et en Syrie et de même la variation de celles-ci.

Shadwick soutient que Harper a entamé une politique plus vaste en matière d'intervention armée visant à transformer le Canada en un pays militariste⁵⁷. Ceci passe par la militarisation de l'Arctique, plus d'interventions armées, plus de présence de l'armée dans des cérémonies de citoyenneté et d'événements sportifs nationaux, ainsi que les mesures du gouvernement fédéral pour commémorer le bicentenaire de la guerre de 1812, le rétablissement du mot « Royal » dans les titres officiels de la force aérienne et de la marine canadienne⁵⁸. Il souhaite que les forces armées canadiennes soient très actives sur la scène internationale. La méthode utilisée par Shadwick est plus ou moins pertinente, car l'auteur a montré que la volonté de transformer l'armée était antérieure à la gouvernance de Harper. L'auteur devrait prendre en considération la variation des budgets alloués à la Défense depuis que le chef du PCC est au pouvoir, ainsi que le nombre de

⁵³ S. McMahon (2015) dans son article *Hegemony in the Local Order and Accumulation in the Global: Canada and Libya*. Dans D. Bratt et Christopher J. Kukucha (dir), *Readings in Canadian Foreign Policy: Classic Debates and New Ideas* (3ème éd, p. 126). Oxford University Press.

⁵⁴ Von Hlatky, S. et Massie, J. (2019). *Ideology, ballots, and alliances: Canadian participation in multinational military operations*. *Contemporary Security Policy*, 40 (1), p.103. doi: 10.1080/13523260.2018.1508265

⁵⁵ Ibid, p. 106.

⁵⁶ Ibid, p.111.

⁵⁷ Shadwick, M. (2016). *The Harper Legacy*. *Revue militaire canadienne*, 16 (2), p. 6. Récupéré de <http://www.journal.forces.gc.ca/vol16/no2/page75-eng.asp>

⁵⁸ Ibid.

conflits internationaux dans lesquels le Canada s'est engagé sous Harper et les tâches assignées aux FAC plutôt que de se limiter à la militarisation l'Arctique et le changement de nom de l'armée.

Pour Perry, c'est plus au niveau du budget militaire que Harper a imprimé la marque du Canada comme nation guerrière⁵⁹. Les conservateurs prévoient en 2006 augmenter le budget de la défense de 5,3 milliards de dollars sur une période de cinq ans, en plus d'une hausse de base du budget militaire de 1,8 milliards de dollars à partir de 2010-2011⁶⁰. Le gouvernement Harper décida de l'achat de quatre aéronefs, d'un Globemaster CC-177 et de dix-sept nouveaux aéronefs de transport tactique C-130J Hercules⁶¹. Il a également annoncé l'intention d'acheter seize hélicoptères Chinook CH-47F, trois navires de ravitaillement, 2 300 camions, jusqu'à 100 chars Leopard 2 et de six à huit navires de patrouille extracôtiers⁶². En 2008, le gouvernement conservateur envisagea d'accroître le budget alloué à la défense de 1,5 p. 100 à 2 p. 100 du PIB. Au total, Harper proposa une hausse de 490 milliards de dollars entre 2007-2008 et 2027-2028⁶³. L'analyse de Perry est convaincante car elle montre que les décisions de Harper et de son gouvernement en matière d'acquisitions militaires sont conformes avec ces préférences idéologiques néoconservatrices. Cependant, Perry n'a pas établi de lien direct entre les augmentations du budget de la défense et l'idéologie conservatrice de Harper. De plus, ces augmentations ont chuté significativement lors de la récession économique de 2008 puisque le gouvernement conservateur était davantage préoccupé par un retour à l'équilibre budgétaire, avec la création d'un plan de relance économique évalué à 45 milliards de dollars, que d'honorer ses promesses en matière de dépenses militaires⁶⁴.

1.2 Idéologie et politique étrangère sous Trudeau

⁵⁹ Perry, D. (2016). The evolution of the Harper Government's Defence Policy : Minority versus Majority or Surplus versus Deficit ? . Dans A. Chapnick et C. J. Kukucha (dir), *The Harper era in Canadian foreign policy: Parliament, politics, and Canada's global posture*, p. 91. Vancouver: UBC Press.

⁶⁰ Ibid, p. 93

⁶¹ Ibid.

⁶² Ibid.

⁶³ Ibid, p. 92.

⁶⁴ McIntosh, A. (2020). Stephen Harper. *L'encyclopédie canadienne*. Récupéré de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/stephen-joseph-harper>.

Selon la littérature canadienne deux principales idéologies sont associées au PLC : l'internationalisme libéral qui peut être aussi appelée internationalisme défensif et l'internationalisme actif⁶⁵. Le terme internationalisme libéral sera privilégié dans ce mémoire. L'internationalisme libéral est une idéologie fondée sur une participation active au multilatéralisme visant une meilleure cohésion entre les États à la participation aux institutions internationales, au renforcement du droit international, à la notion de responsabilité, selon laquelle le Canada a le devoir de préserver l'ordre mondial et d'éviter les conflits internationaux, à la volonté de prendre part aux affaires mondiales pour le maintien de la paix au sein du système international, le renforcement et le respect du droit international, de la liberté, de la justice et de la démocratie⁶⁶.

Plusieurs auteurs ont avancé l'hypothèse de la rupture en politique étrangère entre le gouvernement libéral dirigé par Justin Trudeau et le gouvernement conservateur précédent sous la gouverne de Harper⁶⁷. Mais, jusqu'à présent, la majorité d'entre-eux n'ont pas étudié rigoureusement l'impact ou l'influence de l'idéologie de l'actuel premier ministre sur l'élaboration et la mise en œuvre de sa politique étrangère. Au mieux, ils en supposent parfois indirectement l'influence.

Hadfield, considère que si Harper s'est éloigné du Commonwealth et a même réduit l'aide canadienne, Trudeau a renoué avec eux, a promis une aide pour lutter contre les changements climatiques, a ratifié le protocole de Kyoto et s'est aussi rapproché du président Obama⁶⁸. Ainsi, selon l'auteure, Trudeau a rétabli les relations canado-américaines de même qu'avec les pays du

⁶⁵ Pelletier-Bonnier, Laura (2018). La théorie du rôle en politique de sécurité internationale : le cas du Canada dans la lutte contre Daech. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. Récupéré de <https://archipel.uqam.ca/11309/1/M15581.pdf>.

⁶⁶ Nossal, K. R., Roussel, S. et Paquin, S. (2015). Dominant Ideas in Foreign Policy. *The Politics of Canadian Foreign Policy*, Fourth Edition, McGill-Queen's University Press. p.151.

⁶⁷ Hadfield, A. (2017). Maple Leaf Zeitgeist ? Assessing Canadian Prime Minister Justin Trudeau's Policy Changes. *The Commonwealth Journal of International Affairs*, 106(1), pp. 28-29. doi: 10.1080/00358533.2016.1272954. Blanchfield, M. (2017). Trudeau's First Hundred Day the World. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, p. 208. Montréal & Kingston: McGill-Queen's University Press. Blanchfield, M. (2017). Trudeau and Obama : The Elephant Twitches. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, pp. 228-229. Montréal & Kingston, London, Chicago: McGill-Queen's University Press. Boily, F. (2016). L'identité politique du Canada après l'élection du 19 octobre 2015 : de nouvelles orientations pour la politique canadienne ? *Études canadiennes*, 81, p. 19. Doi : 10.4000/eccs.760. Juneau, T. (2019). A story of failed re-engagement: Canada and Iran, 2015–2018. *Canadian Foreign Policy Journal*, 25 (1), p. 44. doi: 10.1080/11926422.2018.1564683. Kay, J. (2017). Trudeau's Trump Bump: How a Smaller America Gives Canada Room to Grow. *Foreign Affairs*, 96(5), p. 42

⁶⁸ Hadfield, A. (2017). Maple Leaf Zeitgeist ? Assessing Canadian Prime Minister Justin Trudeau's Policy Changes. *The Commonwealth Journal of International Affairs*, 106 (1), pp. 28-29. doi: 10.1080/00358533.2016.1272954

Commonwealth pour respecter les promesses faites en campagne électorale⁶⁹. L'étude de Hadfield comporte certaines faiblesses. Premièrement, l'auteure s'est limitée à la ratification du protocole de Kyoto, aux relations avec le Commonwealth et à la promesse d'un financement afin de contrer la crise climatique pour affirmer que l'idéologie libérale classique de celui-ci ont eu un impact sur sa politique étrangère⁷⁰. La deuxième faiblesse se trouve dans la méthode de démonstration. Hadfield a seulement étudié les discours de Trudeau sans pour autant les confronter aux décisions pour démontrer la rupture avec le gouvernement précédent. Elle aurait pu vérifier si la rhétorique idéologique des libéraux correspondait aux résultats politiques. De ce fait, son analyse de la politique extérieure canadienne est réductible à la position déclaratoire du gouvernement libéral.

Juneau, par l'entremise de la méthode de dépistage du processus (*process tracing*), s'intéresse aux relations canado-iraniennes. D'après lui, le chef du gouvernement libéral a modifié certains aspects de la politique étrangère canadienne en acceptant de lever certaines sanctions unilatérales et multilatérales envers l'Iran, qui, à son tour, est d'accord pour geler ou pour revenir sur son programme nucléaire, une fois que la communauté internationale serait consentante pour la levée partielle et progressive des représailles⁷¹. Pour Trudeau, blâmer ouvertement les politiques iraniennes peut entraîner la réduction de l'influence canadienne dans la région du Moyen-Orient parce que l'Iran est une puissance régionale et contribue à façonner les événements en Irak, où le Canada déploie des troupes depuis 2014⁷². Cependant, Juneau ne nous renseigne pas sur la nature de la levée de l'embargo et n'a pas étudié de manière rigoureuse l'impact de l'idéologie sur la politique étrangère de premier ministre au Moyen-Orient. Quoique le rétablissement des relations diplomatiques entre Ottawa et Téhéran était une promesse de campagne de Trudeau⁷³, l'article de Juneau, ne nous explique pas si le comportement de Trudeau avec l'Iran est dû à des motivations idéologiques ou électoralistes.

⁶⁹ Ibid, pp. 32-33.

⁷⁰ Ibid, p. 32.

⁷¹ Juneau, T. (2019). A story of failed re-engagement: Canada and Iran, 2015–2018. *Canadian Foreign Policy Journal*, 25 (1), p. 44. doi: 10.1080/11926422.2018.1564683

⁷² Ibid, p. 48.

⁷³ Coulon, J. (2018). « Stéphane Dion aux commandes ». Dans *Un selfie avec Justin Trudeau : Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p.70-71. Montréal : Québec Amérique, 2018.

Boily avance que Trudeau est en train de rompre avec la politique étrangère de Harper en matière de multilatéralisme⁷⁴. Celle-ci passe d'abord par les nouvelles missions du ministère des Affaires étrangères puisque l'ancienne appellation « Affaires étrangères, Commerce international et Développement » est maintenant remplacée par « Affaires mondiales Canada ».⁷⁵ Pour l'auteur, Trudeau, pour se démarquer du gouvernement conservateur, a changé les relations sino-canadiennes et prôné un retour aux opérations de maintien de paix de l'ONU.⁷⁶ Il explique ce rapprochement envers la Chine par le fait que cette dernière est devenue un acteur incontournable sur la scène internationale ; et, en plus de son poids économique, ses engagements internationaux, comme la lutte contre les changements climatiques, font qu'elle n'est plus un partenaire à ignorer par le Canada⁷⁷. L'argumentation de Boily est pertinente mais est toutefois limitée car renouer un partenariat bilatéral avec la Chine peut être sujette à des préférences idéologiques internationalistes libérales, et l'auteur n'en fait pas vraiment l'analyse.

Blanchfield — du même avis que Hadfield et Boily — soutient que, pendant sa campagne électorale, Trudeau a exprimé sa préférence pour le *Soft Power* lorsqu'il a parlé de l'âge d'or de la politique étrangère canadienne pendant la période de Pearson et a exhorté le Canada à retourner aux missions de maintien de la paix⁷⁸. C'est pourquoi, malgré les attentats de Paris, il a pris la décision d'accueillir plus de réfugiés, de retirer les CF-18, de se rapprocher des institutions multilatérales et de la Chine⁷⁹. Il continue en affirmant que ce changement de la politique étrangère canadienne sous Trudeau en matière de diplomatie et de multilatéralisme se justifie aussi par les rencontres entre Trudeau et Obama⁸⁰. Blanchfield n'a pas étudié rigoureusement si la volonté de rupture de Trudeau avec l'approche conservatrice sur les orientations de politique internationale peut-être due à son idéologie internationaliste libérale. D'autant plus que l'auteur n'a pas pris en considération que, pour la question des réfugiés, Trudeau pourrait être plus motivé par une politique

⁷⁴ Boily, F. (2014). L'identité politique du Canada après l'élection du 19 octobre 2015 : de nouvelles orientations pour la politique canadienne ? *Études canadiennes*, 81, p. 19. doi : 10.4000/eccs.760

⁷⁵ Ibid p. 20.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Calvert, P. (2018). « Justin Trudeau's China Challenges ». Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada among nations 2017*, p. 160. Coll.« Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_2.

⁷⁸ Blanchfield, M. (2017). Trudeau's First Hundred Day the World. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, p. 208. Montréal & Kingston: McGill-Queen's University Press.

⁷⁹ Ibid, pp. 202-207.

⁸⁰ Blanchfield, M. (2017). Trudeau and Obama : The Elephant Twitches. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, pp. 228-229. Montréal & Kingston, London, Chicago: McGill-Queen's University Press.

de conviction responsable⁸¹ ou par des considérations pragmatiques, puisque l'accueil et l'aide aux réfugiés syriens ont commencé sous Harper⁸².

Kay considère que le changement de la politique étrangère de Trudeau est causé par l'élection du Président Américain Donald Trump et la chute de l'ordre international libéral. Il soutient que l'élection de Trump a entraîné une nouvelle politique étrangère canadienne à l'égard de son voisin du sud⁸³. Il ajoute que sous la gouverne de Trump, le Canada est obligé de compter sur d'autres partenaires comme l'UE et aspire à devenir le chef de l'internationalisme libéral dans le monde d'aujourd'hui⁸⁴. L'auteur affirme que l'élection de Trump peut permettre au Canada de développer une identité dite moderne et indépendante des États-Unis⁸⁵. La méthode de démonstration de l'auteur n'est pas convaincante dans la mesure où il n'a pas expliqué le type d'identité que pourrait avoir le Canada avec la venue au pouvoir de Trump. Ensuite, il n'a pas fourni de preuves selon lesquelles le Canada avait perdu son identité. Enfin, il devrait prendre en considération le fait que l'identité internationale d'un pays est composée de « constructions sociales intersubjectives relativement stables et institutionnalisées [...] »⁸⁶. Nous considérons qu'un pays ne peut pas changer facilement son identité comme l'argue l'auteur, bien que celle-ci puisse évoluer en fonction du temps, de l'espace, des circonstances politique, économique et militaire⁸⁷. Ainsi il aurait pu inclure les explications constructivistes pour appuyer son argumentation.

La plupart des études portant sur l'impact de l'idéologie dans la mise en œuvre de la politique étrangère sous Justin Trudeau ont délaissé le domaine des interventions armées pour se concentrer sur les votes à l'ONU, l'aide publique au développement et l'appui à Israël⁸⁸.

⁸¹ Expression empruntée à Boily, F. (2016) dans son article L'identité politique du Canada après l'élection du 19 octobre 2015 : de nouvelles orientations pour la politique canadienne ? *Études canadiennes*, 81, p. 22. doi : 10.4000/eccs.760

⁸² La Presse Canadienne (2014, 23 janvier). Stephen Harper annonce une aide de 100 millions pour les réfugiés syriens en Jordanie. *Radio-Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/650879/harper-jordanie-syrie>.

⁸³ Kay, J. (2017). Trudeau's Trump Bump: How a Smaller America Gives Canada Room to Grow. *Foreign Affairs*, 96(5), p. 42.

⁸⁴ Ibid.

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ Massie, J. (2010). United West, divided Canada? Transatlantic (dis)unity and Canada's Atlanticist strategic culture. *Journal of Transatlantic Studies* 8(2), p. 120. <https://doi.org/10.1080/14794011003760236>.

⁸⁷ Ibid, p. 133.

⁸⁸ Brown, S. (2018). All about that base ? Branding and the domestic politics of Canadian foreign aid. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(2), p. 159. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1461666>. Coulon, J. (2018). La course

Dans une étude qui intègre la méthode de la comparaison et le *process tracing*, Brown affirme qu'en matière d'aide publique au développement et de participation aux opérations de maintien la paix de l'ONU, il n'y a pas de rupture ni de changement entre Trudeau et son prédécesseur⁸⁹. Entre autres, les libéraux ont jusqu'à présent adopté une politique d'aide étrangère qui renforce largement l'approche de Harper. Selon lui, tous les deux ont instrumentalisé l'aide au développement pour la satisfaction de leur base électorale, ce qui mène à une continuité dans les politiques en dépit des différences rhétoriques. C'est pourquoi Trudeau soutient les ONG qui promeuvent le développement du leadership féminin, l'égalité des sexes...⁹⁰ ; et Harper les organisations religieuses, confessionnelles et Israël⁹¹. Non seulement l'auteur se limite à l'analyse de l'aide au développement et pourtant, il argue que la politique étrangère du Parti conservateur est similaire à celle de l'actuel gouvernement sans se pencher sur d'autres domaines tels que les interventions militaires. Mais encore, on note un certain changement concernant l'orientation de l'aide au développement entre les deux gouvernements. Ensuite, avant même d'être chef du PLC, Trudeau parlait déjà dans ses discours et communiqués de la réorientation de l'aide publique au développement, du leadership féminin et de l'égalité des genres qui sont des éléments conformes à l'internationalisme libéral. Dans son étude, il n'a pas fourni de preuves convaincantes que Trudeau a réorienté l'aide publique au développement uniquement pour satisfaire sa base électorale, une analyse des motivations idéologiques rendrait son étude plus rigoureuse et convaincante.

Selon Coulon, l'aide publique au développement en Afrique promise par Trudeau est très modeste et ce dernier a adopté les mêmes positions que Harper sur le conflit israélo-palestinien⁹². Concernant l'ONU, il n'augmente pas l'effectif des casques bleus canadiens, ni le financement annuel qui lui est alloué malgré la mise en place de la *Stratégie de réengagement du Canada dans*

pour un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. Dans *Un selfie avec Justin Trudeau: Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, pp. 135-139. Montréal : Québec Amérique, 2018. Seligman, S. (2018). Canada's Israel Policy under Justin Trudeau: Rejecting or Reinforcing the Legacy of Stephen Harper? *American Review of Canadian Studies*, 48(1), p. 80, 88. <https://doi.org/10.1080/02722011.2018.1434552>.

⁸⁹ Brown, S. (2018). All about that base ? Branding and the domestic politics of Canadian foreign aid. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(2), p. 159. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1461666>.

⁹⁰ Ibid., p. 157

⁹¹ Ibid., p. 153.

⁹² Coulon, J. (2018). La course pour un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. Dans *Un selfie avec Justin Trudeau: Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, pp. 135-139. Montréal : Québec Amérique, 2018.

les opérations de maintien de paix de l'ONU en août 2016⁹³. Même pour le soutien à la MINUSMA, il ne déploiera pas avant le 19 mars 2018 un soutien logistique et six hélicoptères pour ensuite les retirer un an plus tard⁹⁴. Selon l'auteur, les discours des libéraux sont très différents de leurs réalisations politiques⁹⁵. L'ouvrage de Coulon est pertinent et examine plusieurs sujets de la politique étrangère de Trudeau et de son cabinet mais n'indique pas clairement, ni comment, les contraintes structurelles, encore moins l'idéologie déterminent le comportement du Canada dans les affaires de sécurité internationale particulièrement les opérations de rétablissement et de maintien de la paix de l'ONU.

L'article de Seligman souligne que Trudeau a jusqu'à présent adopté une politique qui renforce largement l'approche de Harper plutôt que de la rejeter⁹⁶. Il a épousé une approche pro-Israël similaire après être devenu chef du Parti libéral en avril 2013⁹⁷. Ce soutien est dû à des calculs électoraux et s'est manifesté aussi lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, où le Canada a voté contre 18 résolutions et s'est abstenu sur les deux autres concernant Israël⁹⁸. Il apporte aussi l'explication que le Canada, de 1994 à 2015, a voté contre des résolutions contraignantes pour Israël⁹⁹. De ce fait, il n'y a pas de rupture concernant le vote du Canada au Nations Unies dans le cas du conflit israélo-palestinien¹⁰⁰. La méthode de démonstration de l'auteur n'est pas persuasive dans la mesure où voter en faveur d'Israël ne suffit pas pour conclure que la politique de Trudeau à l'égard de l'État hébreu et celle de Harper sont identiques car ces dernières ne s'arrêtent pas aux votes de l'Assemblée générale de l'ONU. Aussi Trudeau pourrait adopter une position pro-israélienne dans le but d'appuyer le processus de paix multilatéral au Moyen-Orient.

⁹³Coulon, J. (2018). Le difficile retour des casques bleus canadiens. Dans *Un selfie avec Justin Trudeau: Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p. 155. Montréal: Québec Amérique.

⁹⁴ Ibid pp. 160-161.

⁹⁵ Ibid, p. 142.

⁹⁶ Seligman, S. (2018). Canada's Israel Policy under Justin Trudeau: Rejecting or Reinforcing the Legacy of Stephen Harper? *American Review of Canadian Studies*, 48(1), p. 80. <https://doi.org/10.1080/02722011.2018.1434552>.

⁹⁷ Ibid, p. 88.

⁹⁸ Ibid, p. 89.

⁹⁹ Seligman, S. (2016). Canada and the United Nations General Assembly (1994–2015): continuity and change under the Liberals and Conservatives. *Canadian Foreign Policy Journal*, 22(3), p.308. doi: 10.1080/11926422.2016.1235595

¹⁰⁰ Ibid.

Pour plusieurs, la valorisation de l’alliance avec les États-Unis a limité la capacité de Justin Trudeau et de son parti à mettre en œuvre leurs préférences idéologiques en matière de politique de sécurité et de défense internationale¹⁰¹.

Nossal soutient que c’est l’élection de Trump qui a freiné la politique étrangère canadienne, notamment en matière d’engagement au sein de la MINUSMA¹⁰². Le nouveau président américain, dès son entrée en fonction, s’est opposé à deux questions clés de la politique étrangère canadienne, à savoir l’ALÉNA et la contribution du Canada au sein de l’OTAN¹⁰³. L’auteur explique que de cette opposition découle le ralentissement de la recherche d’une nouvelle mission de paix en Afrique et une nouvelle politique de défense dont le renforcement de la présence des FAC en Europe de l’Est et Centrale¹⁰⁴. Ainsi, Trudeau a étendu l’Opération UNIFIER qui vise à soutenir et former les militaires ukrainiens jusqu’en 2022. Pour l’auteur, même si l’Ukraine n’est pas membre de l’OTAN, la détérioration des relations avec la Russie s’est propagée à d’autres parties de l’Europe centrale et orientale, qui à son tour a affecté et déstabilisé les alliés de l’OTAN¹⁰⁵. Ce qui a entraîné le changement de la politique de défense de Trudeau car le Canada sous sa gouverne devait choisir entre s’engager avec l’OTAN en Europe ou avec l’ONU au Mali pour des raisons

¹⁰¹ Nossal, K. R. (2018). Promises Made, Promises Kept? A mid-term Trudeau Foreign Policy Report Card. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada Among Nations 2017*, p. 36. Coll. « Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_3. Paris, R. (2018). The Promises and Perils of Justin Trudeau’s Foreign Policy. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada among nations 2017*, p. 26. Coll.« Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_2. Rice, J. et Von Hlatky, S. (2018). Trudeau the Reluctant Warrior ? Canada and International Military Operations. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada Among Nations 2017*, pp. 298-299. Coll. « Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_15. Leuprecht, C., Sokolsky J. et Derow J. (2018). On the Baltic Watch : The Past, Present and Future of Canada’s Commitment to NATO’s Enhanced Forward Presence in Latvia. *True North in Canadian public policy*, p. 17. Récupéré de https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/20180327_MLI_LATVIA_WebF.pdf. Macdonald, L. I. (2018). Justin Trudeau. Dans *Inside Politics*, p. 74. Montréal ; Kingston ; London ; Chicago : McGill-Queen's University Press. Gagnon, F. (2017). La « relation spéciale » canado-américaine à l’épreuve du fossé idéologique entre Donald Trump et Justin Trudeau. *Revue de recherche en civilisation américaine*, 7, p. 15. <http://journals.openedition.org/rrca/913>. McKay J. R. (2018). Deliverology and Canadian military commitments in Europe circa 2017. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(1), p. 51. <http://dx.doi.org/10.1080/11926422.2017.1331175>. Copeland, D. (2018). Canada’s back can the Trudeau government resuscitate Canadian diplomacy? *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(2), p. 251. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1486330>

¹⁰² Nossal, K. R. (2018). Promises Made, Promises Kept? A mid-term Trudeau Foreign Policy Report Card. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada Among Nations 2017*, p. 36. Coll. « Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_3

¹⁰³ Ibid, p. 45.

¹⁰⁴ Ibid, p. 47.

¹⁰⁵ Ibid, p. 38.

opérationnelles¹⁰⁶. Mais compte tenu de la pression de Trump qui ne cessait de critiquer le Canada sur ses maigres contributions au sein de l’alliance et pour la survie de l’alliance et au rôle d’allié fidèle, le Canada a préféré l’alliance transatlantique¹⁰⁷. L’argumentation de Nossal (2018) aurait été beaucoup plus complète s’il y avait incluses des explications alternatives telles que le rôle de l’idéologie et le poids des élections.

En ce sens, Paris souligne que l’élection de Trump a occasionné la réorientation de la politique étrangère du chef du PLC malgré son idéologie internationaliste libérale et sa volonté de jouer un rôle actif et constructif dans le maintien de la paix et de la stabilité de l’ordre international¹⁰⁸. Il affirme que plusieurs réalisations de politique étrangère canadienne sous Trudeau ont soit échoué, soit été abandonnées à mi-chemin à cause de l’arrivée au pouvoir de Trump¹⁰⁹. Similairement, Rice et Von Hlatky soutiennent que Trudeau en matière d’engagements militaires internationaux fait comme Harper parce que la politique étrangère canadienne est influencée par Trump¹¹⁰. Ils étudient le rôle du Canada dans les trois principales opérations militaires sous Trudeau : l’opération IMPACT, qui est la mission de formation et d’entraînement des FAC aux forces kurdes dans le nord-est de l’Irak dans leur campagne pour reprendre Mossoul — l’opération REASSURANCE, qui est le déploiement de forces conventionnelles en Europe de l’Est — et l’opération UNIFIER, qui implique le soutien et la formation des soldats de l’Ukraine à lutter contre l’agression russe. Les auteurs en concluent que Trudeau a même renforcé la présence des FAC dans les zones de guerre telles que l’Irak, l’Ukraine et l’Europe de l’Est afin de rassurer son principal allié les É.U avec l’élection de Trump¹¹¹. Ceci peut s’expliquer par le fait que le Canada — un grand allié des É.U partageant avec lui la même frontière et les mêmes renseignements sécuritaires— répondra favorablement à leurs attentes s’il détient à sa disposition les moyens militaires et politiques pour le faire¹¹². Depuis les attentats du 11 septembre 2001, on peut considérer que les attentes des États-

¹⁰⁶ Ibid, p. 47.

¹⁰⁷ Ibid, pp. 45-46.

¹⁰⁸ Paris, R. (2018). The Promises and Perils of Justin Trudeau’s Foreign Policy. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada among nations 2017*, p. 26. Coll. « Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_2.

¹⁰⁹ Ibid, pp. 28-29.

¹¹⁰ Rice, J. et Von Hlatky, S. (2018). Trudeau the Reluctant Warrior? Canada and International Military Operations. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy: Canada Among Nations 2017*, pp. 298-299. Coll. « Palgrave Macmillan ».

¹¹¹ Ibid, p.287.

¹¹² Von Hlatky, S. (2013). Exceeding Expectations: The UK and the War on Terror. Dans *American Allies in Time of War: The Great Asymmetry*, p.65. University Press Scholarship Online.

Unis envers ses alliés ont augmenté¹¹³. Cependant leurs études auraient été plus convaincantes s'ils y avaient intégré d'autres facteurs explicatifs comme par exemple l'idéologie et les calculs électoraux.

Leuprecht, Sokolsky et Derow argumentent que Trudeau, malgré sa préférence pour le multilatéralisme onusien par rapport à la notion de défense collective de l'OTAN est obligé de jouer un rôle actif en Lettonie à cause de la menace russe croissante, d'un consensus fort et clair de l'OTAN et des critiques de TRUMP sur le *burden-sharing* de certains membres de l'alliance¹¹⁴. La nouvelle politique de défense du gouvernement libéral publié en juin 2017 — 8 mois après les critiques de TRUMP qui qualifie l'OTAN d'organisation obsolète — souligne l'engagement du gouvernement canadien à renouer avec ses objectifs traditionnels en tant qu'allié fiable au sein de l'alliance transatlantique, à s'engager et à diriger les efforts de l'OTAN ainsi qu'à dissuader et vaincre les adversaires comme moyen de favoriser la stabilité mondiale¹¹⁵. Il a non seulement envoyé des forces en Lettonie, mais, sous l'impulsion des États-Unis et d'autres alliés, a assumé le rôle de nation-cadre. Telle est l'explication fournie par les auteurs concernant l'engagement du Canada en Europe de l'Est¹¹⁶.

Pour Macdonald, la politique de sécurité et de défense canadienne semble être guidée par les É.-U et l'OTAN¹¹⁷. Cela expliquerait pourquoi Trudeau s'est engagé en Lettonie et en Ukraine et qu'il ne se soit pas encore investi dans les missions onusiennes¹¹⁸. Selon lui, la valorisation de l'alliance est le principal facteur explicatif du changement de la politique de défense de Trudeau. Gagnon est dans la même logique en expliquant que l'engagement canadien au sein de l'OTAN est motivé par les critiques de Trump¹¹⁹.

¹¹³ *ibid*, p.88.

¹¹⁴ Leuprecht, C., Sokolsky J. et Derow J. (2018). On the Baltic Watch: The Past, Present and Future of Canada's Commitment to NATO's Enhanced Forward Presence in Latvia. *True North in Canadian public policy*, p. 17. Récupéré de https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/20180327_MLI_LATVIA_WebF.pdf

¹¹⁵ *Ibid*.

¹¹⁶ *Ibid*.

¹¹⁷ Macdonald, L. I. (2018). Justin Trudeau. Dans *Inside Politics*, p. 74. Montréal; Kingston; London; Chicago : McGill-Queen's University Press.

¹¹⁸ *Ibid*, p. 74.

¹¹⁹ Gagnon, F. (2017). La « relation spéciale » canado-américaine à l'épreuve du fossé idéologique entre Donald Trump et Justin Trudeau. *Revue de recherche en civilisation américaine*, 7, p. 15. <http://journals.openedition.org/rrca/913>.

D'après McKay, Trudeau fait face à un dilemme qui est soit de respecter ses promesses électorales qui sont entre autres le retrait des CF-18 et la réorientation de la participation canadienne dans la guerre contre daesh, un retour du Canada dans les opérations de paix onusiennes, et le respect des engagements canadiens dans les missions militaires de l'OTAN pour une future réélection ou d'être un allié fiable envers les É. U¹²⁰. Selon l'auteur, l'examen de la question des relations entre les promesses du gouvernement, les engagements militaires et les explications est incomplet si l'on ne fait pas référence aux objectifs de politique étrangère autres que la lutte contre les actions russes¹²¹. Le premier de ces objectifs est les accords commerciaux et économiques, le deuxième est la valorisation de l'alliance avec les États-Unis, le troisième est la montée du populisme dans les pays occidentaux, et le dernier est la recherche d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2020¹²². Il argue que Trudeau a retiré les CF-18, mais a augmenté ses contributions militaires en Irak et dans les missions de l'OTAN en doublant la présence de l'Armée canadienne en Europe de l'Est pour démontrer sa capacité d'être un allié fiable des États-Unis. Cependant, il ne contribue pas aux opérations de soutien de paix de l'ONU par manque de ressources militaires¹²³. Cependant, l'argument de manque de ressources militaires a été contredit par le ministre de la Défense qui soutient que « the Canadian military has the resources to participate in a peacekeeping mission while also deploying forces to Europe and Iraq »¹²⁴. L'auteur explique aussi que la question de prolonger le soutien militaire à l'Ukraine est un enjeu électoral pour Trudeau et son gouvernement¹²⁵.

Selon Copeland, l'arrivée au pouvoir de l'actuel président américain Donald Trump a fait que le premier ministre Trudeau n'arrive pas à réaliser de gros efforts diplomatiques sur la scène internationale¹²⁶. Il ne s'est toujours pas engagé comme il le clamait dans les opérations de maintien de paix de l'ONU, n'a pas rompu le contrat de la vente des armes au royaume saoudien et a

¹²⁰ McKay J. R. (2018). Deliverology and Canadian military commitments in Europe circa 2017. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(1), p. 51. .

¹²¹ Ibid, p. 44

¹²² Ibid, pp. 44-45.

¹²³ Ibid, pp. 49-50.

¹²⁴ Berthiaume, L. (2016, 9 juillet). Liberals still planning UN peacekeeping mission despite Latvia commitment. *The Canadian Press*. Récupéré de [Liberals still planning UN peacekeeping mission despite Latvia commitment](#)

¹²⁵ McKay, J. (2018). «Deliverology and Canadian military commitments in Europe circa 2017 », *Canadian Foreign Policy Journal*, 24:1 (2018), p. 50. <http://dx.doi.org/10.1080/11926422.2017.1331175>

¹²⁶ Copeland, D. (2018). Canada's back can the Trudeau government resuscitate Canadian diplomacy? *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(2), p. 251. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1486330>

augmenté les forces spéciales canadiennes en Irak¹²⁷. De ce fait, l’auteur en déduit qu’il n’y a pas de rupture entre Harper et Trudeau¹²⁸. La principale lacune du texte de Copeland est qu’il n’émet pas d’explication rigoureuse de comment l’élection de TRUMP a freiné la politique internationale du Canada.

Conclusion

En somme, plusieurs auteurs ont argué que la valorisation de l’alliance avec les États-Unis surtout dans le contexte où Donald Trump est au pouvoir — a eu un impact sur les décisions de Trudeau dans le domaine des opérations armées. Ainsi, au-delà des préférences et orientations idéologiques, le comportement du Canada dans les affaires de sécurité internationale est dicté par les contraintes structurelles. Cependant, ces analyses seraient beaucoup plus complètes si elles avaient examiné de manière soutenue l’impact de l’idéologie partisane et des possibles calculs et coûts électoraux. En l’absence d’une analyse rigoureuse de facteurs explicatifs alternatifs, il est impossible de rejeter du revers de la main les explications rivales de l’impact des impératifs d’alliance sur la politique étrangère de Justin Trudeau. Au demeurant, tous admettent que le premier ministre Trudeau entretenait des préférences idéologiques distinctes de celles de son prédécesseur, mais aucune analyse n’a cherché jusqu’à présent à examiner comment ces préférences ont été contraintes dans leur mise en œuvre effective. Pour ce faire, un cadre analytique capable de prendre en compte les préférences et les contraintes dans l’élaboration et la mise en œuvre de la politique étrangère est nécessaire. Voilà à quoi s’attardera le prochain chapitre.

¹²⁷ Ibid, p. 245.

¹²⁸ Ibid., p. 248.

CHAPITRE II

UNE THÉORIE DE LA FILTRATION IDÉOLOGIQUE

À la lumière de cette revue de la littérature, le cadre théorique de ce projet de mémoire entend expliquer que les préférences idéologiques d'un premier ministre peuvent influencer l'élaboration de sa politique étrangère, mais que leur mise en œuvre est contrainte par d'autres facteurs décisionnels, en particulier les contraintes posées par les alliances militaires et les calculs électoraux. Sur la base de la théorie de la filtration élaborée par Philippe Lagassé, Justin Massie et Stéphane Roussel, cette section décortique les préférences idéologiques en politique de sécurité internationale et les contraintes liées à la mise en œuvre des préférences idéologiques¹²⁹.

2.1. Les préférences idéologiques en politique de sécurité internationale

En plus d'être considérée comme un ensemble de croyances communes, distinctes et cohérentes sur le fonctionnement du monde et sur la façon dont les gouvernements et les dirigeants devraient agir¹³⁰, l'idéologie fournit aux acteurs politiques des outils théoriques, des orientations générales,

¹²⁹ Lagassé P., Massie, J., et Roussel S. (s.d). *Ideology and Canadian Defence Policy: The Rise of Neoconservatism*. [Manuscrit non publié].

¹³⁰ Ibid.

de même que des repères fondamentaux qui visent à produire des effets sur le politique¹³¹. D'après plusieurs analystes politiques, la participation des démocraties libérales dans les opérations militaires internationales est fortement guidée par leur idéologie¹³².

Selon Rathbun, deux idéologies – le conservatisme et le néoconservatisme – ont guidé la politique étrangère américaine et servi à définir les intérêts stratégiques des États-Unis¹³³. À la fin de la guerre froide, avec l'effondrement du bloc soviétique, les néoconservateurs ont mis en place une politique américaine dite « active » et « affirmée », démontrant la puissance et l'hégémonie américaine afin de dissuader les futurs concurrents avant même qu'ils ne se manifestent¹³⁴. Celle-ci a été ressentie aussi après les attentats du 11 septembre 2001, avec la sortie de la stratégie de sécurité nationale en 2002 par l'administration du président George H. W. Bush¹³⁵. Pour Rathbun, la stratégie de sécurité ou la doctrine de Bush tire ses sources dans le néoconservatisme qui permet en quelque sorte la poursuite de l'intérêt national qui se traduit par une lutte contre le terrorisme, une intervention dans les conflits régionaux, une élimination des armes de destruction massive et surtout de protection du territoire des É.-U¹³⁶. Selon l'auteur, pour établir un lien entre l'idéologie et la politique étrangère d'un gouvernement, il faut d'abord que cette idéologie soit incarnée par le ou les gouvernants. Ce qui a été le cas sous Bush et de son administration et aussi certaines de leurs décisions en politique étrangère comme l'exemple de la doctrine de Bush qui est aussi appelée stratégie de sécurité nationale en 2002¹³⁷. Elle a été publiée dans la foulée des attentats du 11

¹³¹ Parenteau, D., & Parenteau, I. (2008). « Qu'est-ce qu'une idéologie politique ? ». Chap. dans *Les idéologies politiques : le clivage gauche-droite*, p.10. Presses de l'Université du Québec.

¹³² Ahmad, M. I. (2014). *Selling the War*. In *The Road to Iraq: The Making of a Neoconservative War*, p. 136. Edinburgh: Edinburgh University Press. <http://www.jstor.org/stable/10.3366/j>. Bloomfield, A. et Nossal, K. R. (2013). *A Conservative Foreign Policy?: Canada and Australia Compared*. Dans Farney J. et Rayside D. (dir.), *Conservatism in Canada* p. 140. Toronto; Buffalo; London: University of Toronto Press. <http://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctt5hjvkc.13>. Phillips, A. (2013). The wars on terror, dueling internationalisms and the clash of purposes in a post-unipolar world. *International Politics* 50, p. 78. <https://doi.org/10.1057/ip.2012.29>.

Rathbun, B. C. (2008). Does One Right Make a Realist? Conservatism, Neoconservatism, and Isolationism in the Foreign Policy Ideology of American Elites. *Political Science Quarterly* 123(2), p. 283. Ralph, J. (2014). The liberal state in international society: Interpreting recent British foreign policy. *International Relations* 28(1), p. 9. doi:10.1177/0047117813486822. Rathbun, B.C. (2004). *Partisan Interventions: European Party Politics and Peace Enforcement in the Balkans*, p. 22. Ithaca; London : Cornell University Press, 2004. Whitten, Guy D. et Williams, Laron K. "Buttery Guns and Welfare Hawks: The Politics of Defense Spending in Advanced Industrial Democracies". *American Journal of Political Science*, 55:1 (January 2011), 117-34. <http://www.jstor.org/stable/25766258>.

¹³³ Rathbun, B. C. (2008). Does One Right Make a Realist? Conservatism, Neoconservatism, and Isolationism in the Foreign Policy Ideology of American Elites. *Political Science Quarterly* 123(2), p. 283.

¹³⁴ *Ibid*, p. 285.

¹³⁵ *Ibid*.

¹³⁶ *Ibid*.

¹³⁷ *Ibid*, p. 281.

septembre¹³⁸. Dans cette doctrine, le président Bush y affirme que la guerre contre le terrorisme vient de commencer et les États-Unis agiront contre les terroristes et les États qui les protègent¹³⁹. Il y exprime sa détermination de privilégier l'usage de la force militaire, incluant les frappes préventives, afin de gagner cette guerre¹⁴⁰. De manière globale, la doctrine a profondément redéfini la stratégie de défense américaine pour s'assurer que des actes terroristes telles que des attaques nucléaire, chimique, biologique etc... ne puissent être lancées contre les États-Unis¹⁴¹. Rathbun différencie le conservatisme et le néoconservatisme dans la mesure où selon lui les conservateurs sont préoccupés par la poursuite de l'intérêt national et ont une certaine méfiance envers les institutions internationales¹⁴², alors que les néoconservateurs, en plus de poursuivre l'intérêt du pays et de se méfier des institutions internationales telles que l'ONU, se préoccupent des valeurs morales et sont marqués par un degré élevé de volontarisme, une conviction que les États-Unis peuvent refaire l'environnement international¹⁴³. L'article de Rathbun démontre l'impact de l'idéologie politique sur la politique étrangère surtout dans le cas des États-Unis sous la gouverne de Bush et a utilisé la méthode de congruence.

Pour Ahmad, l'idéologie néoconservatrice a influencé Bush et son administration à envahir l'Irak en 2003¹⁴⁴. Selon l'auteur, Bush est entré en guerre en Irak pour montrer l'aura d'invincibilité des États-Unis, démontrer la volonté politique et l'engagement de l'Amérique à aller en guerre, à cause des attentats terroristes du 11 septembre et enfin à cause de l'opinion publique et des médias qui étaient tous favorables à la guerre¹⁴⁵. Il soutient que l'administration de Bush a mené une grande campagne de propagande afin de prouver que l'Irak était une menace pour l'Amérique, ont fabriqué de fausses preuves et ont instrumentalisé l'opinion publique¹⁴⁶. Dans tous les discours de Bush et de son administration, que cela soit à l'ONU, au Sénat, devant les médias et ses alliés tels que la

¹³⁸ Ibid.

¹³⁹ Perspective monde. (2002, 20 septembre). Dévoilement aux États-Unis de la doctrine Bush. *École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines*. Université de Sherbrooke, Québec, Canada. Récupéré de <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/848>.

¹⁴⁰ Ibid.

¹⁴¹ Ibid.

¹⁴² Rathbun, B. C. (2008). Does One Right Make a Realist? Conservatism, Neoconservatism, and Isolationism in the Foreign Policy Ideology of American Elites. *Political Science Quarterly* 123(2), p. 285.

¹⁴³ Ibid.

¹⁴⁴ Ahmad, M. I. (2014). Selling the War. In *The Road to Iraq: The Making of a Neoconservative War*, p. 136. Edinburgh: Edinburgh University Press. <http://www.jstor.org/stable/10.3366/j>.

¹⁴⁵ Ibid, p. 164.

¹⁴⁶ Ibid, p. 100.

Grande-Bretagne, les États-Unis n'ont cessé de démontrer l'urgence de renverser le régime de Saddam Hussein afin de stopper le terrorisme transnational et la fabrication d'armes de destruction massive¹⁴⁷. L'auteur a utilisé les discours de Bush pour démontrer le lien entre l'idéologie du président républicain et sa politique de défense internationale. Mais l'analyse serait beaucoup plus convaincante si elle avait inclus les possibles contraintes qui ont pesé sur la capacité de mise en œuvre des préférences idéologiques néoconservatrices.

Pour Philips, c'est plutôt l'idéologie internationaliste libérale qui guide la politique extérieure de la Grande-Bretagne et des États-Unis¹⁴⁸. Il défend la thèse selon laquelle le lien que les administrations Bush et Blair posaient entre terrorisme non étatique et tyrannie étatique dans le Grand Moyen-Orient offrait une puissante justification universaliste à la poursuite d'un agenda internationaliste libéral profondément révisionniste après le 11 septembre¹⁴⁹. Pourtant la définition qu'il assigne à l'idéologie internationaliste libérale est similaire à celle du néoconservatisme. Ralph (2014), estime que les internationalistes libéraux et néolibéraux ont également joué un rôle certain dans la participation britannique aux interventions armées en Bosnie, au Kosovo et en Libye¹⁵⁰.

Bloomfield et Nossal considèrent que pendant des années à la tête de l'Australie de 1996 à 2007, John Howard a été guidé par une idéologie néoconservatrice¹⁵¹. Le gouvernement Howard a soutenu l'invasion de l'Irak dirigée par les États-Unis en mars 2003 en fournissant 2 000 soldats, dont des forces spéciales, des F-18 et des unités navales à la coalition¹⁵². Selon les auteurs, même si l'idéologie politique semble avoir une influence sur la politique étrangère des États, elle est mélangée avec du pragmatisme comme ce fut le cas de l'Australie pendant la gouvernance de Howard¹⁵³. Dans d'autres situations, comme la poursuite et la promotion de l'intérêt national de l'Australie, il paraît évident que des questions stratégiques comme l'engagement de l'Australie

¹⁴⁷ Ibid, pp. 134-135.

¹⁴⁸ Phillips, A. (2013). The wars on terror, dueling internationalisms and the clash of purposes in a post-unipolar world. *International Politics* 50, p. 78. <https://doi.org/10.1057/ip.2012.29>.

¹⁴⁹ Ibid, p. 91.

¹⁵⁰ Ralph, J. (2014). The liberal state in international society: Interpreting recent British foreign policy. *International Relations* 28(1), p. 9. doi:10.1177/0047117813486822

¹⁵¹ Bloomfield, A. and Nossal, K. R. (2013). A Conservative Foreign Policy?: Canada and Australia Compared. Dans Farney J. et Rayside D. (dir.), *Conservatism in Canada* p. 140. Toronto; Buffalo; London: University of Toronto Press. <http://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctt5hjvkc.13>

¹⁵² Ibid, p. 144.

¹⁵³ Ibid, p. 148.

dans l'invasion américaine en Irak peuvent guider la politique étrangère des États¹⁵⁴. Pour Bloomfield et Nossal, l'invasion américaine coïncidait avec l'occasion pour les Australiens de se rapprocher plus des États-Unis aux plans économique et sécuritaire¹⁵⁵. Il n'est cependant pas clair en quoi l'idéologie néoconservatrice en Australie se distingue d'une valorisation de l'alliance avec les États-Unis.

Au-delà de ces cas américain, britannique et australien, l'idéologie influence la politique étrangère des démocraties libérales de manière générale et spécifique. Plusieurs études empiriques ont démontré que les gouvernements de droite prônent davantage le recours à l'usage de la force pour défendre les intérêts nationaux que ceux de gauche, lesquels préfèrent davantage les opérations de paix ou à vocation humanitaire¹⁵⁶.

Selon Rathbun, les partisans de la gauche politique ont plus de préférence envers le multilatéralisme et jugent l'usage de la force comme inefficace, inapproprié, voire illégitime pour résoudre les conflits internationaux¹⁵⁷. Inversement, la droite politique privilégie l'unilatéralisme, car ce dernier permet une plus grande liberté de décision, d'exercice de la souveraineté nationale et de défense des intérêts nationaux. Cependant, Rathbun ne s'arrête pas à l'idéologie dans son analyse; il considère que d'autres facteurs tels que l'histoire du pays, le contexte international, l'intérêt national, la nature et la légitimité de l'intervention, la disponibilité et la capacité des troupes armées peuvent influencer la politique étrangère d'un gouvernement quel que soit son idéologie¹⁵⁸. C'est pourquoi il peut y avoir des cas où un gouvernement est de gauche et pourtant participe à un conflit à cause de la valorisation de l'alliance, de la légitimité multilatérale, de la

¹⁵⁴ Ibid, p. 144.

¹⁵⁵ Ibid, pp. 144-145.

¹⁵⁶ Rathbun, B.C. (2004). *Partisan Interventions : European Party Politics and Peace Enforcement in the Balkans*, p. 22. Ithaca; London : Cornell University Press, 2004. Glenn P., Tamar L. et Patrick R. (2004). What's Stopping You? The Sources of Political Constraints on International Conflict Behavior in Parliamentary Democracies. *International Interactions* 30(1), p.16-17. <https://doi.org/10.1080/725289044>. Haesebrouck, T. et Mello P. A. (2020). Patterns of Political Ideology and Security Policy. *Foreign Policy Analysis* 16(4), p. 566. <https://doi.org/10.1093/fpa/oraa006>. Mello, P. (2014). Explaining Democratic Participation in Armed Conflict. Dans *Democratic Participation in Armed Conflict: Military Involvement in Kosovo, Afghanistan, and Iraq*, p. 34. Collection. « Palgrave Studies International Relations. Wagner, W. et al. (2017). The party politics of legislative–executive relations in security and defence policy. *Journal West European Politics* 40(1), p. 35. <https://doi.org/10.1080/01402382.2016.1240413>. Voir également Coticchia, F. et Vignoli, V. (2020). Italian Political Parties and Military Operations: An Empirical Analysis on Voting Patterns. *Government and Opposition*, 55(3), p. 457. <http://doi.org/10.1017/gov.2018.35>.

¹⁵⁷ Rathbun, B.C. (2004). *Partisan Interventions : European Party Politics and Peace Enforcement in the Balkans*, p.22. Ithaca ; London : Cornell University Press, 2004.

¹⁵⁸ Ibid., p. 39.

nature de l'environnement international et/ou de l'opinion publique¹⁵⁹. Mais les analyses de Rathbun (2004) mettent l'accent uniquement sur la manière dont l'idéologie influence la politique étrangère des États. Même s'il reconnaît que la mise en œuvre de l'idéologie peut être limitée par des contraintes structurelles, il ne fournit pas d'explication convaincante sur l'impact de celles-ci. Ses études servent à démontrer pourquoi l'idéologie partisane est importante mais pas nécessairement à renseigner sur comment l'idéologie est plus ou moins importante que d'autres facteurs dans des cas spécifiques.

D'autres auteurs vont plus loin dans leurs analyses concernant les clivages gauche/droite et la politique de défense internationale. D'après Wagner, Herranz-Surrallés, Kaarbo et Ostermann, il existe une corrélation curvilinéaire entre la position des partis sur une échelle gauche/droite et le soutien aux missions militaires dans les démocraties parlementaires¹⁶⁰. De ce fait, les partis centristes sont plus disposés à appuyer les déploiements de troupes à l'étranger que ceux des extrêmes gauche et droite¹⁶¹. Haesebrouck et Mello abondent dans le même sens, arguant que la gauche et la droite radicale sont les formations politiques qui soutiennent rarement les opérations militaires internationales¹⁶². Ainsi, les législatures représentent un point de contestation idéologique entre les partis politiques en matière de politique de sécurité extérieure¹⁶³.

Haesebrouck utilise la théorie de la paix démocratique pour expliquer pourquoi certains pays membres de la coalition de lutte contre l'État Islamique ont participé aux frappes aériennes alors que d'autres ne l'ont pas fait¹⁶⁴. Selon l'auteur, l'équilibre des menaces est un facteur déterminant sur la participation des États démocratiques aux frappes aériennes. Plus le pays est menacé par le terrorisme et les attaques terroristes, plus il participera aux frappes¹⁶⁵. Haesebrouck soutient

¹⁵⁹ Ibid, p. 39.

¹⁶⁰ Wagner, W. et al. (2017). The party politics of legislative–executive relations in security and defence policy. *Journal West European Politics* 40(1), p. 35. <https://doi.org/10.1080/01402382.2016.1240413>. Voir également Cotichia, F. et Vignoli, V. (2020). Italian Political Parties and Military Operations: An Empirical Analysis on Voting Patterns. *Government and Opposition*, 55(3), p. 457. <http://doi.org/10.1017/gov.2018.35>

¹⁶¹ Ibid.

¹⁶² Haesebrouck, T. et Mello P. A. (2020). Patterns of Political Ideology and Security Policy. *Foreign Policy Analysis* 16(4), p. 566. Récupéré de <https://doi.org/10.1093/fpa/oraa006>

¹⁶³ Glenn P., Tamar L. et Patrick R. (2004). What's Stopping You? The Sources of Political Constraints on International Conflict Behavior in Parliamentary Democracies. *International Interactions* 30(1), pp.16-17. <https://doi.org/10.1080/725289044>.

¹⁶⁴ Haesebrouck, T. (2018). Democratic Participation in the Air Strikes Against Islamic State: A Qualitative Comparative Analysis. *Foreign Policy Analysis* 14(2), p. 255. Récupéré de <https://doi.org/10.1093/fpa/orw035>

¹⁶⁵ Ibid, p. 257.

également que les États qui ont des relations privilégiées avec Washington sont plus susceptibles de participer aux frappes aériennes¹⁶⁶. Les contraintes institutionnelles nationales sont aussi un facteur déterminant pour l'explication de la participation aux frappes aériennes¹⁶⁷. Le degré de pouvoir en matière de guerre des parlements est une contrainte importante sur le recours à la force. Ainsi, les parlementaires peuvent user de leur veto pour essayer d'empêcher le déploiement des forces militaires¹⁶⁸. L'auteur en conclut que l'idéologie partisane n'a pas exercé une influence significative sur la participation des États aux bombardements aériens contre l'État Islamique¹⁶⁹. Néanmoins, il souligne que cette conclusion est uniquement valable dans le cas de la guerre contre Daesh, et ne contredit pas de manière explicite le lien qui existe entre l'idéologie politique d'un dirigeant et sa décision de déployer des troupes armées¹⁷⁰.

Comparant 18 démocraties parlementaires, Palmer, London et Regan ont trouvé que l'idéologie partisane ne suffit pas pour expliquer les préférences de l'exécutif en matière de déploiement armé. La composition du gouvernement, l'hétérogénéité des démocraties parlementaires, le type de coalition ainsi que l'idéologie partisane de celle-ci sont aussi des facteurs qui restreignent les choix de l'exécutif. Ils ont conclu que les coalitions comprenant plusieurs partis centristes s'impliquent à peine dans un conflit international car il est souvent difficile de trouver un consensus sur les déploiements militaires à mesure que le nombre de partis au parlement augmente¹⁷¹.

Mello (2014) étudie les différents facteurs internes et externes qui influencent la participation des démocraties aux conflits internationaux armés. Il considère que le droit de veto parlementaire combiné avec l'opposition du public fait partie des facteurs qui peuvent contraindre la participation aux conflits armés¹⁷². Il soutient que les restrictions constitutionnelles peuvent déterminer à elles-

¹⁶⁶ Ibid, p. 257.

¹⁶⁷ Ibid, pp. 258-259.

¹⁶⁸ Cependant, Haesebrouck (2018), pp. 258-259, précise que ce veto parlementaire ne peut pas à lui seul bloquer ou annuler l'envoi des troupes.

¹⁶⁹ Haesebrouck, T. (2018). Democratic Participation in the Air Strikes Against Islamic State: A Qualitative Comparative Analysis. *Foreign Policy Analysis* 14(2), p. 268. Récupéré de <https://doi.org/10.1093/fpa/orw035>

¹⁷⁰ Ibid, p. 271.

¹⁷¹ Glenn P., Tamar L. et Patrick R. (2004). What's Stopping You? The Sources of Political Constraints on International Conflict Behavior in Parliamentary Democracies. *International Interactions* 30(1), p. 16. <https://doi.org/10.1080/725289044>.

¹⁷² Mello, P. (2014). Explaining Democratic Participation in Armed Conflict. Dans *Democratic Participation in Armed Conflict: Military Involvement in Kosovo, Afghanistan, and Iraq*, p. 34. Collection. « Palgrave Studies International Relations.

seules la participation ou non des démocraties aux opérations militaires¹⁷³. Mello appuie la thèse que l'idéologie partisane peut avoir un impact sur la participation ou la non-participation des démocraties aux interventions armées¹⁷⁴. L'auteur distingue l'existence de trois séries de restrictions constitutionnelles : (1) la première est en rapport avec le droit international, c'est-à-dire s'il existe ou pas un mandat du Conseil de Sécurité de l'ONU ou si l'intervention armée est légitime ; (2) la deuxième série de restriction constitutionnelle a trait aux exigences mises en place par les organisations de sécurité régionale telles que l'OTAN et (3) la troisième restriction fait référence aux pays démocratiques qui limitent le degré de participation de leurs troupes militaires pendant les conflits¹⁷⁵.

En somme, plusieurs analystes étudient non seulement l'impact des préférences idéologiques de l'exécutif en politique de sécurité internationale, mais également les facteurs internes tels que l'intérêt national, la nature de l'environnement international, la valorisation de l'alliance, les coûts et risques en capital humain et financier, les élections, la composition du gouvernement (majoritaire ou minoritaire), de même que sa cohésion pouvant contraindre leur mise en œuvre.

Ces études empiriques ont conclu qu'au-delà des préférences idéologiques des décideurs, plusieurs facteurs limitent l'élaboration et la mise en œuvre de la politique étrangère, que ce soit l'intérêt national, la nature de l'environnement international, la valorisation de l'alliance, les élections, le type de contribution militaire, la capacité et la disponibilité des troupes militaires, le cadre opérationnel, les coûts et risques en capital humain et financier, la composition du gouvernement (majoritaire ou minoritaire), de même que sa cohésion¹⁷⁶. Ces facteurs sont appelés contraintes structurelles. Pour les fins de ce mémoire, il est impossible de s'intéresser à toutes les contraintes structurelles qui peuvent contraindre la mise en œuvre des préférences idéologiques. Nous nous concentrons donc sur les deux contraintes les plus couramment établies comme freins aux ambitions gouvernementales, à savoir la valorisation d'une alliance militaire et les coûts électoraux.

¹⁷³ Ibid, p. 35.

¹⁷⁴ Ibid, p. 39.

¹⁷⁵ Ibid, p. 36.

¹⁷⁶ Lagassé P., Massie, J., et Roussel S. (s.d). *Ideology and Canadian Defence Policy: The Rise of Neoconservatism*. [Manuscrit non publié].

Mais d'abord, il est nécessaire de développer un cadre analytique en mesure de rendre compte de l'impact relatif de ces trois variables explicatives.

2.2 La théorie de la filtration idéologique

Ce mémoire reprend la théorie de la filtration idéologique développée par Lagassé, Massie et Roussel afin d'expliquer pourquoi il y a une certaine continuité dans la politique de défense des gouvernements en dépit de leurs différences idéologiques. La théorie de la filtration stipule que les idées des décideurs politiques sont filtrées¹⁷⁷. En effet, quand ils sont dans l'opposition, les partis politiques expriment leurs préférences idéologiques pratiquement sans filtre dans leurs discours et leurs programmes électoraux. Mais une fois au pouvoir, ces partis, au moment de mettre en œuvre des politiques publiques, doivent contraindre leurs préférences idéologiques aux impératifs de la gouvernance que sont les électeurs et la pression internationale. En d'autres termes, les décideurs politiques font des compromis idéologiques pour des considérations électorales, pour rester compétitifs sur le marché des idées, pour assurer la cohésion du parti ou de la coalition, et pour satisfaire les demandes et impératifs internationaux. Ainsi, ils n'abandonnent pas nécessairement leur idéologie, mais les audiences nationale et internationale les obligent à modérer leurs croyances idéologiques afin de rester au pouvoir et de répondre aux pressions internationales. Selon Lagassé, Massie et Roussel, au moment de mettre en œuvre des politiques gouvernementales, cinq sources principales de filtrage sont présentes : les politiques concurrentes, les contraintes matérielles, les bureaucraties, les attentes des alliances et la pression systémique¹⁷⁸.

Au chapitre des politiques concurrentes, les gouvernements mettent en place en même temps plusieurs programmes politiques. Cependant, si un programme politique du dirigeant est dans un sens incompatible aux ambitions du gouvernement, ce dernier a tendance à prioriser davantage le programme qu'il juge comme étant primordial pour gagner les futures élections. Par exemple, en temps de récession, un gouvernement conservateur faisant de l'augmentation du budget de la défense et de l'atteinte du déficit zéro, deux priorités de son programme électoral, devra nécessairement compromettre l'une ou l'autre de ces ambitions. Ce calcul se fera en fonction des

¹⁷⁷ Ibid.

¹⁷⁸ Ibid.

impératifs d'une réélection, selon lesquels les Canadiens tiennent davantage à l'équilibre budgétaire qu'au budget militaire¹⁷⁹. Autrement dit, des calculs électoraux peuvent influencer l'importance relative de préférences idéologiques concurrentes.

Comme second filtre, Lagassé et al. identifient les contraintes matérielles. Selon eux, un gouvernement peut décider de mettre de l'avant une initiative politique, mais le manque de ressources humaines, financières, techniques, fiscales, militaires peut l'en empêcher de la mettre en œuvre. Par conséquent, plus les contraintes matérielles sont nombreuses, plus la capacité du gouvernement à mettre en œuvre les choix politiques qu'il privilégie est faible¹⁸⁰.

La possibilité d'un gouvernement à mettre en œuvre un programme politique dépend aussi de la bureaucratie, car les fonctionnaires et les Forces armées du Canada ont une culture organisationnelle, des procédures opérationnelles standardisées, une méfiance pour le risque et des préférences politiques qui peuvent les pousser à résister, à abroger ou à retarder les initiatives politiques de leurs ministres¹⁸¹. C'est pourquoi la théorie de la filtration considère les bureaucraties comme une troisième source de filtration des projets politiques.

La valorisation de l'alliance est une quatrième source de filtrage des préférences idéologiques en matière de politique de défense. Les pressions internationales des alliés entraînent parfois la modification de la politique étrangère des gouvernements. Lagassé et al. estiment que dans la plupart des cas, quand il s'agit de participer aux efforts de sécurité internationale, le Canada adopte la même position que les États-Unis et ses alliés transatlantiques, ce qui entraîne des actions et des coûts parfois non anticipés¹⁸².

Enfin, comme dernier filtre, ils notent le système international de même que la place du Canada au sein de ce système. La nature de l'environnement international filtre aussi les idées politiques des décideurs canadiens¹⁸³. Par exemple, la prévention d'un conflit sino-américain est dans l'intérêt national d'une puissance moyenne et adjacente aux États-Unis comme le Canada. La rivalité entre

¹⁷⁹ Ibid.

¹⁸⁰ Ibid.

¹⁸¹ Ibid.

¹⁸² Ibid.

¹⁸³ Ibid.

grandes puissances peut donc entraîner des choix politiques non prévus au programme électoral et qui diverge parfois des préférences idéologiques des gouvernements¹⁸⁴.

Ainsi, en postulant l'importance relative des préférences idéologiques et d'autres facteurs explicatifs, la théorie de la filtration nous permettra d'expliquer la continuité relative dans la politique de défense internationale de Justin Trudeau par rapport à celle de Stephen Harper.

La variable indépendante étudiée dans ce mémoire est l'ensemble des préférences idéologiques en matière d'intervention militaire entretenues par Justin Trudeau avant son arrivée au pouvoir. La variable dépendante est la nature et l'ampleur des contributions militaires du Canada sous le gouvernement Trudeau en Irak et au Mali. Les variables intermédiaires, qui permettront d'expliquer l'écart entre la variable indépendante et les variables dépendantes, sont les contraintes posées par la valorisation de l'alliance militaire avec les États-Unis et l'anticipation de coûts électoraux.

2.2.1 Les coûts électoraux

D'une part, les gouvernements font des calculs électoraux en élaborant leur politique de sécurité internationale¹⁸⁵. Selon Binzer Hobolt et Klemmensen, les gouvernements répondent aux préférences de leurs électeurs pivots en modifiant leurs priorités politiques et il peut arriver des situations qui entraînent des changements d'orientation de politique publique peu importe l'idéologie du gouvernement en place¹⁸⁶. Même dans les démocraties où le pouvoir de guerre relève exclusivement des prérogatives de l'exécutif, l'opinion publique peut donc influencer la décision de participer à une guerre¹⁸⁷. Avant de prendre part à une intervention armée ou à une coalition

¹⁸⁴ Ibid.

¹⁸⁵ Von Hlatky S. et Massie, J. (2019). Ideology, ballots, and alliances: Canadian participation in multinational military operations. *Contemporary Security Policy*, 40(1), p. 104. <https://doi.org/10.1080/13523260.2018.1508265>

¹⁸⁶ Binzer Hobolt, S. et Klemmensen R. (2008). Government Responsiveness and Political Competition in Comparative Perspective. *Comparative Political Studies*, 41(3), p. 332. <https://doi.org/10.1177/0010414006297169>

¹⁸⁷ Dieterich, S., Hartwig H. et Marschall S. (2015). Bringing democracy back in: The democratic peace, parliamentary war powers and European participation in the 2003 Iraq War. *Cooperation and Conflict*, 50(1), p.94. <https://doi.org/10.1177/0010836714545687>

militaire internationale, les gouvernements tiennent compte de l'opinion publique et aussi des coûts électoraux surtout dans le cas où l'intervention est jugée dangereuse¹⁸⁸.

D'autre part, les dirigeants des démocraties libérales s'engagent ou pas dans les conflits internationaux dépendamment des coûts et du succès de leurs programmes de politiques publiques¹⁸⁹. C'est ce que Gelpi appelle la théorie du sélectorat¹⁹⁰. Celle-ci stipule qu'un gouvernement avec la mise en place de bons programmes politiques¹⁹¹ quand il participe à une guerre est susceptible d'être moins critiqué par l'opinion publique nationale contrairement à un gouvernement qui n'a pas mis en place, ni développé de bon programmes politiques et ceux-ci parfois peu importent les coûts de la guerre¹⁹².

Comme Dietrich, Hummel et Marschall l'expliquent dans leur étude de la participation ou du refus de participer à l'invasion américaine en Irak en 2003 des 25 démocraties de l'Europe, l'opinion publique y a joué un rôle capital¹⁹³. Au Royaume-Uni, le Premier Ministre pouvait envoyer les troupes militaires britanniques sans l'approbation de la Chambre des communes mais pourtant leur a demandé de se prononcer là-dessus¹⁹⁴. En effet, il existe parfois des démocraties où l'exécutif détient toutes les prérogatives de guerre mais cherche néanmoins le soutien du Parlement avant d'envoyer leurs soldats dans le théâtre de guerre. Ce soutien parlementaire peut permettre d'éviter une sanction électorale, car la responsabilité de la guerre sera partagée entre l'exécutif et le législatif.

Par exemple, dans un pays comme le Canada, si l'exécutif décide d'envoyer les FAC dans une coalition militaire sans l'accord des élus de la Chambre des communes —même si le premier

¹⁸⁸ Ibid.

¹⁸⁹ Gelpi, C. (2017). Democracies in conflict: the role of public opinion, political parties, and the press in shaping security policy. *The Journal of Conflict Resolution*, 61(9), p.1931. doi:[10.1177/0022002717721386](https://doi.org/10.1177/0022002717721386)

¹⁹⁰ Ibid.

¹⁹¹ Un programme politique peut être jugé « bon » s'il répond à l'intérêt national ou aux besoins de la population. On peut prendre l'exemple de mettre en œuvre des programmes de gratuité scolaire, plus de services de garde ou de construction d'hôpitaux ou encore la baisse de la taxe fiscale sur des produits de premières nécessités en cas d'inflation.

¹⁹² Gelpi, C. (2017). Democracies in conflict: the role of public opinion, political parties, and the press in shaping security policy. *The Journal of Conflict Resolution*, 61(9), p.1931. doi:[10.1177/0022002717721386](https://doi.org/10.1177/0022002717721386)

¹⁹³ Dieterich S., et Marschall S. (2015). Bringing democracy back in: The democratic peace, parliamentary war powers and European participation in the 2003 Iraq War. *Cooperation and Conflict*, 50 (1), p. 94.

¹⁹⁴ Ibid. p. 99.

ministre peut décider à lui seul d'engager les FAC dans la coalition — les sanctions électorales peuvent être importantes si l'intervention militaire ne bénéficie pas d'un large soutien populaire. L'opinion publique est aussi donc un facteur crucial dans l'engagement du Canada dans les opérations militaires multilatérales. En d'autres termes, la volonté du Canada d'engager des troupes dans les missions militaires internationales peut être limitée par une opposition de l'opinion publique nationale¹⁹⁵. En conséquence, la crainte d'une sanction électorale l'emporte sur les avantages de la participation aux opérations militaires internationales et même dans le cas de celle dirigée par les États-Unis¹⁹⁶. Il y a l'exemple de la guerre en Irak de 2003, où environ la moitié des Canadiens était contre cette guerre, raison pour laquelle certains analystes considèrent que c'est pourquoi le Canada n'a pas voulu aller en guerre¹⁹⁷.

2.2.2 La valorisation de l'alliance

La valorisation de l'alliance avec les États-Unis – via le NORAD et l'OTAN – est définie comme une préoccupation envers la préservation et le rehaussement de la relation de défense avec les États-Unis¹⁹⁸. Ceci inclut notamment les interventions militaires dans lesquelles les États-Unis sont engagés et demandent le soutien militaire de leurs alliés, que ce soient des opérations dirigées par les États-Unis comme en Irak, ou encore des opérations sous commandement de l'OTAN comme en Lettonie¹⁹⁹. Les alliés américains décident de se joindre à une opération de coalition dirigée par les États-Unis car ils attachent une importance particulière à leurs relations d'alliance avec les États-Unis²⁰⁰.

Le Canada est communément considéré comme un allié très fiable des États-Unis, prédisposé à participer aux opérations militaires sous son leadership²⁰¹. Vucetic définit le rôle d'allié fidèle

¹⁹⁵ Massie, J. (2019). Why Canada Goes to War: Explaining Support to U.S.-led Coalition Operations. *Canadian Journal of Political Science* 52(3), p. 585. <https://doi.org/10.1017/S0008423919000040>

¹⁹⁶ Ibid.

¹⁹⁷ ibid.

¹⁹⁸ Ibid, p. 578.

¹⁹⁹ Ibid.

²⁰⁰ Ibid.

²⁰¹ Massie, J. (2019). Why Canada Goes to War: Explaining Support to U.S.-led Coalition Operations. *Canadian Journal of Political Science* 52(3), p. 578. <https://doi.org/10.1017/S0008423919000040>. Srdjan, V. (2010). Bound to Follow? The Anglosphere and U.S.-led Coalitions of the Willing, 1950-2001. *European Journal of International Relations* 17(1), pp. 28-30. <https://doi.org/10.1177/1354066109350052>. Haesebrouck, T. (2018). National Behaviour

envers les États-Unis comme étant le fait de soutenir les Américains dans les interventions militaires auxquelles ils s'engagent²⁰². Il affirme que le Canada a toujours été un pays proche des États-Unis sur tous les plans; ce rapprochement pourrait s'expliquer par leur appartenance à la zone anglosphérique, une même culture entre les deux peuples — américain et canadien —, une même langue ou encore le même passé colonial — tous deux anciennes colonies britanniques —, ce qui pourrait ainsi expliquer la fidélité ou le suivisme d'Ottawa envers Washington²⁰³. Pour Massie, la valorisation de l'alliance avec les États-Unis implique un souci de préserver et d'améliorer les relations avec les États-Unis en soutenant de façon volontaire leurs opérations militaires avec ou sans l'aval d'une organisation multilatérale²⁰⁴. Il établit une différence entre la valorisation de l'alliance et la dépendance de l'allié car les États peuvent valoriser un allié pour une ou plusieurs raisons mais cette valorisation n'implique pas nécessairement la dépendance²⁰⁵. Selon Haesebrouck, la dépendance de l'allié constitue un « dilemme de la sécurité de l'alliance » étant donné que les États qui dépendent de la sécurité fournie par les États-Unis portent un lourd fardeau dans les opérations qu'ils dirigent²⁰⁶.

La culture stratégique atlantiste permet aussi d'expliquer d'une part pourquoi le Canada valorise l'alliance avec les États-Unis et l'OTAN. En effet, lors de la création de l'OTAN, la cohésion nationale, était une préoccupation primordiale des dirigeants canadiens²⁰⁷. Plus précisément, ils espéraient une organisation militaire qui réussirait à réconcilier les points de vue du Canada français et anglais autour d'une nouvelle politique étrangère et de défense internationaliste²⁰⁸.

Pour sa part, Massie en déduit que, le Canada tint à la survie et la cohésion de l'alliance transatlantique car elle est en quelque sorte un garant de son unité nationale sur les questions de

in Multilateral Military Operations. *Political Studies Review* 16(2), p. 105. <https://doi.org/10.1177/1478929915616288>.

²⁰² Srdjan, V. (2010). Bound to Follow? The Anglosphere and U.S.-led Coalitions of the Willing, 1950-2001. *European Journal of International Relations* 17(1), pp. 28-30. <https://doi.org/10.1177/1354066109350052>

²⁰³ Ibid.

²⁰⁴ Ibid.

²⁰⁵ Massie, J. (2019). Why Canada Goes to War: Explaining Support to U.S.-led Coalition Operations. *Canadian Journal of Political Science* 52(3), p. 589. <https://doi.org/10.1017/S0008423919000040>.

²⁰⁶ Haesebrouck, T. (2018). National Behaviour in Multilateral Military Operations. *Political Studies Review* 16(2), p. 105. <https://doi.org/10.1177/1478929915616288>.

²⁰⁷ Massie, J. (2010). United West, divided Canada? Transatlantic (dis)unity and Canada's Atlanticist strategic culture. *Journal of Transatlantic Studies* 8(2), p. 121. <https://doi.org/10.1080/14794011003760236>

²⁰⁸ Ibid, pp. 121-122.

politique de défense internationale surtout entre le Québec et l'Alberta²⁰⁹. D'où le maintien de la solidarité transatlantique et la contribution militaire à l'OTAN demeurent une priorité stratégique essentielle pour le gouvernement canadien²¹⁰.

En ce sens, la valorisation de l'alliance constitue une contrainte potentiellement significative à la mise en œuvre de préférences idéologiques divergentes de la part d'un gouvernement fédéral en matière de sécurité internationale. Dans le cadre de ce mémoire, le terme de la valorisation de l'alliance sera mis en avant car le Canada appuie les opérations militaires pilotées par les États-Unis pour renforcer sa crédibilité en tant qu'allié fiable et maintenir l'unité et la cohésion de l'alliance.

2.2.3 Le type de contribution militaire

Le type de contribution militaire constitue dans ce mémoire une variable dépendante. Ainsi dans cette section, il est opportun de définir en quoi consiste une contribution militaire et de même la différence que l'on établit entre une opération de combat et de non-combat. Dans un conflit international, les démocraties sont appelées à faire différents types de contribution militaire. Celle-ci peut varier dépendamment de plusieurs facteurs tels que la valorisation de l'alliance, la recherche de prestige, l'influence, le statut et la réputation internationale du pays²¹¹. À la lumière des éléments présentés dans la section précédente, nous observons que le type de soutien militaire va largement dépendre de la relation d'alliance qui existe entre les membres de la coalition militaire²¹².

²⁰⁹ Ibid, p. 130.

²¹⁰ Ibid.

²¹¹ Massie, J., et Zyla, B. (2018). Alliance value and status enhancement: Canada's disproportionate military burden sharing in Afghanistan: Canada's military burden. *Politics & Policy*, 46(2), pp. 330–331. <https://doi.org/10.1111/polp.12247>

²¹² Davidson, J. (2011) « A Neoclassical Realist Explanation of Transatlantic Alliance Burden-Sharing ». Dans *America's Allies and War: Kosovo, Afghanistan, and Iraq*, p.16. New York, NY : Palgrave Macmillan, 2011.

Les caractéristiques qui peuvent définir une contribution militaire sont : la tâche des forces armées, le caractère de l'opération militaire — opération de combat ou de non-combat — ou la nature de la mission — offensive ou défensive et la taille du contingent militaire envoyé. Cette dernière peut aussi dépendre de la relation d'alliance qui existe entre les pays ou, le pays qui dirige l'intervention militaire et ses alliés. En effet, le Canada sera plus disposé à envoyer un grand nombre de soldats dans une opération militaire pilotée par ses partenaires internationaux tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'ONU, l'OTAN et la NORAD.

Les trois missions fondamentales des FAC sont la protection du Canada, la défense de l'Amérique du Nord et la défense des valeurs et des intérêts canadiens à l'étranger. Les valeurs et les intérêts canadiens en matière de sécurité reposent sur l'existence d'une économie mondiale ouverte et juridiquement régulée, un environnement international relativement stable, l'éradication des menaces que posent le terrorisme, les États en déliquescence et la prolifération d'ADM²¹³. Dans l'énoncé de la Politique de Défense du Canada, la mission des FAC consiste :

à détecter et dissuader les menaces visant le Canada et s'en défendre, à diriger les efforts de l'OTAN et de coalitions ou y contribuer des forces, à répondre aux catastrophes/urgences majeures internationales et nationales, à participer au renforcement des capacités, à détecter et à dissuader les menaces visant l'Amérique du Nord et s'en défendre, à diriger des opérations de paix internationales ou y contribuer des forces, à prêter assistance aux autorités civiles et aux organismes d'application de la loi et à mener des opérations de recherche et sauvetage²¹⁴.

Dans la doctrine militaire canadienne une opération militaire est définie comme étant :

une action militaire ou exécution d'une mission militaire de caractère stratégique ou tactique, de soutien, d'instruction ou logistique; conduite de combats comprenant les mouvements,

²¹³ Massie, J. (2006). *La Culture Stratégique Canadienne Post-Guerre Froide*. (Mémoire de maîtrise). Montréal, Université du Québec à Montréal, p.69. En ligne. <https://archipel.uqam.ca/2995/1/M9423.pdf>.

²¹⁴ Canada. Ministère de la Défense Nationale et des Forces Armées canadiennes (2017). *Protection, Sécurité, Engagement : La politique de Défense du Canada*. Canada : Ministère de la Défense Nationale, p.81. Récupéré de. <https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/documents/reports/2018/strong-secure-engaged/rapport-politique-defense-canada.pdf>.

ravitaillements, manœuvres défensives ou offensives, nécessaires à la conquête d'objectifs dans toute bataille ou campagne²¹⁵

Il existe trois types d'opérations : (1) opération interarmée : elle engage la participation militaire des forces aériennes, maritimes et terrestres ; (2) opération interalliée : elle engage la participation des forces militaires de plusieurs pays collaborateurs pour l'exécution d'une mission commune, les opérations alliées, celles faites sous l'égide de l'ONU, de l'OTAN sont toutes considérées comme des opérations interalliées et selon l'ampleur de l'intervention, ces dernières peuvent impliquer l'armée de terre, maritime et de l'air, du soutien logistique et de communication ; et (3) opération engageant la participation d'une seule armée, elle est exécutée par les forces d'un même service²¹⁶. Cependant même si les FAC peuvent mener toutes les opérations militaires, elles participent habituellement à des opérations interarmées ou interalliées ²¹⁷.

Il n'existe pas de définition exacte ni de consensus concernant en quoi consiste le caractère de combat ou de non-combat d'une opération militaire. Selon Marc Garneau. « A combat operation is a military operation where the use — or threatened use — of force, including lethal force, is essential to impose will upon an armed opponent, or to accomplish a mission »²¹⁸. De son côté, le Général Thomas Lawson :

[...] a military operation in which the use of force is essential to accomplish a mission. A non-combat operation, which is exactly what we have a mandate for in advise and assist, is one in which the military, and certainly our special operation forces, carry weaponry but it is used only in self defence ²¹⁹

Alors que pour le Général Jonathan Vance :

The nature of the mission is to support them in their ability to defend and in their ability to launch the offensive operations they need to. We don't accompany them on those defensive operations. The rules of engagement, to answer your question specifically, allow Canadian Forces to defend

²¹⁵Canada. Ministère de la Défense Nationale, Forces Armées Canadiennes (2009). *Publication interarmées des Forces canadiennes : Doctrine militaire canadienne*. Centre d'expérimentation des Forces canadiennes. Récupéré de http://publications.gc.ca/collections/collection_2010/forces/D2-252-2009-fra.pdf.

²¹⁶ Ibid.

²¹⁷ Ibid.

²¹⁸ Garneau, M. (2015, 29 janvier). Chambre des Communes du Canada, 41^{ème} Parlement, 2^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/foreign-affairs/41-2/42/marc-garneau-3/>.

²¹⁹ Lawson, T. (2015, 29 janvier). Chambre des Communes du Canada, 41^{ème} Parlement, 2^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/foreign-affairs/41-2/42/marc-garneau-3/>.

themselves and to anticipate their defence so they can engage a hostile act or intent before it materializes. In other words, we won't take the first hit²²⁰.

À partir de là, nous avons établi une différence entre une opération de combat et de non-combat. Une opération de combat consiste à envoyer des forces terrestres, navales et aériennes qui font une utilisation proactive de la force pour éliminer « l'ennemi »²²¹. Le niveau de risque peut être plus élevé dans les opérations de combat car il arrive des situations dans lesquelles les forces militaires au sol se trouvent devant les lignes de front avec « l'ennemi ». À l'opposé, une opération de non-combat implique un soutien militaire et logistique des forces locales du pays hôte, une analyse de la menace, une surveillance militaire, un déminage ainsi qu'une protection des installations. Dans le cadre des opérations de combats, les États, les organisations internationales, les multinationales et les ONG collaborent avec les fournisseurs de services non létaux, les sociétés de sécurité privée et les compagnies militaires privées²²². Dans ce mémoire, nous établissons une symétrie entre une opération interalliée et opération de non-combat dans la mesure où toutes les deux se font avec une organisation multilatérale et habituellement par le biais d'un mandat ou d'une autorisation émanant du droit international²²³.

Pour le cas de l'Opération IMPACT en Irak— rappelons que l'Opération IMPACT la contribution militaire canadienne dans la coalition internationale formée en septembre 2014 visant à affaiblir et à vaincre Daesh²²⁴— la tâche des FAC est délicate, c'est pourquoi le Général Lawson déclare : « under the advise and assist role, we are able to provide the peshmerga the ability to heighten the accuracy of the weapons they are calling in for their combat role—not our combat role, but their

²²⁰ Vance, J. (2016, 08 mars). Chambre des Communes du Canada Evidence of meeting #3 for National Defence 42ème Parlement, 1ère session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/national-defence/42-1/3/gen-jonathan-vance-1/>.

²²¹ L'expression « ennemi » est utilisée afin de désigner groupe terroriste, État agresseur, État en guerre avec Le Canada ou l'un de ses partenaires stratégiques, État qui viole les principes du droit international ou bien les droits et libertés des individus.

²²² Brooks, D. (2002) Private Military Service Providers: Africa's Welcome Pariahs ». Dans L. Bachelor (dir), *Nouveaux Mondes*, 10, p. 8. Récupéré de <http://www.hoosier84.com/02-00africawelcomepariahs.pdf>.

²²³ Gouvernement du Canada, Ministère de la Défense Nationale, Forces Armées Canadiennes. *Publication interarmées des Forces canadiennes : Doctrine militaire canadienne*. Centre d'expérimentation des Forces canadiennes, avril 2009. Récupéré de http://publications.gc.ca/collections/collection_2010/forces/D2-252-2009-fra.pdf.

²²⁴ Gouvernement du Canada, Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. « Opération IMPACT ». Récupéré de <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger-actuelles/op-impact.page>

combat role »²²⁵. Ce qui nous amène à considérer que la définition claire d'une opération de combat ou de non-combat dépend des gouvernements au pouvoir. Par exemple, quand le PLC, sous le leadership de Trudeau, était dans l'opposition les actions qu'il jugeait comme étant propres à une mission de combat des FAC dans le cas de l'intervention canadienne en Irak est devenu sous sa gouverne une mission de non-combat.

Effectivement, le Canada a souvent pris part dans les conflits internationaux dans lesquelles la tâche de ses troupes armées a presque toujours été de nature défensive à l'exception de la guerre du Golfe et de celle de l'Afghanistan²²⁶. En définitive, la tâche et le caractère de l'opération militaire des forces armées influencent grandement la participation du Canada dans les coalitions multilatérales de même que son type de contribution militaire (Doeser, 2017 ; Massie, 2018; Gammer, 2001 et Brizic et Massie, 2014).

2.3 Méthodologie

Afin de démontrer l'écart entre l'idéologie internationaliste du premier ministre Trudeau avant son arrivée au pouvoir et la mise en œuvre d'une politique de défense similaire à celle de Stephen Harper, ce mémoire se penchera sur deux cas d'étude : les interventions militaires du Canada en Irak (2014-19) et au Mali (2018-19). Ces cas d'étude ont été sélectionnés de manière à assurer une variation sur la variable dépendante. Le type de contribution militaire a effectivement varié dans les opérations militaires étudiées et ce, nonobstant les préférences de Trudeau envers un réengagement canadien dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU et un retrait des opérations de combat. En effet, le premier ministre libéral a triplé le nombre de soldats au sol déployés dans la guerre contre Daesh en Irak avec des règles d'engagements plus larges que son prédécesseur ; il a doublé la contribution canadienne dans les missions de l'OTAN en Ukraine et

²²⁵ Lawson, T. (2015, 29 janvier). Chambre des Communes du Canada, 41^{ème} Parlement, 2^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/foreign-affairs/41-2/42/marc-garneau-3/>.

²²⁶ Massie, J. (2016). Why Democratic Allies Defect Prematurely: Canadian and Dutch Unilateral Pullouts from the War in Afghanistan. *Journal of Democracy and Security*, 12 (2) p. 87. <https://doi.org/10.1080/17419166.2016.1160222>.

n'a pas respecté sa promesse d'envoyer 600 soldats aux opérations de maintien de paix de l'ONU²²⁷.

Les deux études de cas seront menées selon la méthode de comparaison ciblée et structurée, développée par Andrew Bennett et de Alexander Georges, ainsi que par l'entremise du dépistage du processus décisionnel afin de voir dans quelle mesure les préférences idéologiques de Trudeau en matière d'usage de la force ont été effectivement mises en œuvre ou contraintes par les demandes américaines et la crainte de coûts électoraux.

2.3.1 La méthode de comparaison ciblée et structurée

La méthode de comparaison ciblée et structurée implique l'analyse comparative non statistique d'un petit nombre de cas²²⁸. Cette méthode est dite structurée car elle pose les mêmes questions de recherche à chacun des cas d'étude, de manière à guider et à standardiser la collecte de données, permettant ainsi une comparaison et un cumul systématique des résultats. Elle est également ciblée parce qu'elle ne traite que de certains aspects des cas historiques examinés, en l'occurrence les variables indépendantes, dépendantes et intermédiaires. La méthode de comparaison ciblée et structurée de George et Bennett permettra d'évaluer le degré de mise en œuvre des préférences idéologiques de Trudeau en matière d'usage de la force.

La technique de collecte sélective des données des données sera l'analyse d'articles scientifiques, de publications gouvernementales, d'articles de quotidiens et des informations dévoilées par l'entremise de la Loi sur l'accès à l'information. La triangulation d'autant de sources d'information s'avère nécessaire afin de palier à la principale carence dans ce type de recherche : la confidentialité de certaines informations relatives à des opérations militaires en cours ou récemment terminées.

²²⁷McKay, J. (2018). « Deliverology and Canadian military commitments in Europe circa 2017 », *Canadian Foreign Policy Journal*, 24:1 (2018), p. 45. <http://dx.doi.org/10.1080/11926422.2017.1331175>.

²²⁸ George A. L. et Bennett A. (2005). *Comparatives Methods: Controlled Comparison and Within-case Analysis*. Dans *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, p. 151. Cambridge: MIT Press.

Pour pouvoir comparer de manière ciblée et structurée l'intervention militaire canadienne en Irak et au Mali, nous avons d'abord procédé à l'analyse des données collectées en faisant l'analyse qualitative de leur contenu.

Pour mener à bien l'analyse des données collectées dans nos deux cas d'étude, nous avons d'abord identifié la personne que nous considérons comme étant la principale porteuse d'idéologie, à savoir Justin Trudeau. Nous ne nous sommes pas concentrés sur le Parti libéral ni sur les autres personnes influentes du PLC et les principaux conseillers de Trudeau. Ensuite, nous avons recueilli quelques interventions faites par Trudeau à la Chambre des Communes quand il était dans l'opposition, c'est-à-dire quand il était député de 2008 à 2012 et une fois devenu le chef du PLC de 2013 jusqu'à la campagne électorale de 2015. Dans ces fonctions, M. Trudeau avait moins de contraintes à exprimer ses pensées sur l'usage de la force, d'autant plus que le PLC était le 2^e parti d'opposition à la Chambre des communes de 2011 à 2015. Nous avons aussi tenu compte l'argument de Bennett et Checkel qui stipulent que :

Spontaneous statements have a different evidentiary status from prepared remarks. Public statements have a different evidentiary status from private statements or statements that will remain classified for a period of time. Statements in front of some audiences may reflect different instrumental purposes from those in front of other audiences. In addition to weighing such factors in judging *what* individuals say, write, or do, researchers should also consider the instrumental motivations that can lead to selection bias in *which* statements, documents, and other sources participants make accessible or available²²⁹.

Ainsi, nous avons étudié les déclarations de Trudeau à la Chambre des communes et celles tenues devant un public différent de celui du parlement pour vérifier la conformité de la rhétorique ou son instrumentalisation. Les résultats montrent que les déclarations étaient similaires peu importe le public auquel Trudeau se tenait. Néanmoins, nous avons remarqué que plus la campagne électorale avançait plus sa rhétorique évoluait dans le sens de la valorisation de l'alliance avec les États-Unis. Ceci témoigne du fait que les idées exprimées avant le début de la campagne électorale étaient probablement plus fidèles aux préférences intimes de Justin Trudeau plutôt que de considérations instrumentales.

²²⁹ Bennett, A. et Checkel J. T. (2012). Process Tracing: From Philosophical Roots to Best Practices. Dans *Process Tracing in the Social Sciences: From Metaphor to Analytic Tool*, p. 36. Cambridge: Cambridge University Press. doi :10.1017/CBO9781139858472.

Dans les deux cas d'étude, nous nous sommes uniquement intéressés aux interventions de Justin Trudeau. Sur le site Openparliament.ca, nous avons recherché les interventions de Trudeau comportant les expressions « Iraq », « ISIS », « Libya », « NATO », « UN », « United Nations », « United States », « U.S. », « Obama », « multilateral », « Syria », « military », « Mali », « MINUSMA », « cooperation » et « Terror ». Après, nous avons sélectionné seulement les textes qui traitaient de la lutte contre le terrorisme, d'usage de la force, de guerre civile ou d'intervention militaire. Le même procédé a été réalisé pour tous nos deux cas d'étude.

Cependant, la méthode de comparaison structurée et ciblée n'est pas suffisante pour identifier les contraintes ayant pesé sur les préférences idéologiques de Trudeau. Elle est donc combinée avec celle de la reconstitution du processus décisionnel. Cette méthode est de mise afin d'évaluer si la congruence entre la variable indépendante, la variable dépendante et les variables intermédiaires est causale ou fallacieuse²³⁰.

2.3.2 La reconstitution du processus décisionnel

Le process-tracing est une méthode qui « attempts to identify the intervening causal process—the causal chain and causal mechanism-between an independent variable (or variables) and the outcome of the dependent variable »²³¹. Le process tracing permettra d'étudier tout le processus décisionnel entourant les déploiements militaires initiés par le gouvernement Trudeau en Irak et au Mali à la lumière de l'ensemble des informations disponibles à leur sujet. La reconstitution du processus décisionnel permet d'évaluer dans quelle mesure les préférences idéologiques de Trudeau ont eu un impact sur la participation et le type de contribution du Canada dans ces interventions militaires citées-ci-dessus. Nous avons opté pour la reconstitution du processus décisionnel car il peut s'appliquer exclusivement aux analyses ayant mené à la prise de décision au

²³⁰ George, A. L. et Bennett A. (2005). *Comparatives Methods : Controlled Comparison and Within-case Analysis*. Dans *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, p. 186. Cambridge : MIT Press.

²³¹ George, A. L. et Bennett A. (2005). *Process-Tracing and Historical Explanation*. Dans *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, p. 206. Cambridge: MIT Press.

niveau individuel²³². Plus précisément, nous nous sommes concentrés sur les processus ayant mené à la décision de retirer les avions de chasse en Irak, d'augmenter le nombre de soldats engagés dans la coalition contre le groupe État Islamique, de prendre le commandement de la mission de formation de l'OTAN, et de contribuer militairement à la MINUSMA. La reconstitution du processus décisionnel :

examines the deductive observable implications of hypothesized causal mechanisms within a case to test whether these might in fact explain the case, or it inductively uses evidence from within a case to develop hypotheses that might explain the case (the latter hypotheses may, in turn, generate additional testable implications in the case or in other cases)²³³

Avec le process-tracing, nous sommes en mesure de prendre en compte l'équifinalité des résultats qui permettront de répondre à la question de recherche du mémoire²³⁴. Il nous permettra de voir si les variables intermédiaires — la valorisation de l'alliance et les coûts électoraux — sont les principales contraintes qui ont pesé sur les préférences idéologiques de Trudeau en matière d'intervention militaire avant son arrivée au pouvoir, et que ces préférences sont la principale cause de la variable dépendante — l'ampleur et la nature des contributions militaires du Canada sous le gouvernement Trudeau en Irak et au Mali.

Nos chapitres empiriques sont divisés en fonction des deux cas d'étude qui à leur tour seront étudiés en faisant attention aux différentes étapes des prises de décision du chef du PLC sur la participation canadienne à la guerre contre Daesh et à la MINUSMA. Les demandes des principaux alliés du Canada, notamment des États-Unis, les réponses de Trudeau à ces demandes, le souci de préserver la crédibilité du Canada en tant qu'allié fiable et maintenir l'unité et la cohésion de l'alliance, ainsi que les cycles électoraux sont aussi tenus en compte dans la prise de décision du premier ministre libéral.

Les demandes des alliés dans la guerre contre Daesh ont été identifiées grâce aux communiqués de presse des gouvernements américain, français et britannique. Leurs réponses ont été déterminées

²³² Bennett, A. L. et Checkel, Jeffrey T. (2012). Process Tracing: From Philosophical Roots to Best Practices. Dans *Process Tracing in the Social Sciences: From Metaphor to Analytic Tool*, p. 4. Seattle, Washington.

²³³ Ibid, p. 7

²³⁴ George, A. L. et Bennett A. (2005). Process-Tracing and Historical Explanation. Dans *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, p. 207. Cambridge: MIT Press.

par les interventions de Trudeau une fois ces communiqués publiés, et aussi ses discours au Parlement. Concernant le réengagement canadien dans les opérations de paix, les demandes de l'ONU et le type de contributions militaires sollicitées par celle-ci ont pu être identifiés par le biais des rencontres diplomatiques, les communiqués de presse et le site officiel des Nations Unies.

CHAPITRE III

INTERVENTION MILITAIRE CANADIENNE EN IRAK

Le 13 novembre 2015, trois attaques terroristes surviennent simultanément à Paris. Justin Trudeau, premier ministre du Canada, qualifie ces attentats : « [...] d'actes terribles et insensés » et réitère le soutien du Canada à la France en ce jour « sombre », offrant au pays « toute l'aide possible [...] »²³⁵. Pourtant, malgré ces attentats, et au moment où plusieurs pays augmentent leur contribution militaire à la coalition multinationale de lutte contre Daesh, le chef du PLC réoriente la mission des FAC en Irak et en Syrie. Cette réorientation de la mission se traduit par le retrait des CF-18 et la fin des frappes aériennes en Irak et en Syrie, ainsi que l'accueil accru de réfugiés et l'augmentation de l'aide humanitaire²³⁶. Cette décision est conforme aux promesses électorales de Justin Trudeau lors des élections d'octobre 2015.

²³⁵ Ici Radio Canada (2015, 14 novembre). Attentats à Paris : Justin Trudeau dénonce des actes « terribles et insensés ». *Radio Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/749747/attentats-paris-reactions-trudeau-obama-merkel-international>.

²³⁶ Ici Radio Canada (2016, 08 Février). Stéphane Dion défend la décision du gouvernement libéral sur la fin des bombardements. *Radio Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/763988/trudeau-canada-etat-islamique-armee-irak-syrie>.

Toutefois, et contrairement à ses engagements électoraux, Trudeau augmente du même coup le nombre de FOS déployées en Irak, qui passent de 69 à 207 pour une mission d'entraînement, d'assistance et de formation des soldats irakiens²³⁷. Ceci rend le nouvel engagement du Canada dans la coalition anti-ISIL plus risqué que celui du gouvernement Harper car les formateurs travaillent plus près des zones de combat que les pilotes d'avion de chasse. Au total, 850 FAC sont engagées au sein de l'Opération Impact, contre 650 au début de la mission²³⁸.

Les contraintes structurelles telles que la valorisation de l'alliance permettent d'expliquer cette décision plutôt inattendue. Dès le début du conflit, Trudeau milite pour une mission de formation et d'entraînement des troupes locales, qui permettrait au Canada de s'engager dans la coalition sans prendre part directement aux opérations de combat. Mais une fois au pouvoir, il fait face à un dilemme entre les attentes des alliés du Canada et le rôle de bon citoyen international qu'il souhaite incarner. En effet, les principaux alliés du Canada souhaitent qu'il maintienne ses frappes aériennes, surtout après la recrudescence d'attentats commis par Daesh en Occident, alors que Trudeau préfère un rôle de non-combat pour les FAC²³⁹. Il en résulte une réorientation de la mission du Canada contre Daesh, laissant de côté les opérations de combat, mais augmentant le contingent canadien affecté à la formation des troupes irakiennes, incluant des forces spéciales opérant près des zones de combat.

Ce chapitre se divise en quatre sections. La première porte sur les préférences idéologiques de Trudeau en matière de politique de sécurité internationale de 2008 à 2013, c'est-à-dire jusqu'à son élection à titre de chef du PLC. La deuxième met en lumière les préférences de Trudeau à titre de chef du PLC de 2013 jusqu'au déclenchement des élections fédérales de 2015, en se concentrant sur ses prises de paroles à l'égard de la guerre contre Daesh. La troisième section présente les préférences de Trudeau à l'égard de cette guerre durant la campagne électorale d'octobre 2015. La quatrième section s'intéresse à la décision du premier ministre Trudeau de réorienter le mandat et

²³⁷ Ibid.

²³⁸ Gouvernement du Canada, Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. « Opération IMPACT ». En ligne. <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger-actuelles/op-impact.page>. Récupéré le 09 novembre 2020

²³⁹ Ici Radio Canada (2016, 08 février). Stéphane Dion défend la décision du gouvernement libéral sur la fin des bombardements. *Radio Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/763988/trudeau-canada-etat-islamique-armee-irak-syrie>.

l'ampleur de l'Opération Impact en faveur d'un rôle accru en matière de formation, d'entraînement et d'assistance aux troupes locales.

Ce chapitre met en exergue les difficultés de mettre en œuvre les préférences de Justin Trudeau en ce qui a trait à l'usage de la force militaire en raison des contraintes exercées par les alliés du Canada. Il s'inscrit donc en continuité avec la littérature qui suggère que le recours à la force par le Canada est grandement influencé par la recherche de solidarité et de crédibilité auprès de ses principaux alliés, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Conjugué aux préférences idéologiques de Justin Trudeau, la valorisation de l'alliance permet donc d'expliquer la variation de la contribution militaire canadienne à la coalition internationale contre Daesh.

3.1 Les préférences de Trudeau sur la sécurité internationale, 2008-2013

Avant les élections d'octobre 2015, Justin Trudeau s'est très peu exprimé sur les enjeux de politique étrangère. Les rares fois où il en a parlé, il fait référence à la promotion de la paix, de la démocratie, de l'aide au développement et du respect des droits humains. Quelques mois après son élection comme député dans la circonscription de Papineau, il parle pour la première fois de politique publique d'aide au développement au Parlement²⁴⁰. Il déplore la rupture de la politique d'aide et de coopération canadienne envers certains pays africains (le Bénin, le Burkina Faso, le Niger et le Rwanda), de même que le resserrement des critères d'attribution de celle-ci²⁴¹. Il soutient : « [...] the Minister of International Cooperation gives her blessing to the abandonment of all those African countries with which we have a special relationship through La Francophonie [...] »²⁴².

Le nouveau député élu sous la bannière du PLC est également préoccupé par les catastrophes humanitaires et environnementales que vivent la population haïtienne et implore le Canada de les soutenir malgré la récession économique. Il déclare en ce sens : « Canada is experiencing an economic crisis at present, but we have a duty to make every effort to also help countries such as Haiti that are worse hit than ourselves. With improved stability and an effort from the global

²⁴⁰ Trudeau, J. (2009, 25 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #18 40ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2009/2/25/justin-trudeau-1/>.

²⁴¹ *ibid.*

²⁴² *ibid.*

community, there is hope for a prosperous and safe Haiti. We owe this to our Haitian friends ».²⁴³ En discutant des crises politique, économique et sociale qui sévissent en Haïti à l'issue des élections de novembre 2010 — jugées non transparentes et non crédibles — et des besoins immédiats du pays, Trudeau mentionne l'obligation du Canada de faire la promotion du respect et du renforcement de la démocratie²⁴⁴. À ce sujet, il déclare : « [...] We have to be present during the elections and help find solutions to restore the public's confidence in its democratic institutions. The public needs a president who reflects the will of the country [...] »²⁴⁵. Il renchérit : « [...] Canada has provided development aid around the world. It has always been there to spread justice and create more opportunities in the poorest countries of the world. Canada has always been there, supplying solutions to the world [...] »²⁴⁶, mettant en évidence sa vision altruiste de l'intérêt national, qui est l'un des traits distinctifs de l'internationalisme libéral canadien²⁴⁷.

Dans un autre débat à la Chambre des communes, le député libéral soulève les questions de violation des droits humains dont est accusé le gouvernement sri lankais et le devoir du Canada de vérifier ces allégations afin de protéger les civils. Il déclare : « [...] this government lacks the courage to take a stand on respect for human rights. [...] »²⁴⁸. Au début du printemps arabe tunisien, Trudeau blâme le ministre de la Justice de ne pas geler les avoirs de Ben Ali et de sa famille — qu'il considère comme étant un dictateur — sur le sol canadien²⁴⁹. Dans son plaidoyer, il fait ressortir l'importance de la justice sociale et du respect de la règle de droit en posant la question : « How much longer will the minister be an accomplice to those who fleeced the people of Tunisia ? »²⁵⁰.

²⁴³ Trudeau, J. (2009, 26 mai). Chambre des Communes du Canada, Hansard #34 40ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2009/3/26/justin-trudeau-1/>.

²⁴⁴ Trudeau, J. (2010, 13 décembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #113 40ème, Parlement, 3ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2010/12/13/justin-trudeau-2/>.

²⁴⁵ *ibid.*

²⁴⁶ *ibid.*

²⁴⁷ Lagassé, P., Massie, J et Roussel, S. (2014). Le néoconservatisme en politiques étrangère et de défense canadiennes. Dans J. Castro-Réa et F. Boily (dir), *Le fédéralisme selon Harper : la place du Québec dans le Canada conservateur*, p.49. Québec : Presses de l'Université Laval..

²⁴⁸ Trudeau, J. (2009, 20 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #41, 40ème, Parlement, 2ème Session. récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2009/4/20/justin-trudeau-1/>. Récupéré le 13 octobre 2020.

²⁴⁹ Trudeau, J. (2011, 17 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #113, 40ème, Parlement, 3ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2011/2/17/justin-trudeau-2/>.

²⁵⁰ *Ibid.*

Les déclarations de Trudeau démontrent sa perception du Canada comme un acteur de défense de la paix au sein du système international, un porteur d'espoir plutôt que comme un adhérent de la politique coercitive et un meneur d'opérations de combat. Raison pour laquelle il affirme :

My grandfather, the member for Vancouver North, was here 70 years ago when this House was debating the rise of fascism in Europe [...]. There were real conversations. My father, 40 years ago, was here in this House to tackle bilingualism, to look at how Canada could be a force for good in the world, a balance in the rise of cold war conflicts. There were issues that defined their times. Now, on the defining issues of our time, we seem to be nowhere to be found.²⁵¹

Concernant les relations canado-américaines, Trudeau saisit son importance mais considère qu'il n'est pas question que le Canada suive à la lettre la volonté américaine jusqu'à sacrifier ou menacer sa propre souveraineté, qu'elle soit politique, économique ou énergétique, rappelant ainsi : « Our economies are very different. Our energy uses are very different. Our production of energy is greatly different. There is very much room for a Canadian approach and not just taking a made-in-U.S. plan »²⁵².

En 2012 et en 2013, le futur chef du PLC a mentionné la politique étrangère dans ses discours principalement à Montréal et à Toronto, il y parle de promotion de la paix, de démocratie, d'aide au développement et du respect des droits humains, sans jamais faire référence à l'OTAN, à l'ONU, à la NORAD encore moins les États-Unis²⁵³. Bref, il articule une vision conforme en tous points avec l'internationalisme libéral. Il met de l'avant le renforcement et le respect du droit international, de la liberté, de la justice et de la démocratie ; la notion de responsabilité selon laquelle le Canada a le devoir d'aider les populations locales sur la scène internationale par des moyens autres que militaires ; la volonté de prendre part aux affaires mondiales au sein du système international, la vision que le Canada est différent des États-Unis et doit agir de façon indépendante. Ces éléments peuvent être considérés comme faisant partie des caractéristiques distinctives de

²⁵¹ Trudeau, J. (2009, 1 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #88, 40ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2009/10/1/justin-trudeau-1/>.

²⁵² Trudeau, J. (2009, 24 novembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #39, 40ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/environment/40-2/39/justin-trudeau-1/>.

²⁵³ Trudeau, J. (2014). Appendice : Cinq discours choisis de Justin Trudeau ». Chapitre dans *Terrain d'entente*, p. 339 et p. 351. Éditions la presse.

l'internationalisme libéral. Ainsi on en déduit que les préférences idéologiques de Trudeau avant les élections fédérales résultent de cette idéologie.

3.2 Les préférences de Trudeau sur la sécurité internationale avant les élections fédérales

Trois jours après le double attentat terroriste du marathon de Boston survenu le 15 avril 2013²⁵⁴, la première réaction du nouveau chef du PLC est de vouloir trouver les causes profondes des gestes des terroristes et sous-entend qu'ils peuvent aussi être des « victimes »²⁵⁵. À ce sujet il soutient :

[...] We have to look at the root causes. Now, we don't know now if it was terrorism or a single crazy or a domestic issue or a foreign issue. But there is no question that this happened because there is someone who feels completely excluded. Completely at war with innocents. At war with a society. And our approach has to be, where do those tensions come from?²⁵⁶

Il ne condamne pas les attentats, n'a pas qualifié les responsables de ces actes de « terroristes », et n'a pas évoqué une quelconque solidarité envers les États-Unis dans leur guerre contre le terrorisme. C'est pourquoi certains analystes politiques présument qu'ils accusaient même la politique étrangère américaine d'être instigatrice du terrorisme transnational²⁵⁷. Cette sortie lui a valu des critiques de la part du premier ministre Harper, qui rtorque : « condemn it categorically, and to the extent you can deal with the perpetrators you deal with them as harshly as possible. And that's what this government would do if ever faced with such actions »²⁵⁸.

Au lendemain de l'attaque terroriste survenue à la colline du parlement d'Ottawa le 22 octobre 2014, Trudeau déclare à la Chambre des communes :

Yesterday's attack on both our military and our most cherished democratic symbols was designed to frighten us. It was meant to embed within our minds an image of terror. It was meant to make us

²⁵⁴ L'express. (2015, 25 juin). Attentats de Boston: Djokhar Tsarnaev condamné à mort. Récupéré de https://www.lexpress.fr/actualite/monde/video-attentats-de-boston-djokhar-tsarnaev-condamne-a-mort_1693261.html.

²⁵⁵ Allard, C. (2013, 19 avril). Justin Trudeau and the problem with 'root causes'. *The Canadian Press*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/opinion/editorials/justin-trudeau-and-the-problem-with-root-causes/article11402107/>

²⁵⁶ Ibid.

²⁵⁷ Ibid.

²⁵⁸ MacKinnon, L. (2013, 17 avril). Harper slams Trudeau for comments on Boston bombings ». *CBC News*. Récupéré de <https://www.cbc.ca/news/politics/harper-slams-trudeau-for-comments-on-boston-bombings-1.1394586>.

think differently about our surroundings and fellow citizens. This act was meant to make us forget who we are. Instead, we must always remember. We are a proud democracy, a welcoming and peaceful nation. We are a country of open arms, open minds, and open hearts. We are a nation of fairness, justice, and the rule of law [...] ²⁵⁹

Dans son allocution, il ne parle pas de terrorisme islamiste, ni n'utilise le mot terroriste pour désigner les auteurs de ces attentats. Dès lors, les prémisses de base des préférences de Trudeau concernant l'usage de la force et sa manière d'appréhender la guerre contre le terrorisme islamique se faisaient ressentir.

Au début août 2014, Daesh a entrepris une campagne d'épuration ethnique contre le peuple yézidis dans les régions du Mont Sinjar²⁶⁰. Pour ceux qui ont survécu à l'attaque, certains auraient trouvé refuge dans les montagnes pendant qu'une partie conséquente de la population yézidis, évaluée à 200 000 personnes, aurait pris la fuite. L'ONU condamne cette « tragédie humanitaire »²⁶¹. Cela ne s'est pas fait sans l'inaction de la communauté internationale. Le président américain Barack Obama, après avoir condamné cet acte barbare, entreprend une intervention militaire unilatérale contre Daesh²⁶². La France se dit aussi très inquiète par l'avancée de Daesh et des crimes qu'il perpétue, et convoque une réunion d'urgence du Conseil de sécurité.

En soutien aux États-Unis, le premier ministre Harper s'engage dans la lutte contre Daesh. Cet engagement commence par une assistance humanitaire et aérienne, ensuite par un armement des combattants irakiens et évolue en une mission d'assistance et de conseil. Immédiatement après la décision du président Obama d'imposer des frappes aériennes ciblées en Irak, le ministre des Affaires étrangères du Canada a déclaré le soutien de son gouvernement et lui a offert son aide :

Le Canada appuie tous les efforts, y compris le largage de fournitures et les frappes aériennes des États-Unis, pour protéger la population civile contre les terroristes de l'EIIS. Nous restons solidaires

²⁵⁹ Trudeau, J. (2014, 23 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #130, 41^{ème} Parlement, 2^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/23/justin-trudeau-1/>.

²⁶⁰ Desjoyaux, L. (2014, 16 décembre). Encerclés par Daesh, les derniers Yézidis du Mont Sinjar résistent. *La Vie*. Récupéré de <https://www.lavie.fr/actualite/encercleracutes-par-daesh-les-derniers-yeacutezidis-du-mont-sinjar-reacutesistent-18478.phpc>.

²⁶¹ Ruys, T. et Verlinden N. (2015). 1 July–31 December 2014. *Journal on the Use of Force and International Law*, 2(1), p. 132..

²⁶² Radio-Canada. (2014, 7 août). Obama autorise des frappes en Irak et en Syrie pour protéger les ressortissants américains. *Radio-Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/679262/irak-etat-islamique-djihadiste-chretiens>.

de ceux qui soutiennent le peuple iraquien, y compris les soldats kurdes peshmerga qui combattent courageusement ce terrorisme violent²⁶³.

Cet appui commence par une bonification de l'aide humanitaire envers l'Irak. Le gouvernement Harper indique que 5 millions de \$ seront versés à de nouveaux projets d'aide en l'Irak. Le ministre canadien du Développement International déclare à ce sujet : « Le Canada continue de se tenir aux côtés du peuple d'Irak, en ces temps difficiles [...]. Le Canada continuera de travailler étroitement avec nos alliés pour déterminer de quelle façon nous [le gouvernement conservateur] pouvons soutenir les besoins des civils irakiens, particulièrement les minorités religieuses »²⁶⁴. Ensuite le 15 août, le gouvernement conservateur annonce le déploiement des aéronefs de l'Aviation Royale canadienne, qui effectueront 25 vols entre le 28 août et le 26 septembre 2014, livrant plus de 1 600 000 livres de matériel pour les forces de sécurité travaillant à Bagdad et à Erbil²⁶⁵. Enfin, Harper pour aider son principal allié envoie des forces spéciales canadiennes dans le nord de l'Irak afin de conseiller et d'assister les forces irakiennes et éviter que Bagdad et Erbil ne tombent sous le joug de Daesh²⁶⁶. Trudeau et le PLC appuient cette mission de non-combat de trente jours des FOS et font ressortir dans leurs justifications le rôle du Canada dans les crises humanitaires et sans l'usage de la force²⁶⁷. Ainsi il est d'accord pour une opération humanitaire armée dont l'objectif serait de sécuriser, de soigner et de sauver les réfugiés et les personnes vulnérables dans le Nord de l'Irak ou à la frontière turque²⁶⁸.

²⁶³ Canada. Gouvernement du Canada. John Baird (2014, 8 août). Le Canada annonce un train de mesures d'aide humanitaire en réaction à la crise qui sévit en Syrie. [Communiqué]. Gouvernement du Canada, Ministère des Affaires étrangères. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2014/08/canada-est-solidaire-allies-peuple-iraquien-leur-lutte-contre-terrorisme.html>.

²⁶⁴ La Presse Canadienne. (2014, 10 août). Le Canada versera 5 millions \$ supplémentaires pour venir en aide à l'Irak. *L'Actualité*. Récupéré de <https://lactualite.com/actualites/quebec-canada/le-canada-versera-5-millions-supplementaires-pour-venir-en-aide-a-lirak/>.

²⁶⁵ Canada. Gouvernement du Canada, Sécurité Nationale et Défense Nationale. Opération IMPACT. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/operation-impact.html>.

²⁶⁶ Blanchfield, M. (2017). ISIL and the Politics of Terror. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, p.181. Montreal & Kingston, London, Chicago : McGill-Queen's University Press.

²⁶⁷ Trudeau, J. (2014, 6 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #123, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/6/justin-trudeau-1/>

²⁶⁸ Coulon, J. (2018). L'éducation d'un chef. Dans *Un selfie avec Justin Trudeau: Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p.39. Montréal : Québec Amérique.

3.2.1 Trudeau et les frappes aériennes canadiennes en Irak

Faisant face aux atrocités que continue de commettre Daesh sur les civils et la menace qu'il constitue pour la stabilité et la sécurité internationale, en septembre 2014, à la demande des États-Unis et du gouvernement irakien, une coalition militaire multilatérale de lutte contre le groupe est créée²⁶⁹. Celle-ci est composée de soixante-dix-neuf pays et s'est engagée à mener des frappes aériennes en Irak et en Syrie, d'aider les forces kurdes et locales à vaincre Daesh, ses sources de financements et ses adeptes²⁷⁰. Le gouvernement Harper répond favorablement à la requête américaine et promet d'envoyer des avions militaires pour la lutte contre Daesh, rejoignant ainsi la liste des principaux alliés des États-Unis contribuant à la campagne²⁷¹. Quelques jours après, le chef du PCC annonce le déploiement de deux avions de surveillance, ainsi que six chasseurs-bombardiers CF-18²⁷².

La nature de la nouvelle mission des FAC inquiète le chef des libéraux qui demande plus d'informations à ce sujet : « Precisely what military support has the prime minister offered Americans? What is the Canadian objective in our current 30-day mission, and how have we reached that objective? »²⁷³. Il considère que Harper veut engager le Canada dans une guerre importante et dangereuse sans pour autant fournir les détails de la tâche des FAC et affirme qu'il existe d'autres moyens d'aider les Irakiens que d'envoyer quelques avions de chasse vieillissants²⁷⁴. Il dénonce également le manque de transparence de Harper et affirme: « The Prime Minister has a sacred responsibility to be honest and truthful with people, especially about matters of life and death. At the end of every decision to enter combat is a brave Canadian in harm's way.

²⁶⁹ Canada. Gouvernement du Canada, Sécurité Nationale et Défense Nationale. *Opération IMPACT*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/operation-impact.html>

²⁷⁰ Ibid.

²⁷¹ MacDonald, A. et Barnes, J. E. (2014, 3 octobre). Harper: Canada to Join Airstrikes Against Islamic State-Update. *The Wall Street Journal*. Récupéré de <https://www.wsj.com/articles/harper-canada-to-join-airstrikes-against-islamic-state-1412358019>.

²⁷² Massie, J. (2019). Why Canada Goes to War: Explaining Support to U.S.-led Coalition Operations. *Canadian Journal of Political Science*, (2019), p.588. Récupéré de doi:10.1017/S0008423919000040.

²⁷³ Trudeau, J. (2014, 3 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #122, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/3/justin-trudeau-1/>.

²⁷⁴ Ibid.

We owe them clarity. We owe them a plan »²⁷⁵. Trudeau : « The Liberal Party of Canada cannot and will not support this Prime Minister's motion to go to war in Iraq »²⁷⁶, en rejetant le rôle de combat et la participation canadienne aux frappes aériennes, mais reconnaît du moins l'importance pour le Canada de participer à l'effort de guerre contre Daesh afin de maintenir de bonnes relations avec ses alliés.

Il propose d'offrir l'expertise canadienne à propos de la bonne gouvernance dans le but d'aider l'Irak à rebâtir ses institutions, de fournir de l'aide médicale et alimentaire et d'assurer le transport aérien stratégique²⁷⁷. Au moment où Trudeau est contre les frappes aériennes en Irak, 52% de l'opinion publique canadienne y est favorable²⁷⁸. Plus encore, plus de la majorité au sein même de sa base électorale, soit 57% des électeurs libéraux, approuve les frappes aériennes et croit que Trudeau devrait appuyer la décision du gouvernement, ce que refusera Trudeau²⁷⁹. En octobre 2014, Trudeau s'oppose au vote de la motion conservatrice proposant une mission canadienne de frappes aériennes en Irak et incite le chef du PCC à mettre les fonds, les ressources et le personnel nécessaires pour faire face à la crise des réfugiés que la guerre en Irak et en Syrie a engendrée ²⁸⁰.

En résumé, depuis le début de la contribution canadienne à la guerre contre Daesh, Trudeau a été contre les missions de combat et les frappes aériennes ramenant toujours le rôle du Canada à celui d'aider sans l'usage de la force, révélant ainsi ses préférences internationalistes libérales. Il soutient aussi que les FAC seront beaucoup plus efficaces dans d'autres domaines au lieu de participer aux opérations directes de combats. Trudeau n'évoque pas le rôle de défenseur des valeurs libérales mais prend en considération les attentes des alliés. C'est pourquoi il propose même une autre forme d'aide à la coalition pour éradiquer la menace Daesh. Pour l'actuel premier ministre, le Canada

²⁷⁵ Trudeau, J. (2014, 6 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #123, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/6/justin-trudeau-1/>

²⁷⁶ Ibid.

²⁷⁷ Coulon, J. (2018). L'éducation d'un chef. Dans *Un selfie avec Justin Trudeau: Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p.41. Montréal : Québec Amérique.

²⁷⁸ Anderson, B. et Coletto, D. (2014, 22 septembre). Support/Opposition : Sending Canadian jet fighters to Iraq to help American efforts to defeat isis. *Abacus Data*. Récupéré de <https://abacusdata.ca/harpers-approach-foreign-affairs-isis-threat/>.

²⁷⁹ Anderson, B et Coletto, D. (2015, 24 février). Canada's Mission against ISIL : What comes next ? *Abacus Data* Récupéré de https://abacusdata.ca/wp-content/uploads/2015/02/Abacus-Release-Extending-Mission-against-ISIL_Feb2015-BA.pdf.

²⁸⁰ Trudeau, J. (2014, 7 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #124, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/7/justin-trudeau-1/>

peut répondre à l'appel de ses alliés en fournissant une assistance supplémentaire, avec un effort d'aide humanitaire bien financé et bien planifié sans avoir à jouer un rôle de combat direct²⁸¹. Le Canada a l'expertise et les moyens d'offrir une aide au développement beaucoup plus généreuse aux Irakiens et d'appuyer ses alliés à faire face à « cette crise humanitaire d'une ampleur gigantesque »²⁸².

3.2.2 Trudeau et les frappes aériennes canadiennes en Syrie

En mars 2015, le gouvernement conservateur présente une nouvelle motion pour prolonger la mission de frappes aériennes en Irak et l'étendre à la Syrie. Trudeau s'oppose à la motion et maintient sa préférence pour un rôle de non-combat, de même qu'une intervention centrée sur l'augmentation et l'acheminement de l'aide humanitaire et la formation des troupes locales. Il affirme : « We will not support the government's decision to deepen this combat mission and expand it into Syria »²⁸³. Selon le leader libéral, une opération armée en Syrie pourrait être bénéfique pour le régime Bachar Al-Assad²⁸⁴, qui est accusé de violations des droits humains en raison de l'utilisation d'armes chimiques sur des civils en 2013,²⁸⁵ et qui continue d'opprimer et de terroriser son peuple. Selon Trudeau, Bachar Al-Assad « is a man [...] whose regime is responsible for torturing and killing many more innocent people than even ISIL [...] »²⁸⁶. De plus, il ajoute : « One thing is clear: Canada has a role to play in the campaign against ISIL. That role must serve our national interests. The one being proposed today by the Prime Minister does not meet that test

²⁸¹ Trudeau, J. (2014, 2 octobre). Notes d'allocation par le chef du Parti libéral du Canada, Justin Trudeau, lors de la conférence Canada 2020. Récupéré de <https://liberal.ca/fr/notes-dallocation-par-le-chef-du-parti-liberal-du-canada-justin-trudeau-lors-de-la-conference-canada-2020/>

²⁸² Ibid.

²⁸³ Trudeau, J. (2015, 24 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #188, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/24/justin-trudeau-1/>.

²⁸⁴ Ibid.

²⁸⁵ Blanchfield, M. (2017). ISIL and the Politics of Terror. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, p. 183. Montreal & Kingston, London, Chicago : McGill-Queen's University Press, 2017.

²⁸⁶ Trudeau, J. (2015, 24 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #188, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/24/justin-trudeau-1/>.

»²⁸⁷. Bien que Trudeau exprime son soutien à l'égard de la doctrine de la responsabilité de protéger, il rappelle que cette dernière spécifie qu'une intervention ne doit pas aggraver les choses²⁸⁸.

Pour justifier son refus d'appuyer la campagne aérienne en Syrie, Trudeau met en avant une vision altruiste de l'intérêt national canadien :

Along with our allies and through the auspices of the United Nations [...], Canada does have a role to play in responding to humanitarian crises and security threats in the world [...]. These calamities are in urgent need of a constructive, coordinated international effort, both through the United Nations and beyond it. It is the kind of effort that ought to be Canada's calling card in the global community [...]²⁸⁹.

Contrairement à la situation irakienne, la position de Trudeau sur la Syrie est conforme aux sentiments populaires. Une majorité des électeurs désapprouvent les frappes canadiennes en Syrie et 65% de l'électorat libéral se prononcent contre les frappes en Syrie²⁹⁰. Selon Lorne Bozinoff: « Before our mission started, support was high, but now it has waned, possibly due to the unfortunate death of Sergeant Doiron. With an election approaching, this issue will be test of who the true Conservative believers are »²⁹¹.

Pour Trudeau, la solution la plus bénéfique, durable et sérieuse qui servirait l'intérêt national canadien est la formation des troupes régionales, l'augmentation de l'aide humanitaire, l'accueil et la réinstallation des réfugiés afin d'affaiblir Daesh en Irak, en Syrie et dans les environs²⁹². Pensant ainsi que les frappes aériennes ne pourront pas freiner l'expansion de Daesh, il ajoute dans son argumentaire l'obligation morale du Canada d'assister et de venir en aide aux victimes de l'insurrection de Daesh et qualifie son pays de « terre de réfugiés »²⁹³. La situation syrienne est

²⁸⁷ Ibid.

²⁸⁸ Trudeau, J. (2015, 30 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #192, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/30/justin-trudeau-1/>.

²⁸⁹ Trudeau, J. (2015, 24 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #188, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/24/justin-trudeau-1/>.

²⁹⁰ Bozinoff, L. (2015, 31 mars). Minority support Irak mission. *Forum Research INC*. Récupéré de [https://poll.forumresearch.com/data/Federal%20Syria%20News%20Release%20\(2015%2003%2031\)%20Forum%20Research.pdf](https://poll.forumresearch.com/data/Federal%20Syria%20News%20Release%20(2015%2003%2031)%20Forum%20Research.pdf).

²⁹¹ Ibid.

²⁹² Trudeau, J. (2015, 24 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #188, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/24/justin-trudeau-1/>.

²⁹³ Ibid.

différente de celle en Irak car celle-ci n'est pas une guerre civile contrairement à ce qui se passe en Syrie²⁹⁴.

En somme, à première vue, nous pouvons penser que la raison pour laquelle le chef du PLC a refusé de soutenir l'élargissement des frappes en Syrie est le caractère civil de la guerre, alors que c'est à cause de son rôle de bon citoyen international. Les décisions de Trudeau de ne pas soutenir la campagne de bombardement en Irak et en Syrie pourrait d'ores et déjà nous renseigner sur le type de mission militaire qui serait mené par le Canada contre Daesh sous un gouvernement libéral.

3.3 Les préférences de Trudeau pendant les élections

En décembre 2014, Trudeau — qui a été critiqué de ne pas s'intéresser à la politique étrangère — s'entoure d'experts en diplomatie et en affaires internationales tels Marc Garneau, Andrew Leslie et Roland Paris afin d'élaborer un programme de politique étrangère fondée sur l'internationalisme libéral²⁹⁵. Celui-ci doit nécessairement refléter l'impératif moral qu'il met de l'avant ainsi que sa vision du Canada dans le monde²⁹⁶. Quelques mois plus tard, durant la campagne électorale, le candidat libéral développe pour slogan « Le Canada est de retour » et promet de ramener le Canada à sa tradition de multilatéralisme²⁹⁷. Il souhaite redonner au pays sa réputation de joueur constructif sur la scène mondiale et une diplomatie qui ferait du Canada un architecte résolu de la paix et de la stabilité internationales²⁹⁸. Au cours de la campagne électorale, Trudeau a exprimé sa préférence pour le *soft power* lorsqu'il a parlé de l'âge d'or de la politique étrangère canadienne pendant la période de Pearson, il a exhorté le Canada à retourner aux missions de maintien de la paix²⁹⁹. Raison pour laquelle, il tient à accueillir plus de réfugiés, retirer les CF-18, mettre fin aux opérations de combat en Irak et en Syrie, et renouer l'engagement auprès des institutions

²⁹⁴ Blanchfield, M. (2017). ISIL and the Politics of Terror. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, p. 188. Montréal & Kingston, London, Chicago: McGill-Queen's University Press.

²⁹⁵ Ibid, p.187.

²⁹⁶ Coulon, Jocelyn. « L'éducation d'un chef ». Dans *Un selfie avec Justin Trudeau: Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p.42. Montréal : Québec Amérique, 2018.

²⁹⁷ Coulon, Jocelyn. Stéphane Dion aux commandes. Dans *Un selfie avec Justin Trudeau: Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p.72. Montréal : Québec Amérique, 2018.

²⁹⁸ Blanchfield, M. (2017). ISIL and the Politics of Terror. In *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, p.187. Montreal & Kingston, London, Chicago : McGill-Queen's University Press, 2017.

²⁹⁹ Blanchfield, M. (2017). Trudeau's First Hundred Day the World. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, p. 208. Montréal & Kingston, London, Chicago: McGill-Queen's University Press.

multilatérales, des États-Unis, de la Russie, de l’Iran et de la Chine³⁰⁰. Dans sa plateforme électorale, il met également l’accent sur l’importance de la collaboration du Canada et des États-Unis pour la défense de l’Amérique du Nord via la NORAD et la continuité de la contribution canadienne à l’OTAN³⁰¹.

Durant le débat électoral du 28 septembre 2015, qui porte uniquement sur la politique étrangère, le chef du PLC reconnaît l’importance de préserver et d’améliorer les relations avec les États-Unis. Ainsi, il avance: « Our relationship with the U.S. is the most important foreign relationship that Canada has. [...] They’re our nearest neighbour, and they’re our most important trading partner »³⁰². Ensuite, il ajoute « on the question of the U.S. relationship, what we need to make sure is that we continue to engage as a robust member of the coalition fighting to defeat ISIS »³⁰³. Cela représente une promesse majeure de la part de Trudeau – qui depuis septembre 2014 n’avait cessé de reprocher à Harper le type de contribution militaire fourni au sein de la coalition multinationale³⁰⁴ – et signifie que le Canada sera un allié très fiable des États-Unis, prédisposé à participer aux opérations militaires contre Daesh sous son leadership. En revanche, il ne précise pas comment sera la nouvelle mission canadienne au sein de la coalition, une fois élu. Au fil du temps, Trudeau intègre de plus en plus dans ses discours la valorisation de l’alliance avec les États-Unis via le NORAD et l’OTAN³⁰⁵.

En résumé, tout au long de la campagne électorale et jusqu’à sa fin, Trudeau commence à inclure dans sa rhétorique les caractéristiques du rôle d’allié fiable en promettant spécifiquement une participation très significative du Canada dans la lutte contre Daesh. Comment expliquer cette promesse de participation significative du Canada dans la coalition, sous sa gouverne, sans pour

³⁰⁰ Parti libéral du Canada (2015). Sécurité et possibilité : Renouveler le rôle du Canada dans le monde et renforcer la sécurité du pays. Dans *Changer ensemble : Le bon plan pour renforcer la classe moyenne*, Plateforme électorale 2015, p. 78. Récupéré de <https://liberal.ca/wp-content/uploads/sites/292/2020/09/Le-bon-plan-pour-renforcer-la-classe-moyenne.pdf>

³⁰¹ Ibid.

³⁰² Maclean's. (2015, 28 septembre). Tale of the tape: Transcript of the Munk debate on the refugee crisis. Récupéré de <https://www.macleans.ca/politics/ottawa/tale-of-the-tape-transcript-of-the-munk-debate-on-the-refugee-crisis/>.

³⁰³ Ibid.

³⁰⁴ Trudeau, J. (2014, 6 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #123, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/6/justin-trudeau-1/>.

³⁰⁵ Pelletier-Bonnier, Laura (2018). La théorie du rôle en politique de sécurité internationale : le cas du Canada dans la lutte contre Daesh. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. Récupéré de <https://archipel.uqam.ca/11309/1/M15581.pdf>.

autant expliciter la nature de ce nouvel engagement, malgré ses préférences idéologiques en politique de sécurité internationale qui sont entre autres d'aider sans l'usage de la force et une vision que le Canada devrait agir de façon indépendante des É.U. Les raisons de ce nouveau compromis idéologique peuvent s'expliquer en analysant le comportement de Trudeau une fois au pouvoir dans la prochaine section.

3.4 Trudeau et la guerre contre Daesh

Arrivé au pouvoir en octobre 2015, Trudeau a du mal à défendre sa position contre la fin des frappes aériennes alors que Daesh gagne du terrain et continue de constituer une menace pour l'Occident³⁰⁶. À sa première conférence de presse post-électorale, il déclare: « I committed that we would continue to engage in a responsible way that understands how important Canada's role is to play in the fight against ISIL, but he [Obama] understands the commitments I've made about ending the combat mission »³⁰⁷. Le premier ministre tente de rassurer les É.U. et ses autres alliés tels que la France et le Royaume-Uni³⁰⁸. Pour les É.U, le retrait canadien de la campagne de bombardements suscite des questionnements³⁰⁹. Le sénateur John McCain, président du comité sénatorial des forces armées américaines exprime son regret vis-à-vis du retrait des CF-18 canadiens : « I think it's a result of an election. [...] That's a commitment [Justin Trudeau] made in his campaign. I regret it, but that's what elections are about »³¹⁰.

Cependant, après les attentats de Paris de novembre 2015, le nouveau Premier Ministre fait face à un dilemme, à savoir retirer les CF-18 alors qu'au même moment ses principaux alliés intensifient leurs frappes et augmentent leur contribution militaire au sein de la coalition. Quarante-huit heures après les attaques terroristes, les avions de chasse français ont détruits deux objectifs Daesh — un

³⁰⁶ Beunaiche, N. (2014, 25 septembre). Menace des djihadistes contre la France: « C'est un aveu de faiblesse de l'État islamique ». *20minutes.fr*. Récupéré de <https://www.20minutes.fr/monde/1447443-20140922-menace-djihadistes-contre-france-aveu-faiblesse-etat-islamique>

³⁰⁷ Murphy, J. (2015, 21 octobre). Canada to end airstrikes in Syria and Iraq, new prime minister Trudeau says. *The Guardian*. Récupéré de <https://www.theguardian.com/world/2015/oct/21/canada-end-airstrikes-syria-iraq-new-prime-minister-trudeau>.

³⁰⁸ Ibid.

³⁰⁹ Jacobs, B. (2015, 22 octobre). Canada withdrawal will not hinder battle against Isis, US insists. *The Guardian*. Récupéré de <https://www.theguardian.com/world/2015/oct/22/canada-withdrawal-not-hinder-battle-against-isis-us-insists>.

³¹⁰ Ibid.

centre d'entraînement et un centre de commandement — situés dans les villes de Mossoul et de Ramadi, les principales capitales du groupe en Irak³¹¹. Ces raids ont aussi détruit l'artillerie de Daesh qui tiraient sur les troupes irakiennes en combat sur le terrain et leur centre de commandement en Syrie³¹². Le Royaume-Uni, suite à l'annonce des présidents américain et français d'une intensification des frappes aériennes contre des cibles liées à Daesh, rejoint la coalition menant des bombardements en Syrie après l'accord du parlement britannique³¹³. Pour la première fois, au début décembre, les avions de combats britanniques ont effectué une opération offensive démantelant les positions de Daesh en Syrie et une installation pétrolière du groupe à la frontière irakienne³¹⁴. Les Pays-Bas acceptent également d'intensifier leurs bombardements sur le sol irakien et de les élargir jusqu'au territoire syrien³¹⁵. Le premier ministre néerlandais estime que : « Les récentes attaques terroristes à Paris, Istanbul et Jakarta rendent clair que l'EI est un danger pour notre sécurité et notre manière de vivre. [...] Nous avons donc décidé de répondre à cette demande »³¹⁶. C'est pourquoi il a renoncé à l'idée de ne pas étendre les frappes aériennes en Syrie sans un mandat de l'ONU³¹⁷.

L'ambassadeur de la France au Canada, Nicolas Chapuis, à la suite d'une réunion avec le ministre de la Défense du Canada, le 17 novembre 2015, avance que « He [Harjit Sajjan] totally reassured me on the intent of the government of Canada that the contribution will be robust and will be helpful »³¹⁸. L'ambassadeur semble être compréhensif concernant la position du gouvernement libéral qui doit respecter ses promesses électorales, mais sous-entend l'idée que si la nouvelle mission présentée par le Canada ne leur convient pas, des consultations supplémentaires seront faites³¹⁹. A l'issue de la première rencontre entre Trudeau et Obama, le 19 novembre 2015, à

³¹¹ Rfi. (2015, 24 novembre). La France frappe des objectifs du groupe EI en Irak et en Syrie. *RFI*. Récupéré de <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20151124-objectifs-groupe-etat-islamique-irak-syrie-detruits-frappes-france>

³¹² Ibid.

³¹³ France 24. (2015, 3 décembre). Londres lance ses premières frappes contre l'EI en Syrie. *France 24*. Récupéré de <https://www.france24.com/fr/20151203-grande-bretagne-premieres-frappes-etat-islamique-ei-syrie-irak-cameron>.

³¹⁴ Ibid.

³¹⁵ Le Figaro. (2016, 29 janvier). Les Pays-Bas participeront aux frappes en Syrie. *Le Figaro*. Récupéré de <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/01/29/97001-20160129FILWWW00193-les-pays-bas-participeront-aux-frappes-en-syrie.php>.

³¹⁶ Ibid.

³¹⁷ Ibid.

³¹⁸ Mas, S. (2015, 17 novembre). Canada promises France a “robust” contribution in anti-ISIS coalition. *CBC News*. Récupéré de <https://www.cbc.ca/news/politics/canada-promises-france-a-robust-contribution-in-anti-isis-coalition-1.3322859>

³¹⁹ Ibid.

Manille, aux Philippines, en marge du sommet de l’APEC, le premier ministre affirme que Obama a bien accueilli la décision de retirer les avions de combat³²⁰. Il renchérit:

We talked about terrorism and security issues off the top and how Canada is committed to continuing to engage as a strong member of the coalition against ISIL in ways that will continue to support international efforts, including through military engagement around training to ensure that Canada continues to be a strong player doing its part — and more than its part — to defend against ISIL³²¹.

Obama, pour sa part, ne semble pas être frustré par la décision de retirer les avions de chasse canadiens et laisse sous-entendre qu’un terrain d’entente est trouvable concernant la façon dont les équipes de défense canadienne et américaine peuvent coordonner et travailler non seulement sur les opérations militaires, mais aussi sur la manière de collaborer pour la stabilisation de la Syrie³²².

Trudeau et son gouvernement soutiennent ne pas subir de pression de la part de ses alliés après l’annonce de sa décision de retirer les avions de chasse canadiens³²³. Pourtant, ils ont reçu une lettre envoyée par le Secrétaire de la Défense américaine le 15 décembre 2015, sollicitant une augmentation de son engagement militaire³²⁴. Questionné sur le contenu de la lettre, le ministre de la Défense nationale répond : « this letter is just the regular course of routine. We're having discussions with the coalition partners in terms of what the current situation is, what are the resources that are needed to allow us to refine our options »³²⁵. En réalité, son pays n’était pas le seul à recevoir cette lettre d’Ashton Carter, sollicitant une contribution militaire additionnelle. L’Allemagne en a d’ailleurs reçu et a répondu : « Germany was on the same side as the U.S. and was already doing a lot. [...] Germany will not conduct air strikes »³²⁶.

Stéphane Dion, ministre des Affaires étrangères, lors de son entrevue avec le journaliste Patrice Roy, laisse entendre que les É.U, la France et le Royaume-Uni avaient demandé au Canada de

³²⁰ Canada. Cabinet du Premier ministre Justin Trudeau. (2015, 13 novembre). Le premier ministre Justin Trudeau rencontre Barack Obama, président des États-Unis. [Communiqué] Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/comptes-rendus/2015/11/19/premier-ministre-justin-trudeau-rencontre-barack-obama>

³²¹ Blanchfield, Mike, 2017. “Trudeau and Obama: The Elephant Twitches”. In *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, p. 228. Montreal & Kingston, London, Chicago: McGill-Queen’s University Press, 2017.

³²² Ibid.

³²³ CBC News (2015, 15 décembre). Canada feels “no pressure” to agree to U.S. request on ISIS mission. *CBC News*. Récupéré de <https://www.cbc.ca/news/politics/canada-isis-mission-us-letter-carter-1.3366185>

³²⁴ Ibid.

³²⁵ Ibid.

³²⁶ Ibid.

maintenir les bombardements, mais à cause de son engagement électoral à respecter, il ne pouvait pas accéder à leur requête³²⁷. Le ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan, reconnaît lui aussi que les préférences des alliés du Canada sont qu'il maintienne ses frappes aériennes, admettant : « Of course they want to keep our CF-18s here »³²⁸. Dès ses premiers mois de gouvernance, il est envisageable d'avancer que les préférences idéologiques de Trudeau ont le dessus sur les contraintes de l'alliance. Mais la rencontre des ministres de la Défense des pays les plus influents au sein de la coalition contre Daesh changea la donne.

En janvier 2016, dans la foulée des attentats de Paris, les sept ministres de la Défense des plus grands pays contributeurs de la coalition se sont réunis en France pour discuter de stratégie militaire afin d'éradiquer définitivement Daesh³²⁹. Le Canada n'a pas assisté à cette réunion organisée par les États-Unis et la France. Selon l'analyste politique David Perry, cette non-invitation du Canada doit être perçue comme un signal qu'il commence à perdre de l'influence due à la refonte par le gouvernement libéral du rôle du Canada dans la lutte contre Daesh³³⁰. Cela dit, Sajjan nie que le Canada a été exclu des tables de décisions importantes concernant la campagne de lutte contre Daesh³³¹.

Deux mois après la demande formelle des É.U à ses alliés d'augmenter leur participation à l'effort de guerre, le Canada reconfigure sa contribution militaire³³². Il est possible de constater que Trudeau cherche à compenser son retrait des opérations de combat de manière à préserver la crédibilité du Canada en tant qu'allié fiable. S'il maintient son engagement électoral de retirer les

³²⁷ Ici Radio Canada. (2016, 8 février). Stéphane Dion défend la décision du gouvernement libéral sur la fin des bombardements. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/763988/trudeau-canada-etat-islamique-armee-irak-syrie>.

³²⁸ Fife, R. et Chase, S. (2016, 19 janvier). Sajjan plays down exclusion from IS talk. *The Globe and Mail*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/defence-minister-denies-canada-cut-out-of-anti-is-decision-making/article28256992/>

³²⁹ Pellerin, C. (2016, 20 janvier). Carter Meets With Le Drian, Other Anti-ISIL Partners in Paris. [Communiqué]. *U.S. Department of Defense*. Récupéré de <https://www.defense.gov/Explore/News/Article/Article/643714/carter-meets-with-le-drian-other-anti-isil-partners-in-paris/>.

³³⁰ Fife, R. et Chase, S. (2016, 19 janvier). Sajjan plays down exclusion from IS talk. *The Globe and Mail*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/defence-minister-denies-canada-cut-out-of-anti-is-decision-making/article28256992/>.

³³¹ Ibid.

³³² Buzzetti, H. (2016, 9 février). Le Canada retire ses avions de Syrie... mais gonfle ses troupes. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/politique/canada/462495/le-canada-retire-ses-avions-de-syrie-mais-gonfle-ses-troupes>

avions de chasse, il consent en revanche à déployer trois fois plus de FOS en Irak, chose qu'il n'avait jamais dit auparavant. Le nouveau premier ministre semble vouloir compenser la fin de la mission de combat en Irak et en Syrie par une augmentation de la contribution canadienne. Le chef du gouvernement libéral met d'ailleurs fin aux frappes aériennes en Irak et en Syrie le 15 février 2016, soit quatre mois après les élections, afin de maintenir la coordination, l'unité et la cohésion de la coalition après son retrait de la campagne de bombardement³³³.

La réorientation de l'Opération IMPACT est axée sur la formation, l'assistance et l'entraînement des forces kurdes dans le nord-est de l'Irak et des autres partenaires dans la région pour aider à la sécurité et la stabilité de la région. Avec environ 850 troupes, incluant 207 FOS, déployées sur le théâtre de guerre, cette nouvelle mission représente désormais le plus grand déploiement d'effectifs militaires au Moyen Orient depuis l'Opération MEDUSA en Afghanistan³³⁴. Rappelons que l'Opération MEDUSA est la contribution militaire des FAC dans l'offensive menée par la coalition internationale de lutte contre le régime Taliban³³⁵. Elle est la plus importante opération de combat canadienne depuis la guerre de Corée et est aussi la plus meurtrière de l'histoire des FAC³³⁶. La tâche des FAC dans le cadre de l'Opération IMPACT est désormais de nature défensive. Questionné à ce sujet, le Général Jonathan Vance soutient que malgré une mission défensive, il y aura des combats. Il souligne la possibilité « que les troupes locales accompagnées d'entraîneurs canadiens soient attaquées et appelées à se défendre »³³⁷. Il ajoute que l'armée canadienne continuera d'identifier les cibles à attaquer par les autres membres de la coalition. Le Major Général Peter Dawe reconnaît à son tour que: « The mission has changed since the spring. We are more engaged at the line. There should be no doubt about that. And by extension the risk has increased »³³⁸.

³³³ Gouvernement du Canada, Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. « Opération IMPACT ». Récupéré de <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger-actuelles/op-impact.page>.

³³⁴ Rice, J. et Von Hlatky S. (2018). Trudeau the Reluctant Warrior ? Canada and International Military Operations. Dans N. Hilmer (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada Among Nations 2017*, p. 292. Coll. « Palgrave Macmillan ».

³³⁵ Canada. Gouvernement du Canada, Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. « Afghanistan phase 2 : Combats à Kandahar ». Récupéré de <https://www.veterans.gc.ca/fra/remembrance/battles-and-stages/afghanistan-stage-2#05>.

³³⁶ Ibid.

³³⁷ Buzzetti, H. (2016, 9 février). Le Canada retire ses avions de Syrie... mais gonfle ses troupes. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/politique/canada/462495/le-canada-retire-ses-avions-de-syrie-mais-gonfle-ses-troupes>.

³³⁸ Brewster, M. et CBC News. (2016, 6 octobre). Canadian troops spending more time at front lines in Iraq as future of mission in unclear. *CBC News*. Récupéré de www.cbc.ca/news/politics/irag-canada-troops-1.3794722

Dorénavant, Trudeau semble être plus préoccupé par le type de contribution militaire que son niveau de risque.

Cette réorientation rend le nouvel engagement du Canada dans la coalition plus dangereux que celui sous le gouvernement Harper, car les soldats au sol courent plus de risques de faire face au feu ennemi. Désormais, les troupes canadiennes opèrent plus proches des lignes de combat et ont la permission d'utiliser la force létale pour assurer leur sécurité. Alors que depuis le début de la campagne militaire contre Daesh, Trudeau voulait maintenir les FAC loin des lignes de combat directs et n'avait pas envisagé de tripler le nombre de FOS une fois élu.

En plus de tripler l'effectif militaire et d'engager les FAC devant les lignes de front³³⁹, le gouvernement canadien annonce une stratégie plus large pour faire face aux crises irakienne et syrienne. Il s'engage « à verser plus de 2 milliards de dollars sur trois ans pour la sécurité, la stabilisation et l'aide humanitaire et au développement, une grande partie de cette somme allant à l'Irak »³⁴⁰. Cette stratégie comprend aussi une forte présence diplomatique du Canada en Irak, la mise en place des programmes qui promeuvent la bonne gouvernance, la démocratie, le pluralisme, le respect des droits de la personne et de la protection des civils³⁴¹.

Qui plus est, si Trudeau retire les six CF-18, il maintient les deux avions de patrouille maritime CP-140, l'avion de ravitaillement CC-150 Polaris, le transporteur aérien stratégique CC-177 Globemaster III et l'avion de transport CC-130J Hercules³⁴². Selon lui, « les avions de ravitaillement et de surveillance ont été mentionnés à plusieurs reprises comme étant extrêmement importants pour nos alliés. Nous voulons être de bons partenaires de la coalition »³⁴³. Pour Trudeau, les alliés du Canada ont plus besoin de formateurs et de soutien aérien que de bombardiers. Ils ont donc tous applaudi la nouvelle mouture de la mission : « Canada is doing what our allies need us

³³⁹ Brewster, M. et CBC News. (2016, 6 octobre). Canadian troops spending more time at front lines in Iraq as future of mission in unclear. *CBC News*. Récupéré de www.cbc.ca/news/politics/irag-canada-troops-1.3794722

³⁴⁰ Canada. Gouvernement du Canada. La stratégie du Canada au Moyen-Orient. Récupéré de https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/mena-moan/strategy-strategie.aspx?lang=fra.

³⁴¹ Ibid.

³⁴² Gouvernement du Canada, Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. « Opération IMPACT ». En ligne. <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger-actuelles/op-impact.page>. Récupéré le 09 novembre 2020.

³⁴³ Buzzetti, H. (2016, 9 février). Le Canada retire ses avions de Syrie... mais gonfle ses troupes. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/politique/canada/462495/le-canada-retire-ses-avions-de-syrie-mais-gonfle-ses-troupes>

to do »³⁴⁴, dit-il. Cette nouvelle contribution canadienne à la coalition contre Daesh comprend à la fois des éléments qui sont conformes au rôle d’allié fiable qu’à celui de bon citoyen international. Elle est d’ailleurs bien accueillie par ses principaux alliés transatlantiques et convient à Trudeau qui doute même de l’efficacité des frappes aériennes. Comme l’a déclaré la Maison-Blanche, le Président : « welcomed Canada’s current and new contributions to coalition efforts and highlighted Canada’s leadership in the coalition »³⁴⁵.

En comparant les discours et décisions de Trudeau du début de la campagne militaire contre Daesh, soit en automne 2014, à ses actions et justificatifs une fois élu, trois changements majeurs ressortent et permettent de démontrer que ses préférences idéologiques ont été limitées par la valorisation de l’alliance. En premier lieu, alors qu’en automne 2014, même si l’une des critiques du chef du PLC à l’endroit de Harper serait le manque de clarté du mandat des FAC³⁴⁶, deux ans plus tard n’en demeure pas moins que celui sous sa gouverne est jugé comme flou. Ensuite en mars 2015, il indiquait que les forces canadiennes doivent rester loin des lignes de front et déplorait le fait qu’elles eurent accompagné les soldats irakiens au combat, de même que leur implication dans plusieurs échanges de tirs directs³⁴⁷, pourtant, en mars 2017, le gouvernement libéral affirme qu’elles doivent plutôt « [...] remain behind the forward line of troops [...] »³⁴⁸. Enfin, jusqu’en novembre 2015, le nouveau premier ministre n’était pas en mesure de dire au président américain la date exacte du retrait des CF-18, ni le nombre de formateurs additionnels qui sera envoyé sur le territoire irakien³⁴⁹. Mais en février 2016, comme indiqué plus haut, Trudeau a augmenté le nombre FOS dans la nouvelle mission, chose qu’il n’avait pas envisagé avant d’être premier ministre. Toutes ces décisions ont été prises après la réception de la demande formelle des É.U, le 15 décembre 2015, au Canada d’augmenter sa participation à l’effort de guerre et la non-invitation du

³⁴⁴ Trudeau, J. (2016, 16 février). Chambre des Communes du Canada Hansard #18, 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2016/2/16/justin-trudeau-2/>.

³⁴⁵ Blanchfield, M. (2017). Trudeau and Obama : The Elephant Twitches. In *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, p. 228. Montreal & Kingston, London, Chicago: McGill-Queen’s University Press, 2017.

³⁴⁶ Trudeau, J. (2014, 6 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #123, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/6/justin-trudeau-1/>.

³⁴⁷ Trudeau, J. (2015, 30 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #192, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/30/justin-trudeau-1/>.

³⁴⁸ CBC News. (2017, 31 mars). Canada extends mission against ISIS in northern Iraq to June 30. *CBC News*. Récupéré de <https://www.cbc.ca/news/politics/sajjan-isis-daesh-extension-1.4049418>

³⁴⁹ Parent, S. (2015, 17 novembre). Le Canada augmentera le nombre de soldats chargés de la formation en Irak. *RCI*. Récupéré de <https://www.rcinet.ca/fr/2015/11/17/le-canada-augmentera-le-nombre-de-ses-soldats-charges-de-la-formation-en-irak/>

ministre canadien à la conférence des plus grands pays contributeurs de la coalition à Paris en janvier 2016. Tels sont les compromis qui ont été faits par Trudeau pour pallier entre la mise en œuvre de ses préférences idéologiques et son rôle d'allié fidèle.

Dans l'intervention canadienne en Irak et en Syrie, la valorisation de l'alliance avec les États-Unis a limité en quelque sorte la capacité de Trudeau à mettre en œuvre ses préférences idéologiques en matière de politique de sécurité et de défense internationale. En effet, le nouveau gouvernement libéral vient de gagner les élections avec la majorité et donc est au pouvoir pour une durée de quatre ans. De ce fait, il dispose d'une large marge de manœuvre pour mettre en place d'autres programmes politiques dans le but de satisfaire sa base électorale et de ne pas subir les coûts électoraux. Alors que pour être un allié fiable, il est obligé de faire immédiatement des compromis sur ses préférences idéologiques en politique de défense internationale. Face à cela, le gouvernement du Canada doit vite trouver un terrain d'entente avec ses alliés surtout les É.U et la France et le respect des promesses électorales.

Trudeau met fin officiellement à la participation canadienne dans la campagne de bombardement aérien et réoriente la mission vers la formation et l'entraînement des troupes locales. En juillet 2018, il annonce que le Canada pilotera en automne de cette même année jusqu'à l'automne 2019, le commandement de la nouvelle mission de formation et de développement des capacités de défense de l'OTAN en Irak pour la première année³⁵⁰. Elle représente selon le gouvernement libéral l'étape séquentielle pour le rétablissement de la capacité institutionnelle de l'Irak et jette les bases d'une paix et d'une stabilité durables, après avoir mené un combat fructueux contre Daesh³⁵¹. La déclaration du sommet de Bruxelles en juillet 2018, soulignant l'importante contribution de « [...] l'Australie, de la Finlande et de la Suède pour leur engagement précoce en tant que partenaires de mission [...] »³⁵² peut être considéré comme un facteur déterminant dans la décision de Trudeau

³⁵⁰Canada. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2018, 11 juillet). [Communiqué]. *Le Canada assumera le commandement d'une nouvelle mission de formation de l'OTAN en Irak*. Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2018/07/11/canada-assumera-commandement-dune-nouvelle-mission-de-formation-de>

³⁵¹ Canada. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2018, 11 juillet). *Le leadership du Canada en Irak*. [Communiqué]. Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2018/07/11/leadership-du-canada-irak>.

³⁵² Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (2018, 11 juillet). *Déclaration du sommet de Bruxelles*. [Communiqué]. Récupéré de https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_156624.htm

de prendre le commandement de la mission de formation de l'OTAN afin d'éviter d'être vu comme un *free-riders*.

Pour l'actuel premier ministre, le soutien de l'alliance militaire dans ses activités fait partie des priorités majeures de la politique de sécurité internationale du Canada³⁵³. La contribution du Canada à cette nouvelle mission de l'OTAN est très importante pour le premier ministre qui soutient à ce sujet :

Depuis la création de l'OTAN en 1949, le Canada a joué un rôle solide et actif au sein de diverses missions en vue de faire progresser la paix et la sécurité pour nos citoyens et des gens à travers le monde. Nous sommes fiers d'assumer un rôle de leadership en Irak, et de travailler avec nos alliés et le gouvernement de l'Irak. Ensemble, nous pouvons aider cette région du Moyen-Orient à créer une paix et une stabilité durables³⁵⁴

Ainsi, diriger cette mission permettra au Canada d'assumer son rôle de leadership au sein de l'OTAN et aussi l'occasion de démontrer encore une fois à ses alliés qu'il participe à l'effort de guerre.

Conclusion

En conclusion, tout porte à croire que les préférences internationalistes libérales de Trudeau ont été contraintes par des pressions d'alliance, limitant de ce fait l'empreinte idéologique distincte de sa politique étrangère. Ce chapitre a démontré que depuis 2008, les caractéristiques de l'idéologie internationaliste libérale dominant chez Trudeau, ainsi il est contre l'usage de la force militaire et est d'avis que l'on peut aider les populations locales par des moyens autres que militaires. Depuis le début de la participation dans la guerre contre Daesh, soit en automne 2014, Trudeau se montre réticent à impliquer les FAC sur les lignes de combats directs. Toutefois, du début de la campagne électorale à sa prise de pouvoir, les discours et actions de Trudeau ont largement évolué prenant

³⁵³ Loprespub. (2018, 14 novembre). Une nouvelle ère pour l'OTAN : certains résultats du Sommet de l'OTAN de 2018 à Bruxelles. *Notes de la colline : Coups d'œil sur des questions canadiennes*. Récupéré de <https://notesdelacolline.ca/2018/11/14/une-nouvelle-ere-pour-lotan-certains-resultats-du-sommet-de-lotan-de-2018-a-bruxelles/>

³⁵⁴ Canada. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2018, 11 juillet). [Communiqué]. Le Canada assumera le commandement d'une nouvelle mission de formation de l'OTAN en Irak. Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiqués/2018/07/11/canada-assumera-commandement-dune-nouvelle-mission-de-formation-de>

ainsi en considération la valorisation de l'alliance avec les États-Unis. Ainsi, plus la campagne électorale avançait, plus le chef du PLC insistait sur l'importance des relations canado-américaines et parlait de moins en moins de l'ONU et a aboli dans sa rhétorique l'idée que le Canada est différent des États-Unis et doit agir de façon indépendante. Cependant, malgré l'évolution de cette valorisation de l'alliance, il n'a pas renoncé à la décision de retirer les avions de chasse canadiens. Le 15 février 2016, marque la fin officielle de la participation canadienne dans la campagne de bombardement en Irak et en Syrie, mais Trudeau met en place une nouvelle mission plus risquée nécessitant plus de soldats des FAC et requérant plus d'exigences opérationnelles.

CHAPITRE IV

L'INTERVENTION MILITAIRE CANADIENNE AU MALI

La promotion de la paix a été au cœur de la campagne électorale de Justin Trudeau lors des élections fédérales de 2015. Il propose notamment un réengagement canadien à l'ONU compte tenu de son idéologie internationaliste libérale, de l'héritage Pearsonien, de sa volonté de contribution à la paix du monde et de l'accent mis sur l'aide aux régions marginalisées du monde³⁵⁵, estimant que sous la gouverne de Harper, le Canada a réduit sa participation aux opérations de maintien de la paix. Celles-ci sont à ses yeux importantes et permettent de venir en aide des victimes de conflits. La plateforme électorale du PLC soutient ainsi :

Nous réaffirmerons l'engagement du Canada de participer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et mettrons à sa disposition, sur une base de cas par cas, des moyens spécialisés, que ce soit des équipes médicales mobiles, des avions de transport ou un soutien en matière d'ingénierie. [...] Nous enverrons du personnel qualifié pouvant être déployé rapidement, dont des chefs de mission, des officiers d'Etat-major et des unités de quartiers généraux³⁵⁶

³⁵⁵ Dorn, W. Conversation par courriel, 30 octobre 2021.

³⁵⁶ Parti libéral du Canada (2015). Sécurité et possibilité : Renouveler le rôle du Canada dans le monde et renforcer la sécurité du pays». Dans *Changer ensemble : Le bon plan pour renforcer la classe moyenne*, Plateforme électorale 2015, p. 76. Récupéré de <https://liberal.ca/wp-content/uploads/sites/292/2020/09/Le-bon-plan-pour-renforcer-la-classe-moyenne.pdf>

Ceci fait partie du slogan plus général de la campagne libérale en matière de politique étrangère : « Le Canada est de retour »³⁵⁷. Ce « retour » sur l'échiquier mondial laisse entendre la mise en place d'un programme ambitieux, incluant dans le domaine des opérations de paix de l'ONU. Le 16 mars 2016, soit quelques mois après son élection, le nouveau premier ministre fait l'annonce de la candidature du Canada au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre non permanent pour un mandat de deux ans³⁵⁸. Il déclare:

Canada is committed to playing a positive and constructive role in the world in order to advance Canadian interests and make meaningful contributions to solving global challenges. [...] The United Nations remains a principal forum for pursuing Canada's international objectives – including the promotion of democracy, inclusive governance, human rights, development, and international peace and security.³⁵⁹

Lors de la conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats à Vancouver en novembre 2017, Trudeau fait part de son intention d'accroître le soutien canadien aux missions de paix³⁶⁰. Il s'engage à fournir des capacités militaires de haut calibre, dont une force opérationnelle aérienne, du soutien tactique en transport aérien, de l'instruction novatrice, une équipe d'instruction, une équipe consultative, une force de réaction rapide et un effectif de six cents militaires³⁶¹.

Concrètement, ce n'est qu'au mois d'août 2018 qu'il déploie 250 militaires avec un détachement aérien composé de deux hélicoptères CH147 Chinook et de quatre hélicoptères CH146 Griffon dans le cadre de l'Opération PRÉSENCE au Mali en soutien à la MINUSMA³⁶². À peine un an plus tard, Trudeau met fin à la mission de la force opérationnelle aérienne au Mali malgré une

³⁵⁷ BBC News. (2015, 20 octobre). Canada's Justin Trudeau « we're back ». *BBC News*. Récupéré de <https://www.bbc.com/news/av/world-us-canada-34586005>.

³⁵⁸ Canada. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2016, 16 mars). [Communiqué]. Prime Minister announces Canada's bid for a non-permanent seat on the United Nations Security Council. Récupéré de <https://pm.gc.ca/en/news/news-releases/2016/03/16/prime-minister-announces-canadas-bid-non-permanent-seat-united>.

³⁵⁹ Ibid.

³⁶⁰ Canada. Ministère de la Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. (2021, 11 mars). *Opération PRÉSENCE (Afrique)*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/transition-ministerielle/operations-activites-fac/2020/03/operations-activites-fac/op-presence-afrique.html>.

³⁶¹ Ibid.

³⁶² Canada. Gouvernement du Canada, Sécurité Nationale et Défense Nationale. (2020, 15 décembre). *Opération PRÉSENCE*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/op-presence.html>.

demande formelle de l'ONU de prolonger la mission³⁶³. Dès lors, dans le cadre de l'Opération PRÉSENCE en Ouganda à l'ONU, il fournit un avion CC130J Hercules et 25 militaires à raison de cinq jours par mois à Entebbe, ainsi qu'un centre de soutien régional de l'ONU afin de répondre aux besoins de transport aérien tactiques³⁶⁴.

Les contraintes structurelles telles que la valorisation de l'alliance avec les États-Unis — surtout dans le contexte où Donald Trump est au pouvoir — et les considérations électorales permettent d'expliquer le recul de Trudeau en matière de réengagement dans les opérations de paix de l'ONU. Afin de démontrer cette hypothèse, ce chapitre est divisé en cinq sections. La première se penche sur les préférences idéologiques de Trudeau, notamment sa volonté de réengager le Canada dans le maintien de la paix de l'ONU. La seconde section est axée sur la décision d'amorcer la participation du Canada à la MINUSMA. Les troisième et quatrième section démontrent comment les contraintes exercées, respectivement, par l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis et l'anticipation de coûts électoraux ont filtrer les préférences initiales de Justin Trudeau et permettent d'expliquer le réengagement minimaliste du Canada dans les opérations de paix sous sa gouverne. Ces deux obstacles ont entraîné une réduction substantielle de la contribution canadienne dans la mission de stabilisation de l'ONU au Mali.

4.1 Trudeau et le retour du Canada à l'ONU

La participation du Canada au maintien de la paix de l'ONU est un élément fondamental de l'internationalisme libéral et fait partie de l'identité nationale canadienne. Selon Walter Dorn, celle-ci est « built partly on the excellent work of the military personnel and the diplomats who made Canada one of the world's top peacekeepers in the second half of the last century »³⁶⁵. Cependant, le Canada, comme la plupart des pays occidentaux, s'est désengagé progressivement des opérations

³⁶³ Parent, S. (2019, 29 mars). Trudeau demande à l'ONU plus de temps pour décider de prolonger ou non notre mission de maintien de la paix au Mali. *Radio Canada International*. Récupéré de <https://www.rcinet.ca/fr/2019/03/29/le-canada-demande-a-lonu-plus-de-temps-pour-decider-de-prolonger-ou-non-notre-mission-de-maintien-de-la-paix-au-mali/>

³⁶⁴ Canada. Ministère de la Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. *Opération PRÉSENCE*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/op-presence.html>

³⁶⁵ Dorn, W. (2018, 26 avril). *Standing Committee on National Defense*. Chambre des Communes du Canada, de 42^{ème} parlement, 1^{ère} session, numéro 093. Récupéré de <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/NDDN/Evidence/EV9808181/NDDNEV93-E.PDF>.

de maintien de paix onusiennes à la fin des années 1990 au profit de missions dirigées par l'OTAN ou les États-Unis, telles que la guerre au Kosovo, en Afghanistan, en Libye³⁶⁶ et les différentes opérations d'assurance et de dissuasion en Europe de l'Est de l'OTAN³⁶⁷.

Selon certains, le Canada est devenu plus militariste sous la gouverne de Stephen Harper (2006-2015), notamment par la réduction de sa contribution en matière de soldats de la paix de l'ONU³⁶⁸. Le déclin des casques bleus canadiens dans les opérations de paix de l'ONU a quand même commencé sous Jean Chrétien, mais a été accéléré sous le gouvernement Harper. Au début de son mandat en 2006, 198 soldats canadiens étaient répartis dans neuf missions onusiennes alors qu'à la fin de l'ère du chef du PCC en octobre 2015, le Canada comptait uniquement 18 soldats répartis dans cinq opérations de paix³⁶⁹. Si Harper n'a pas su corriger une tendance qui lui précédait en matière de désengagement canadien, il a au surplus témoigné d'une méfiance envers l'ONU particulièrement rare en politique étrangère canadienne³⁷⁰. Il souhaitait mettre de l'avant un « nouveau multilatéralisme » délaissant l'ONU, car celle-ci agit trop lentement selon l'ancien premier ministre³⁷¹. Mais la tendance lourde du désengagement canadien s'explique autrement. Selon le Major Général Mackenzie, l'échec des opérations des Nations Unies au Rwanda, en Somalie et en ex-Yougoslavie expliquent pourquoi le Canada et plusieurs autres pays occidentaux ne font plus confiance à l'organisation³⁷².

Pour Justin Trudeau, le Canada aurait perdu sa place au-devant du système mondial en tournant le dos aux institutions multilatérales, justifiant ainsi un réengagement canadien dans la diplomatie

³⁶⁶ Duval, M. (2014). Le Canada, la Paix et la Sécurité Internationale : Une décennie gâchée. *Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques*, 24, p.24. Récupéré de https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2016/03/24_Etude_Duval.pdf.

³⁶⁷ Nossal, K. R. (2018). Promises Made, Promises Kept? A mid-term Trudeau Foreign Policy Report Card. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada Among Nations 2017*, p. 47. Coll. « Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_3

³⁶⁸ Kelly, B. (2011). Changes to the Canadian Foreign Policy Agenda: From Liberal Internationalist to Neo-Realist. *The Lyceum*, 1(1) (September 2011), p. 7.

³⁶⁹ Young, G. (2019). Political decision-making and the decline of Canadian peacekeeping. *Canadian Foreign Policy Journal*, 25(2), p. 162. Récupéré de <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1543713>

³⁷⁰ Chapnick, A. (2013). Middle Power No More? Canada in World Affairs Since 2006. *Journal of Diplomacy and International Relations*, pp. 107-108.

³⁷¹ Ibid, 109.

³⁷² Major-General Lewis MacKenzie. (2018, 24 Avril). *National Defence Committee Canada's Contributions to International Peacekeeping*. Chambre des Communes du Canada, Hansard #92, 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/national-defence/42-1/92/major-general-1/>.

onusienne comme à l'époque de Lester B. Pearson³⁷³. Promettant de restaurer la place du Canada dans le monde par l'entremise d'un réengagement canadien dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU, Trudeau, dès le lendemain de sa victoire électorale, s'est engagé à mettre en place une politique étrangère distincte de celle de Harper, surtout en matière de multilatéralisme et de *soft power*.³⁷⁴ Si Harper avait une rhétorique critique de l'ONU, Trudeau émet plutôt des discours élogieux envers l'organisation.

Toutefois, il est difficile de cerner les préférences idéologiques de Justin Trudeau en maintien de la paix avant son élection à titre de chef du PLC, voire avant les élections fédérales de 2015, fautes d'un manque de déclarations publiques à ce sujet. En juin 2009, il s'est exprimé pour la première fois sur le maintien de la paix en reprochant à Harper son refus de diriger le commandement de la MONUSCO suite à l'invitation de l'ONU³⁷⁵ et demande « Why has Canada abandoned its role as an international peacemaker? »³⁷⁶. Il persiste sur le rôle de bon citoyen international du Canada et de défenseur des droits humains d'autant plus que cette guerre du Congo est appelée « war on women » en raison des viols et des kidnappings commis à l'encontre des filles et des femmes³⁷⁷.

4.2 Trudeau et le déploiement militaire au Mali

Depuis 2012, le Mali est déchiré par des conflits internes allant d'une rébellion dans le nord et d'un coup d'État militaire dans le sud renversant le régime de Ibrahim Boubacar Keïta. Dès lors, le Mali, qui a été un modèle de démocratie et de stabilité pour les autres pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest depuis la chute du régime de Moussa Traoré en 1991, est aujourd'hui symbole d'un d'État failli³⁷⁸. Il est caractérisé par la montée en puissance d'un islam radical et de diverses formes de violences tels que le djihadisme régional, le terrorisme transnational, les mouvements

³⁷³ Coulon, J. (2018). Réparer les dégâts des conservateurs. Dans *Un selfie avec Justin Trudeau: Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p. 109. Montréal : Québec Amérique.

³⁷⁴ Hadfield, A. (2017). Maple Leaf Zeitgeist ? Assessing Canadian Prime Minister Justin Trudeau's Policy Changes . *The Commonwealth Journal of International Affairs*, 106(1), pp. 28-29. <https://doi.org/10.1080/00358533.2016.1272954>

³⁷⁵ Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo en remplacement à la Monuc.

³⁷⁶ Trudeau, J. (2009, 11 juin). Chambre des Communes du Canada, Hansard #73, 40ème, Parlement, 2ème Session. Récupéré de. <https://openparliament.ca/debates/2009/6/11/justin-trudeau-1/>.

³⁷⁷ *ibid.*

³⁷⁸ Kovac, A. (2018, 1 mars). Le Mali ne trouve pas sa stabilité. *Perspective Monde, École de science politique appliquée*. Récupéré de <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse?codeAnalyse=2590>.

indépendantistes, les guerres interethniques, le trafic d'armes et de drogues, les enlèvements et une crise humanitaire³⁷⁹. La crise malienne a intensifié la déstabilisation et l'insécurité des régions sahéennes telles que la Mauritanie, la Somalie, le Darfour et le Burkina Faso³⁸⁰. Le Mali est désormais un terrain de guerre où des groupes terroristes, indépendantistes, extrémistes et des grandes puissances occidentales s'affrontent.

4.2.1 Le coup d'État militaire de 2012

Le 22 mars 2012, l'armée malienne renverse le gouvernement du Président élu Amadou Toumani Touré à Bamako qu'elle juge inefficace de régler la crise du pays, dès lors le Mali est plongé dans une grande crise socio-politique touchant ainsi les autres régions du Sahel³⁸¹. Les causes du coup d'État militaire sont profondes, allant de l'instabilité économique à l'insécurité, de la mal gouvernance à l'échec des réformes structurelles et sociales sans pour autant oublier l'incapacité des autorités étatiques à résoudre la guerre d'indépendance des Touaregs du Nord³⁸². L'armée nationale, à l'instar du Capitaine Sanogo, n'est pas la seule responsable de l'instabilité du pays, d'autres groupes pour la plupart considérés comme terroristes ont aussi émergé et gouvernent dans les autres régions du pays.

Profitant de la crise libyenne en 2011, les combattants du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et des rebelles Touaregs armés sont revenus au Mali avec de nouvelles armes et de nouvelles recrues dans leurs rangs et se sont emparés de plusieurs villes du Nord³⁸³. En janvier 2012, le MNLA aidé par le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique AQMI — qui avait déjà des bases dans le Nord du territoire malien et dans d'autres régions du Sahel — attaque et repousse l'armée nationale dans l'objectif d'obtenir leur indépendance et d'étendre ses actions et son

³⁷⁹ Gonin, P. et al. (2013). Dans L'oeil du cyclone. Dans Gilbin B. (dir.), *La tragédie malienne*, Coll. Géographie, p. 8. Paris : Vendémiaire Éditions.

³⁸⁰ Ibid.

³⁸¹ Boukari-Yabara, A. (2014). *Mali*. Coll. « Monde arabe/ Monde musulman ». Bruxelles : Bibliothèque royale de Belgique, p. 79.

³⁸² Ibid.

³⁸³ Daniel, S. (2012, 22 mars). Coup d'État militaire au Mali. *La Presse* (Montréal). Récupéré de <https://www.lapresse.ca/international/afrique/201203/22/01-4508066-coup-detat-militaire-au-mali.php>.

influence dans les villes de Gao, Tombouctou et Kidal³⁸⁴. À côté du MNLA et de l'AQMI, il y a le mouvement islamiste touareg Ançar-Dine qui contrôle les villes du nord-est et y ont instauré la charia islamique³⁸⁵.

Le coup d'État militaire ne se fait pas sans réaction de la communauté internationale. L'Union Africaine, à travers son président de commission Jean Ping, dénonce le coup d'État militaire et rappelle « la politique de tolérance zéro de l'Afrique pour tout changement anticonstitutionnel et son rejet total de toute prise de pouvoir par la force [...]. Le but est d'aller leur dire bien sûr qu'il est nécessaire de rétablir l'ordre constitutionnel »³⁸⁶. La CEDEAO à son tour demande le retour immédiat de l'ordre constitutionnel et menace d'imposer un embargo.

La France est le premier pays occidental à condamner les actions de la junte militaire et déclare par le biais de son ministre des Affaires étrangères : « Nous avons condamné ce coup d'État militaire [...]. Nous sommes attachés au respect des règles démocratiques et constitutionnelles. Nous demandons le rétablissement de l'ordre constitutionnel, des élections, elles étaient programmées pour avril, il faut qu'elles aient lieu le plus vite possible »³⁸⁷. La rapidité de la réaction française peut s'expliquer par les liens étroits qui existent entre les deux pays et les intérêts géoéconomiques, car les ressources aurifères du Sud et les réserves d'uranium et de pétrole situées au Nord du Mali sont très convoités par les multinationales étrangères, particulièrement les sociétés françaises³⁸⁸. Une guerre au Mali et des régions voisines entraînerait probablement la chute des entreprises minières françaises. Les Nations Unies, l'UE, les États-Unis, l'Algérie, les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) emboîtent le pas et demandent à la junte militaire de « respecter la démocratie et à permettre rapidement au peuple malien de s'exprimer librement sur la situation dans le pays »³⁸⁹. Le Canada n'est pas en reste; il appelle au rétablissement de

³⁸⁴ Gonin. P. et al. (2013). Dans L'oeil du cyclone. Dans Gilbin B. (dir.), *La tragédie malienne*, Coll. Géographie, p. 8. Paris : Vendémiaire Éditions

³⁸⁵ Ibid.

³⁸⁶ AFP (2012, 23 mars). L'Union Africaine suspend le Mali. *Le Point International*. Récupéré de https://www.lepoint.fr/monde/l-union-africaine-suspend-le-mali-23-03-2012-1444488_24.php.

³⁸⁷ Daniel, S. (2012, 22 mars). Coup d'État militaire au Mali. *La Presse* (Montréal). Récupéré de <https://www.lapresse.ca/international/afrique/2012/03/22/01-4508066-coup-detat-militaire-au-mali.php>.

³⁸⁸ Boukari-Yabara, Amzat. *Mali*. Coll. « Monde arabe/ Monde musulman ». Bruxelles : Bibliothèque royale de Belgique, 2014, p.92.

³⁸⁹ Le Monde Afrique. « La communauté internationale condamne le coup d'état au Mali ». Récupéré de https://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/03/22/la-communaute-internationale-condamne-le-coup-d-etat-militaire-au-mali_1674300_3212.html.

l'ordre constitutionnel, à la paix et à la stabilité³⁹⁰. Deux jours après le coup d'État militaire, le gouvernement canadien suspend l'aide financière octroyée au Mali dans le cadre de son programme d'aide publique au développement mais continue de fournir une assistance humanitaire via les ONG au peuple malien qui vivait déjà une crise alimentaire³⁹¹.

4.2.2 Trudeau et la MINUSMA

Après le coup d'État militaire de 2012, le Nord et le Sud du Mali tombent dans les mains des groupes armés. La crise politico-sécuritaire devient plus profonde et le nouveau gouvernement d'union nationale, avec à sa tête le président Dioncounda Traoré, se trouve dans l'incapacité de contrôler le pays et demande de l'assistance militaire à ses alliés³⁹². Le 11 janvier 2013, la France accepte de soutenir militairement le Mali par le biais de l'Opération Serval, qui bénéficie trois jours plus tard de l'appui unanime des membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, de l'UA, de l'OTAN et de l'UE³⁹³. La CEDEAO autorise à son tour, dans le communiqué N° 005/2013 du 11 janvier, le déploiement immédiat de troupes sur le terrain, dans le cadre de la MISMA qui deviendra en avril 2013 la MINUSMA, dans le but d'aider l'armée malienne à recouvrer l'intégrité de son territoire et à repousser les forces rebelles³⁹⁴.

En soutien à la France, le Canada annonce le déploiement d'un aéronef de transport de charges lourdes CC 177 *Globemaster* pour une semaine afin d'aider au déploiement de forces affectées à l'Opération Serval³⁹⁵, qui est l'un de ses plus grands alliés³⁹⁶. Selon le gouvernement conservateur:

³⁹⁰ Gouvernement du Canada. (2017, 5 septembre). « L'aide internationale canadienne au Mali ». En ligne. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_developpement-enjeux_developpement/priorities-priorites/where-ou/mali.aspx?lang=fra. Récupéré le 27 janvier 2021.

³⁹¹ Ibid.

³⁹² Union Africaine (2018). Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel. Récupéré de <http://www.aumisahel.org/historique-de-loperation-misma/>.

³⁹³ Canada. Ministère de la Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. (2014, 25 novembre). *Soutien aux opérations françaises au Mali*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/achevees-recemment/soutien-operations-mali.html>

³⁹⁴ Union Africaine (2018). Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel. Récupéré de <http://www.aumisahel.org/historique-de-loperation-misma/>

³⁹⁵ Canada. Ministère de la Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. (2014, 25 novembre). *Soutien aux opérations françaises au Mali*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/achevees-recemment/soutien-operations-mali.html>

³⁹⁶ Buck, K. (2013, 31 janvier). Chambre des Communes du Canada, Hansard #62, 41ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/foreign-affairs/41-1/62/john-mckay-3/?page=1>.

« Canada's direct support to France will contribute to the efforts to stabilize Mali, weaken the enemy and facilitate the transition towards the effective deployment of AFISMA »³⁹⁷. De son côté, Trudeau ne fait pas de déclaration publique sur la situation du Mali, mais le PLC par la voix de Stéphane Dion et John McKay pour ne citer qu'eux, se prononcent là-dessus. Stéphane Dion reproche à Harper son refus de collaborer avec l'ONU pour la stabilisation du Mali et demande: « why we are not involved in the UN initiative to help train African troops to be effective and disciplined so that the locals are treated decently and so that missions are effective. Why is the Canadian government not taking part in this initiative when so many of our allies are? »³⁹⁸. John McKay en fait de même et juge que:

The government is not supporting the UN mandated mission, which is quite a robust mission. Hence, the contradiction in the government's position that it is supporting the French but, for whatever reason, not the UN. The consequence of that is that when the French leave, when they decide their mission is over, our mission is over. Therefore, the African troops are left on their own without any support from Canada³⁹⁹.

Le PLC considère que Harper a tourné le dos à l'Afrique et l'approche politique du PCC à l'égard de la crise malienne le confirme⁴⁰⁰. Les libéraux auraient souhaité que le Canada s'implique davantage dans la mission mandatée par l'ONU et qu'il soit un acteur clé dans la région africaine⁴⁰¹. Les déclarations et prises de position des députés libéraux nous ont d'ores et déjà renseigné sur leurs préférences idéologiques dominantes en maintien de la paix et du type d'engagement qu'ils privilégieraient une fois au pouvoir envers les missions onusiennes et le multilatéralisme.

Élu depuis octobre 2015, le premier ministre libéral a attendu jusqu'en août 2018 pour déployer un contingent militaire et des aéronefs au Mali, qu'il retire un an après. Le nombre de militaires envoyé était largement inférieur à l'effectif promis pendant la période pré et post-électorale. Bien vrai que le désir de réengager le Canada dans les missions de paix onusiennes était une promesse de campagne de la part de Trudeau, la question d'intervenir au Mali à travers la MINUSMA n'a pas

³⁹⁷ Ibid

³⁹⁸ Dion, S. (2013, 5 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #204, 41^{ème} Parlement, 1^{ère} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2013/2/5/stephane-dion-1/>.

³⁹⁹ McKay, J. (2013, 5 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #204, 41^{ème} Parlement, 1^{ère} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2013/2/5/john-mckay-7/>.

⁴⁰⁰ Leblanc, D. (2013, 5 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #204, 41^{ème} Parlement, 1^{ère} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2013/2/5/dominic-leblanc-2/>.

⁴⁰¹ Ibid.

été soulevée par ce dernier. Pourtant, en février 2016, le nouveau premier ministre a invité le Secrétaire général de l'ONU Ban ki-Moon à une visite officielle au Canada⁴⁰². Cette invitation s'est faite dans l'optique de réaffirmer l'engagement du Canada à l'égard de l'Organisation, à la diplomatie multilatérale et de ses grands dossiers mondiaux tels que le changement climatique et les financements qui lui sont alloués, la guerre contre le terrorisme, la crise des réfugiés syriens, irakiens et des autres régions du Levant⁴⁰³. À la veille de cette rencontre, Trudeau réaffirme sa volonté de retourner à la tradition canadienne d'investir les missions de paix onusiennes :

Si nous voulons bâtir un monde plus pacifique et prospère, un monde où notre diversité est une force, il est essentiel que l'Organisation des Nations Unies soit solide. Le Canada est fier du rôle qu'il a joué dans les réussites de l'ONU, notamment en ce qui a trait à la protection des droits de la personne et au maintien de la paix. Je veux redonner au Canada sa voix ainsi que rétablir son leadership au sein de l'ONU⁴⁰⁴

À l'issue de la rencontre avec le Secrétaire Général de l'ONU, en conférence de presse Trudeau déclare :

J'ai réitéré l'engagement de notre gouvernement à renforcer la capacité de l'ONU à maintenir la paix et la sécurité internationales, y compris en offrant un plus grand soutien pour les opérations de paix et en contribuant davantage à la médiation, à la prévention des conflits et aux efforts de reconstruction après-conflit⁴⁰⁵

Le rétablissement du leadership canadien au sein de l'ONU ne se limite pas à la participation militaire aux missions de paix; le financement de celles-ci, les questions de développement, d'égalité de genres, de la sécurité humaine et de l'environnement sont aussi des enjeux à prendre en considération selon le premier ministre⁴⁰⁶. Mais il ne fournit pas plus de précisions sur le nouvel engagement du Canada envers le multilatéralisme et les opérations de paix onusiennes alors que la

⁴⁰² La Presse Canadienne. (2016, 10 février). Justin Trudeau reçoit Ban Ki-moon à Ottawa jeudi. *Journal métro*. Récupéré de <https://journalmetro.com/actualites/national/915598/justin-trudeau-recoit-ban-ki-moon-a-ottawa-jeudi/>.

⁴⁰³ Canada, Ottawa. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2016, 5 février). *Le premier ministre sera l'hôte d'une rencontre avec le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon*. [Communiqué]. Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2016/02/05/premier-ministre-sera-lhote-dune-rencontre-secretaire-general-des>.

⁴⁰⁴ Ibid.

⁴⁰⁵ Canada, Ottawa. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2016, 11 février). *Le PM et le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon tiennent une conférence de presse*. [Communiqué]. Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/videos/2016/02/11/pm-et-secretaire-general-des-nations-unies-ban-ki-moon-tiennent-conference-de>

⁴⁰⁶ Ibid.

promesse de se réinvestir dans le multilatéralisme onusien occupe une place importante dans la plateforme électorale de Trudeau.

Plusieurs mois se sont écoulés après la visite du SG de l'ONU, mais le chef libéral tarde toujours à expliquer de façon convaincante la stratégie de réengagement du Canada dans la diplomatie onusienne. Au mois de juillet 2016, le ministre de la Défense, annonce que freiner la menace islamiste en Afrique fait partie des préoccupations majeures de son gouvernement, qui est encore en réflexion concernant les endroits les plus appropriés pour déployer des soldats sous l'égide des Nations unies et y faire une différence⁴⁰⁷. Alors que la rumeur court que « Le Mali était assurément sur l'écran radar », le ministre laisse sous-entendre que la prochaine mission du Canada à l'ONU ne se fera pas loin du continent africain⁴⁰⁸. Il affirme que la progression du groupe État islamique au Moyen-Orient et en Afrique est un des éléments justificatifs du Canada dans sa décision d'envoyer des soldats sur les futures interventions de maintien de la paix⁴⁰⁹.

Dans la foulée d'élaborer et de mettre en œuvre une bonne stratégie de réengagement du Canada à l'ONU, en août 2016, le ministre Sajjan effectue une visite officielle dans cinq pays africains, au cours de laquelle il rencontre des représentants de l'ONU, de l'Union Africaine et d'ONG, dans l'objectif de comprendre la nature des conflits et de recueillir les informations essentielles qui aideront à trouver une mission de paix adéquate à rejoindre⁴¹⁰. De cette visite en découle l'engagement de Trudeau d'envoyer 150 policiers et 600 membres des FAC dans les prochaines missions de l'ONU et aussi un financement de 450 millions de dollars sur une période de trois ans dans le cadre du Programme des opérations de paix et de stabilisation⁴¹¹. Il maintient sa préférence pour le multilatéralisme onusien, et commence à présenter une vision de sa stratégie de « retour » des casques bleus canadiens à l'ONU.

⁴⁰⁷ Blanchfield, M. (2016, 13 juillet). Casques bleus : Le Canada réfléchit à l'Afrique. *La Presse Canadienne*. Récupéré de <https://journalmetro.com/actualites/national/993129/casques-bleus-le-canada-reflechit-a-lafrique/>

⁴⁰⁸ Ibid.

⁴⁰⁹ Ibid.

⁴¹⁰ Canada. Gouvernement du Canada, Défense Nationale. (2016, 16 août). *Minister Sajjan Concludes Fact-Finding Week in Africa*. Récupéré de <https://www.canada.ca/en/departement-national-defence/news/2016/08/minister-sajjan-concludes-fact-finding-week-in-africa.html>.

⁴¹¹ Ibid.

Mais trois mois se sont écoulés après son annonce d'avoir mis à la disposition de l'ONU 600 soldats, le chef des libéraux n'a pas donné de date exacte concernant le déploiement des FAC et des aéronefs, encore moins l'endroit précis où les militaires et les avions seront affectés⁴¹². En septembre 2016, bien qu'une équipe de reconnaissance composée des membres de la Défense nationale, des représentants d'Affaires mondiales Canada et de la GRC ont été mandatés pour examiner de plus près la MINUSMA et que l'ONU a démontré son désir de voir des casques bleus canadiens au Mali ⁴¹³, Trudeau ne renseigne pas sur le lieu auquel ils seront mandatés. Le ministre de la Défense justifie ce retard d'envoi de soldats par le fait que son gouvernement ne veut pas prendre une décision à la hâte et souhaite faire une différence là où il déploiera les troupes canadiennes ⁴¹⁴. À cet effet, il déclare: « We [the liberal government] need to go into this eyes wide open. So based on that, I have not set a deadline as I want to make sure that we do all the necessary work, so that we can have the meaningful impact »⁴¹⁵. Dès lors, s'ensuivent des réunions et des conférences internationales afin de déterminer le type d'appui et de mission de paix auxquels le Canada peut s'impliquer.

Toujours dans l'optique de recherche d'une opération de maintien de paix « adéquate », en novembre 2017, le Canada accueille la Conférence ministérielle de l'ONU sur le maintien de la paix réunissant 550 délégations provenant de 79 pays et des organisations internationales⁴¹⁶. La conférence est l'occasion pour les États membres des Nations Unies de répondre financièrement et matériellement aux engagements qu'ils ont promis envers le maintien de la paix⁴¹⁷. Les liens historiques du Canada et de l'ONU y ont été également évoqués, de même que le changement de

⁴¹² RFI. (2016, 7 novembre). Mali: visite à Bamako du ministre canadien de la Défense Récupéré de <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20161107-mali-visite-bamako-ministre-canadien-defense-harjit-sajjan>

⁴¹³ Berthiaume, L. (2016, 1 novembre). Defence minister to visit Mali as Liberals debate where to send peacekeepers. *The Canadian Press*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/harjit-sajjan-to-visit-mali-as-liberals-debate-where-to-send-peacekeepers/article32628644/>.

⁴¹⁴ Parent, S. (2016, 2 novembre). Deuxième voyage en Afrique du ministre de la Défense dans le cadre des opérations de paix du Canada. *Radio Canada International*. Récupéré de <https://www.rcinet.ca/fr/2016/11/02/deuxieme-voyage-en-afrique-du-ministre-de-la-defense-dans-le-cadre-des-operations-de-paix-du-canada/>

⁴¹⁵ Berthiaume, L. (2016, 1 novembre). Defence minister to visit Mali as Liberals debate where to send peacekeepers. *The Canadian Press*. Récupéré de <https://www.proquest.com/docview/1835859535?accountid=14719>

⁴¹⁶ Organisation des Nations-Unies, Maintien de la paix (2017, 13 et 14 novembre). *Conférence Ministérielle De l'ONU Sur Le Maintien De La Paix*, Vancouver (Canada). Récupéré de <https://peacekeeping.un.org/fr/node/8070>.

⁴¹⁷ Organisation des Nations-Unies. (2017, 14 novembre). A Vancouver, une conférence de ministres de la défense pour appuyer et améliorer les opérations de maintien de la paix. *ONU Info : L'actualité mondiale Un regard humain*. Récupéré de <https://news.un.org/fr/story/2017/11/367652-vancouver-une-conference-de-ministres-de-la-defense-pour-appuyer-et-ameliorer>.

nature des opérations de paix et son évolution, le réengagement canadien aux Nations Unies, la MINUSMA, la prévention et la résolution des conflits, la formation des casques bleus, l'égalité des genres et les enfants soldats⁴¹⁸. C'est aussi une grande opportunité pour relancer la diplomatie canadienne à l'ONU et pour Trudeau, de renouer avec la tradition internationaliste libérale et en même temps de respecter ses promesses électorales car le Canada est considéré comme l'un des « pères » du concept contemporain de maintien de la paix de l'ONU⁴¹⁹. Toutefois pendant et à la fin de la conférence ministérielle, le premier ministre manque encore l'occasion cruciale d'annoncer les futures contributions canadiennes aux opérations de paix onusiennes et les types de mission auxquels le Canada pourrait prendre part ou même piloter. Malgré les demandes de soutien de l'ONU à la MINUSMA, Trudeau ne prend aucune décision concernant celle-ci. Ainsi ce réengagement canadien à l'ONU qui a été au cœur de la campagne électorale de Trudeau lors des élections fédérales de 2015 est uniquement théorique après plus de 24 mois de gouvernance.

Le 19 mars 2018, en réponse à la demande directe de l'ONU et de ses alliés tels que la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, à la Chambre des communes, le premier ministre Trudeau annonce que le Canada déploiera dans les prochains jours des hélicoptères de soutien et de logistique au Mali⁴²⁰. Pratiquement, ce n'est qu'en août 2018, que le gouvernement Trudeau lance officiellement l'Opération PRÉSENCE⁴²¹, en soutien à la MINUSMA, de même qu'un comité qui va étudier la participation canadienne dans la diplomatie onusienne. L'Opération PRÉSENCE est le résultat de la nouvelle approche politique canadienne en matière d'engagements intelligents pour les opérations de paix. Alors que le premier ministre avait promis 600 soldats et 150 policiers aux missions onusiennes, uniquement 250 — qu'il retira un an plus tard — sont déployés dans le cadre de l'Opération PRÉSENCE avec un détachement aérien composé de deux hélicoptères CH147

⁴¹⁸ Canada. Défense nationale et Forces armées Canadiennes (Vancouver, 2017). ONU Maintien de la paix Réunion des ministres de la défense sur le maintien de la paix des Nations Unies. Récupéré de <https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/documents/reports/2018/unpkdm-report-fra.pdf>.

⁴¹⁹ Organisation des Nations-Unies. (2017, 14 novembre). A Vancouver, une conférence de ministres de la défense pour appuyer et améliorer les opérations de maintien de la paix. ONU Info : L'actualité mondiale Un regard humain. Récupéré de <https://news.un.org/fr/story/2017/11/367652-vancouver-une-conference-de-ministres-de-la-defense-pour-appuyer-et-ameliorer>

⁴²⁰ Trudeau, J. (2018, 19 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/justin-trudeau-1/>.

⁴²¹ L'opération présence n'est pas le seul engagement du Canada à l'ONU. Le Canada envoie aussi un personnel militaire en soutien à l'Opération CROCODILE au Congo, à l'Opération SNOWGOOSE à Chypre, à l'Opération Calumet en Égypte dans la péninsule du Sinaï, à l'Opération JADE en Israël, à l'Opération KOBOLD au Kosovo et à l'Opération SOPRANO dans le Sud-Soudan.

Chinook, de quatre hélicoptères CH146 à Gao et un avion de transport CC-130J Hercules à Dakar⁴²². Comment expliquer cet écart ?

La réalité est que le nouveau gouvernement libéral ne veut pas engager ses troupes militaires dans une mission trop dangereuse impliquant des rôles de combats directs pour les FAC⁴²³. Toutefois, la promesse de Trudeau de rétablir le Canada en tant que nation de maintien de la paix ne s'est jamais concrétisée à cause de plusieurs facteurs tels que l'élection de Trump et les coûts électoraux.

Dans cette section suivante, nous allons essayer de démontrer que c'est la valorisation de l'alliance avec les États-Unis dans un contexte où Trump est au pouvoir, qui a freiné le retour du Canada dans les opérations de paix onusiennes.

4.3 Trudeau et le rôle d'allié fidèle

Arrivé en mi-chemin de son premier mandat, Trudeau a du mal à mettre en œuvre sa stratégie de réengagement dans les opérations de maintien de paix onusiennes et à relancer la diplomatie canadienne à l'ONU⁴²⁴. La présence des troupes canadiennes au Mali a duré un an et sa promesse d'affréter un effectif de 600 militaires et 150 policiers à l'ONU n'est pas encore respectée.

Le recul de Trudeau face à la MINUSMA peut s'expliquer par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Même avant son élection en novembre 2016, Trump a été très critique à l'endroit de son principal voisin et allié le Canada et de ses valeurs libérales⁴²⁵. Cette section va démontrer que la venue au pouvoir de Trump a occasionné la réorientation de la politique étrangère du chef du PLC malgré son idéologie internationaliste libérale et sa volonté de jouer un rôle actif et constructif dans le maintien de la paix et de la stabilité de l'ordre international. Pour ce faire, trois décisions majeures qui ont eu un impact sur la mise en œuvre de la politique étrangère de Trudeau y seront discutées.

Premièrement, une dizaine de jours avant l'investiture de l'administration Trump, le premier ministre Trudeau a effectué des remaniements au sein de son cabinet car l'attitude de Trump était

⁴²² Canada. Sécurité Nationale et Défense Nationale. *Opération PRÉSENCE*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/op-presence.html>.

⁴²³ Young, G. (2019). Political decision-making and the decline of canadian peacekeeping. *Canadian Foreign Policy Journal*, 25(2), p. 165. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1543713>

⁴²⁴ Donais, T. (2018). Is Canada really back? Commitment, credibility, and the changing face of peacekeeping. *The Canadian Journal of Peace and Conflict Studies*, 50(2), p.89.

⁴²⁵ Margolin, E. (2016, 9 septembre). "Make America Great Again"—Who Said It First? *NBC News*. Récupéré de <https://www.nbcnews.com/politics/2016-election/make-america-great-again-who-said-it-first-n645716>.

prévisible pour le chef libéral⁴²⁶. Le chef libéral a nommé Chrystia Freeland — ancienne éditrice de Reuters et du *Financial Times* à New York disposant d'un grand réseau de contacts aux États-Unis — en remplacement à Stéphane Dion au ministère des Affaires étrangères⁴²⁷. Au-delà de son réseau de contacts, la ministre Freeland véhicule pour certains politologues des idées pro-américaines et antirusse⁴²⁸ et est jugée plus apte à négocier avec l'administration Trump⁴²⁹. Avec la nomination de Freeland, commence la réorientation du programme de politique étrangère de Trudeau, la nouvelle ministre des Affaires étrangères semble moins préoccupée par les opérations de maintien de paix de l'ONU, contrairement à son prédécesseur qui est décrit comme « un partisan du maintien de la paix »⁴³⁰.

Deuxièmement, dès sa prise de fonction, le nouveau président américain n'a pas tardé à remettre en cause l'alliance canado-américaine en s'attaquant à des éléments clés de la politique étrangère de son allié que sont l'ALENA et la contribution financière du Canada à l'OTAN. Il qualifie l'OTAN d'organisation obsolète et traite les membres, dont le Canada, qui ne consacrent pas 2% de leur PIB à la défense de *free-riders*⁴³¹.

Répondant à la critique de Trump, la délégation canadienne déclare lors du sommet de l'OTAN à Bruxelles que la contribution du Canada à l'OTAN: « [...] is bigger than the numbers suggest, pointing to its commitment to send up to 455 troops to head up a multinational mission in Latvia, as part of efforts to curb Russian aggression in the Baltics, as another way to contribute »⁴³². Jens Stoltenberg secrétaire général de l'OTAN est du même avis que la délégation canadienne et

⁴²⁶ Gagnon, M.A (2017, 10 janvier). Remplacé aux Affaires étrangères par Chrystia Freeland, Stéphane Dion quitte la vie politique. *Le Journal de Québec*. Récupéré de <https://www.journaldequebec.com/2017/01/10/stephane-dion-replace-aux-affaires-etrangees-par-chrystia-freeland>

⁴²⁷ Nossal, K. R. (2018). Promises Made, Promises Kept? A mid-term Trudeau Foreign Policy Report Card. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir.), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada Among Nations 2017*, p. 46. Coll. « Palgrave Macmillan ».

⁴²⁸ Coulon, J. (2018). Où donc le Canada est-il de retour dans le monde? *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(2), p. 242. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1478319>

⁴²⁹ Nossal, K. R. (2018). Promises Made, Promises Kept? A mid-term Trudeau Foreign Policy Report Card. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir.), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada Among Nations 2017*, p. 46. Coll. « Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_3

⁴³⁰ Dorn, W. (2021). Canada and UN Peace Operations: Re-engaging Slowly but Not so Surely. Dans Murray, R. et Gecelovsky P. (dir.), *The Palgrave Handbook of Canada in International Affairs*, p. 189. Coll. « Palgrave Macmillan »

⁴³¹ Gordon, M. R et Chokshi, N. (2017, 15 janvier). Trump Criticizes NATO and Hopes for “Good Deals” With Russia. *The New York Times*. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2017/01/15/world/europe/donald-trump-nato.html>.

⁴³² Smith J. et The Canadian Press. (2017, 25 Mai). Canada will continue to share intel with allies, says Trudeau. *Macleans*. Récupéré de <https://www.macleans.ca/news/canada-will-continue-to-share-intel-with-allies-says-trudeau/>.

renchérit : « this is not just about cash, but also modern capabilities and meaningful contributions to NATO's missions, operations and engagements »⁴³³.

En effet, s'il est vrai que le Canada ne consacre pas 2% de son PIB à la défense, il fournit néanmoins un grand nombre de soldats à l'OTAN et priorise ses opérations militaires à celles de l'ONU. Le Canada a toujours été un partenaire fiable dans l'Alliance transatlantique. Depuis la fin de la guerre froide, dans toutes les interventions auxquelles le Canada a participé, il a toujours désiré la survie et la cohésion entre les membres de l'OTAN. Que cela soit la guerre du Kosovo, de l'Afghanistan ou de la Libye, nous avançons que le Canada y a est intervenu militairement parce qu'il jouait son rôle de fidèle allié et se souscrivait à la perspective de l'alignement transatlantique.

Prenons l'exemple de la guerre du Kosovo. Nous considérons qu'Ottawa y a participé à cause de la survie de l'OTAN⁴³⁴. L'alliance militaire a été créée en 1949 afin de contrer la menace soviétique⁴³⁵. De ce fait, après la chute du mur de Berlin, la menace russe semble être éradiquée en Europe et envers les pays membres de l'OTAN, ainsi pour que celle-ci survive, il fallait qu'elle démontre sa crédibilité et sa viabilité. Également l'alliance devait prouver qu'au-delà d'une menace russe, elle est capable de régler des questions militaires et la guerre kosovare était le moment crucial⁴³⁶.

Le Canada y a joué un rôle important. En plus d'offrir des troupes militaires, de la logistique et de l'aide humanitaire, il a aussi permis d'obtenir une résolution de l'ONU dans la crise kosovare⁴³⁷. Fidèle à son rôle de bon citoyen mondial et de défenseur des droits et libertés humains, le Canada devient le premier pays à réagir sur la situation des Albanais du Kosovo et propose même des sanctions économiques contre la fédération yougoslave⁴³⁸. Après plusieurs négociations et d'accords en vain, le Canada de même que les pays alliés de l'OTAN décident d'entrer en guerre

⁴³³ Ibid.

⁴³⁴ Manulak M. (2009). Canada and the Kosovo Crisis: A "Golden Moment" in Canadian Foreign Policy?, *International Journal* 64 (2), p. 579. Récupéré de <https://doi.org/10.1177/002070200906400215>

⁴³⁵ Perspective monde. (2016). Création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. *École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines*. Université de Sherbrooke, Québec, Canada. Récupéré de <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=25>.

⁴³⁶ Manulak M. (2009). Canada and the Kosovo Crisis: A "Golden Moment" in Canadian Foreign Policy?, *International Journal* 64 (2), p. 579. Récupéré de <https://doi.org/10.1177/002070200906400215>

⁴³⁷ Ibid, pp. 565-566.

⁴³⁸ Ibid, p.567.

en dépit de l'absence d'une résolution de l'ONU⁴³⁹. Le Canada évoque « *l'urgence humanitaire* », pour justifier sa participation⁴⁴⁰. En plus de la valorisation de l'alliance avec l'OTAN, l'appui de l'opinion publique nationale et des autres décideurs politiques ont également motivé le gouvernement Chrétien à participer à la campagne de bombardement aérien contre le régime de Milošević après son refus de mettre fin à la répression de son gouvernement contre les Albanais du Kosovo⁴⁴¹. Le Canada a déployé le sixième plus grand contingent aérien et a effectué 10% des frappes et sorties de la coalition de l'OTAN⁴⁴².

L'intervention canadienne en Afghanistan en est aussi une autre illustration. Au moment où certains pays membres de l'OTAN font du *free-riding* en Afghanistan notamment en retardant l'envoi de leur troupes militaires ou en envoyant le minimum de soldats, le Canada a accru sa présence dans cette région plus particulièrement dans les zones les plus dangereuses de ce pays comme Kandahar et Kaboul⁴⁴³. Cet engagement à Kandahar a changé le visage de l'armée canadienne à jamais et a aussi permis de montrer à l'international l'efficacité de la défense canadienne. La guerre afghane était la mission la plus dangereuse des FAC de la période post-guerre froide à aujourd'hui et les séquelles que cela a engendrées sont toujours présentes chez elles. Aux côtés de ses alliés transatlantiques, le Canada se classera cinquième rang des pays contributeurs de l'intervention avec l'envoi de plus de 40.000 soldats au total⁴⁴⁴.

Dans le conflit libyen, toujours sous l'égide de l'OTAN, le Canada a été le quatrième pays contributeur avec un déploiement de 650 soldats et des avions de chasse⁴⁴⁵. De plus, les troupes de l'OTAN en Libye étaient sous le commandement du lieutenant-général canadien Charles

⁴³⁹ Ibid, pp. 569-570.

⁴⁴⁰ Ibid, p. 570.

⁴⁴¹ Massie, J. (2019). Why Canada Goes to War: Explaining Support to U.S.-led Coalition Operations. *Canadian Journal of Political Science* 52(3), p. 583. <https://doi.org/10.1017/S0008423919000040>

⁴⁴² Ibid

⁴⁴³ Lagassé, P., et Sokolsky, J. J. (2009). A larger "footprint" in Ottawa: General Hillier and Canada's shifting civil-military relationship, 2005-2008. *Canadian Foreign Policy Journal*, 15(2), pp. 25-26. <https://doi.org/10.1080/11926422.2009.9673485>

⁴⁴⁴ Brewster, M. (2016). « The Strange Voyage: Stephen Harper on Defence ». Dans J. Ditchburn et G. Fox (dir.), *The Harper Factor: Assessing a Prime Minister's Policy Legacy*, p. 127. Montréal, Kingston, London, Chicago : McGill-Queen's University Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1gsmw38.12>.

⁴⁴⁵ Sean, M. (2015). Hegemony in the Local Order and Accumulation in the Global : Canada and Libya. Dans D. Bratt et Ch. J. Kukucha (dir.), *Readings in Canadian Foreign Policy: Classic Debates and New Ideas*, p. 123. Oxford, University Press.

Bouchard⁴⁴⁶. Présentement le Canada envoie des soldats en Ukraine et en Lettonie et depuis 2016, il assume un rôle de nation cadre en Europe orientale⁴⁴⁷.

Tel est l'engagement historique du Canada au sein des expéditions militaires sous l'égide de l'OTAN. En somme, même si le Canada ne donne pas 2% à l'alliance, il fournit d'importantes ressources humaines et matérielles dans les opérations armées de l'OTAN et y prend aussi les devants. Ceci démontre que le Canada tient à la survie de l'alliance et se souscrit à la perspective de l'alignement transatlantique. Ainsi, l'actuel gouvernement libéral a renoué avec les objectifs traditionnels du Canada en tant qu'allié fiable au sein de l'alliance transatlantique, à s'engager et à diriger les efforts de l'OTAN, à dissuader et vaincre les adversaires comme moyen de favoriser la stabilité internationale⁴⁴⁸.

L'une des conséquences majeures de la critique des dépenses militaires du Canada, est la révision de sa politique de défense⁴⁴⁹. Dans ce nouvel énoncé de politique de défense, une section entière est destinée à l'alliance militaire canado-américaine et le Canada y réitère comment il valorise celle-ci et réaffirme son engagement à la défense continentale, incluant le NORAD⁴⁵⁰ :

Le Canada et les États-Unis partagent une relation de défense sans parallèle forgée par une géographie, des valeurs et des intérêts communs, des liens historiques profonds et nos économies fortement intégrées. Cette relation est indispensable à tous points de vue pour les intérêts en matière de défense et la prospérité économique du Canada⁴⁵¹.

Concernant l'ALENA, Trump pense qu'elle désavantage l'économie américaine et les termes de l'accord doivent être revus pour qu'ils soient plus dans l'intérêt de ses concitoyens. Selon lui,

⁴⁴⁶Radio-Canada (2016, 29 juin). 650 militaires dans l'Opération Mobile. *Radio-Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/521748/mission-canadienne-libye>.

⁴⁴⁷ Leuprecht, C., Sokolsky J. et Derow J. (2018). On the Baltic Watch : The Past, Present and Future of Canada's Commitment to NATO's Enhanced Forward Presence in Latvia. *True North in Canadian public policy*, p. 17. Récupéré de https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/20180327_MLI_LATVIA_WebF.pdf

⁴⁴⁸ Canada. Ministère de la Défense Nationale, Forces Armées canadiennes (2017). *Protection, Sécurité, Engagement : La politique de Défense du Canada*. p. 83. Récupéré de <https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/documents/reports/2018/strong-secure-engaged/rapport-politique-defense-canada.pdf>.

⁴⁴⁹ Nossal, K. R. (2018). Promises Made, Promises Kept? A mid-term Trudeau Foreign Policy Report Card. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada Among Nations 2017*, p. 47. Coll. « Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_3

⁴⁵⁰ Canada. Ministère de la Défense Nationale, Forces Armées canadiennes (2017). *Protection, Sécurité, Engagement : La politique de Défense du Canada*. p. 90. Récupéré de <https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/documents/reports/2018/strong-secure-engaged/rapport-politique-defense-canada.pdf>

⁴⁵¹ Ibid.

l'accord de libre échange est responsable de la perte de millions d'emplois au secteur manufacturier et particulièrement au secteur automobile⁴⁵². Il déclare dans son compte twitter :

I love Canada, but they've taken advantage of our Country for many years! [...] There is no political necessity to keep Canada in the new NAFTA deal. If we don't make a fair deal for the U.S. after decades of abuse, Canada will be out. Congress should not interfere with these negotiations or I will simply terminate NAFTA entirely & we will be far better off [...] ⁴⁵³.

Pour ce dossier, Trudeau n'émet toutefois pas de commentaire négatif ou de réponse directe et fait appel à Mulroney qui est considéré comme le « père de l'ALENA ». Selon le premier ministre, Mulroney est en mesure de mener les négociations avec Trump qu'il connaît depuis une vingtaine d'années et entretient des liens étroits avec lui⁴⁵⁴. L'appel de Mulroney comme médiateur semble fonctionner pour le chef du PLC car pendant des mois le Canada « était dans l'incertitude »⁴⁵⁵. Il affirme également que le nouvel accord de libre-échange AEUMC est un « grand pas en avant » et permet d'acquiescer de la stabilité, d'accéder au marché américain et va protéger les emplois de la classe sociale moyenne⁴⁵⁶. L'accent mis sur les questions commerciales (ALENA) a également rendu le maintien de la paix moins prioritaire pour Trudeau puisqu'il a été jugé moins souhaitable par les États-Unis⁴⁵⁷.

Troisièmement, en plus d'être ouvertement critique au Canada, Trump n'épargne pas aussi l'ONU et ses différentes institutions spécialisées⁴⁵⁸. En décembre 2016, avant même son assermentation, le nouveau président Américain commence à blâmer l'ONU sur les différentes plateformes numériques : « the United Nations has such great potential but right now it is just a club for people to get together, talk and have a good time. So sad! »⁴⁵⁹. En date du 25 septembre 2018 — lors de

⁴⁵² Vogt, C. et Sabourin, C. (2018, 01 octobre). Trump adore l'AEUMC après avoir brûlé l'ALENA. *Agence France-Press*. Récupéré de <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/etats-unis/2018/10/01/01-5198559-trump-adore-laeumc-apres-avoir-brule-lalena.php>.

⁴⁵³ Vomiero, J. (2018, 01 septembre). Donald Trump tweets there is 'no political necessity' for Canada to stay in NAFTA. *Global News*. Récupéré de <https://globalnews.ca/news/4422863/donald-trump-nafta-canada-twitter/>.

⁴⁵⁴ Coulon, J. (2018). Donald Trump perturbe les choses. Dans *Un selfie avec Justin Trudeau : Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p. 222. Montréal : Québec Amérique.

⁴⁵⁵ Saint-Pierre, G. (2018, 01 Octobre). AEUMC: Voici le résumé du nouvel accord de libre-échange. *Journal de Montréal*. Récupéré de <https://www.journaldemontreal.com/2018/10/01/traite-du-moindre-mal-pour-le-canada>.

⁴⁵⁶ Ibid.

⁴⁵⁷ W. Dorn. Conversation par courriel, 30 octobre 2021.

⁴⁵⁸ Le Canada n'a pas été le seul pays critiqué par Trump au sein de l'OTAN. La politique étrangère de l'Allemagne a été beaucoup critiquée par l'administration Trump notamment sur l'accueil des réfugiés.

⁴⁵⁹ CNBC. (2016, 26 décembre). *Trump criticizes the UN following Security Council resolution on Israel*. CNBC . Récupéré de <https://www.cnbc.com/2016/12/26/trump-criticizes-the-united-nations-on-twitter.html>.

la session de l'Assemblée générale de l'ONU — Trump rejette la globalisation et met en avant le patriotisme, pour lui l'Amérique doit être dirigée par les Américains et revendique le respect de la souveraineté de son pays⁴⁶⁰. Dans son discours, il souligne en outre l'inefficacité de l'ONU et de ses agences comme la Cour Pénale Internationale CPI et l'OIM et désapprouve la contribution obligatoire imposée aux États-membres⁴⁶¹. Il ajoute que désormais les États-Unis ne paieront plus de 25 % du budget des opérations de maintien de paix onusiennes et dénonce le *free-riding* que les autres pays font au sein des institutions internationales⁴⁶². « [...] Only when each of us does our part and contributes our share can we realize the UN's highest aspirations [...] »⁴⁶³, déclare t-il. Ensuite, il renchérit :

[...] the UN Human Rights Council had become a grave embarrassment to this institution, shielding egregious human rights abusers while bashing America and its many friends... no action at all was taken. So the United States took the only responsible course: We withdrew from the Human Rights Council, and we will not return until real reform is enacted⁴⁶⁴

En plus de vouloir diminuer l'enveloppe financière allouée à l'ONU, l'Administration Trump a réduit l'effectif des casques bleus américains dans les opérations de maintien de paix. En décembre 2020, on note 2 policiers américains, 3 membres de UNMED (United Nations Military Expert On Mission) et 25 officiers pour un total de 30 casques bleus américains répartis dans l'ensemble des opérations de maintien de paix onusiennes sans déploiement de troupes militaires⁴⁶⁵. Concrètement les États-Unis n'envoient plus de contingent, par contre ils continuent d'endosser les 27,89% du budget des missions de maintien de paix restant ainsi le premier pays contributeur aux Nations-Unies⁴⁶⁶. Ce contraste pourrait s'expliquer par le caractère unilatéral de la politique étrangère de

⁴⁶⁰ United Nations News. (2018, 25 septembre). US President Trump rejects globalism in speech to UN General Assembly's annual debate. *United Affairs*. Récupéré de <https://news.un.org/en/story/2018/09/1020472>.

⁴⁶¹ Ibid.

⁴⁶² Ibid.

⁴⁶³ Ibid.

⁴⁶⁴ Ibid.

⁴⁶⁵ United Nations. (2020, 31 décembre). *Contributors to UN Peacekeeping Operations by Country and Post Police, UN Military Experts on Mission, Staff Officers and Troops*. Récupéré de https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/01_summary_of_contributions_33.pdf.

⁴⁶⁶ United Nations, Nations-Unies Maintien de la paix. Comment sommes-nous financés? Récupéré de <https://peacekeeping.un.org/fr/how-we-are-funded>.

Trump qui rejette en quelque sorte le multilatéralisme et reconnaît pas la sécurité collective comme un moyen fiable de maintenir la paix globale⁴⁶⁷.

Cela montre que l'élection de Trump a eu un impact sur la politique étrangère de Trudeau notamment sur sa participation dans les opérations de la paix. Les critiques de Trump sur la contribution financière du Canada à l'OTAN, sur l'ALENA et sur le système de sécurité collective de l'ONU ont en quelque sorte freiné l'engagement canadien au sein de la MINUSMA. Ce qui fait que même si tout semblait prédire que le Canada ferait une contribution majeure à la MINUSMA ; Trudeau décida de retirer et sans même attendre le contingent roumain, les troupes et aéronefs envoyés un an plus tôt⁴⁶⁸. Nonobstant les préférences du chef du PLC envers un réengagement canadien dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU, il a reculé devant la MINUSMA. En effet, le Canada devait choisir entre s'engager avec l'OTAN en Europe ou avec l'ONU au Mali, mais sous la pression de Trump, qui ne cessait de critiquer le Canada sur ses maigres contributions au sein de l'alliance, il choisit cette dernière. De plus, la menace de Trump de mettre fin à l'ALENA et ses critiques envers l'ONU et ses différents organes ont aussi impacté l'intervention canadienne au Mali.

En définitive, le rôle de l'allié fidèle et la valorisation de l'alliance ont amené le Canada à prioriser les opérations militaires de l'alliance transatlantique au détriment de celles de la MINUSMA, rendant ainsi sa contribution au sein de cette mission modeste.

4.4 Trudeau et les potentiels coûts électoraux

En mars 2018, Trudeau annonce le déploiement d'un contingent militaire et logistique au Mali et réitère en même temps sa position pro-ONU et sa détermination de réaliser ses promesses électorales en déclarant que :

⁴⁶⁷ Perron, R. (2018, 4 novembre). La fin du multilatéralisme : une victoire de Donald Trump ? *La revue géopolitique*. Récupéré de <https://www.diploweb.com/La-fin-du-multilateralisme-une-victoire-de-Donald-Trump.html>.

⁴⁶⁸ Chair Fuhr Stephen. (2019, Mai). Canada's Role In International Peace Operations And Conflict Resolution, p.52. Report of the Standing Committee on National Defence. 42ème Parlement, 1ère session. Récupéré de http://publications.gc.ca/collections/collection_2019/parl/xc34-1/XC34-1-1-421-16-eng.pdf

[...] two years ago, during the election campaign, we committed to re-engage Canadian soldiers in UN peacekeeping missions. We know that it is something that is important to Canadians, and is important to the world, that we be helping out in the best ways we can That is why we are happy to respond to a direct request from the UN and from our allies to provide logistical and support helicopters to their mission in Mali [...] ⁴⁶⁹.

Néanmoins, la décision d'envoyer des soldats et des aéronefs ne fait pas l'unanimité. Le PCC, bien que sensible à la crise malienne, ne veut pas soutenir l'envoi des troupes canadiennes dans cette région sans évaluer les risques. Lisa Raitt, députée élue sous la bannière du PCC, fait savoir en ce sens : « I know the Prime Minister is happy that we are going to Mali, but there is a real and serious threat to our Canadian soldiers. Will those being deployed in this war zone be allowed to actively engage targets? » ⁴⁷⁰.

En fait, la MINUSMA, en remplacement à la MISMA par le biais de la résolution 2100, est l'une des plus dangereuses missions onusiennes. Elle est une opération de contre-terrorisme et de stabilisation ce qui fait que la nature de la mission est nouvelle pour le contingent canadien qui avait uniquement l'habitude de participer à des opérations de maintien et/ou de rétablissement de la paix. Le mandat de la mission dans la résolution 2423 de juin 2018, se résume comme suit : le soutien de la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles, plus particulièrement la restauration et l'extension de l'autorité étatique et du respect de l'État de droit sur le territoire malien ; le soutien des mesures de défense, de sécurité, de stabilisation, de réconciliation et de justice ; la protection des civils notamment contre les menaces asymétriques ; la promotion et la protection des droits humains et la fourniture d'une assistance humanitaire ⁴⁷¹. En mars 2019, le personnel de la MINUSMA sur le terrain s'élevait à 13 137 militaires et 1 734 policiers ce qui fait qu'elle est considérée comme la troisième plus grande des quatorze missions de l'ONU dans le monde ⁴⁷². En plus d'être l'une des plus dangereuses, elle est l'opération la plus meurtrière puisque, depuis sa

⁴⁶⁹ Trudeau, J. (2018, 19 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/justin-trudeau-1/>

⁴⁷⁰ Raitt, L. (2018, 19 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/justin-trudeau-1/>.

⁴⁷¹ ONU, Organisation des Nations-Unies. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali : Appui au processus politique et aide à la stabilisation du Mali. Récupéré de <https://minusma.unmissions.org/à-propos> **Error! Hyperlink reference not valid.**

⁴⁷² ONU, Organisation des Nations-Unies. (2020, octobre). Casques bleus de la MINUSMA- Force et Police. Récupéré de <https://minusma.unmissions.org/effectifs>.

mise en place en avril 2013, plus de 230 membres du personnel onusien ont perdu la vie dont 130 dans des actes hostiles⁴⁷³.

Bien que le désir de réengager le Canada dans les missions de paix onusiennes et de respecter ses promesses de campagne est très présent dans la rhétorique de Trudeau, il est conscient que les risques liés à la MINUSMA ne sont pas faibles. De ce fait, le premier ministre ne veut pas impliquer les troupes militaires dans les lignes de front, ni dans des combats directs c'est pourquoi il a opté pour le de déploiement d'une force opérationnelle aérienne⁴⁷⁴. Lors de son allocution à la Chambre des communes concernant le déploiement des FAC au Mali et les risques de la mission, Trudeau affirme : [...] the safety of our men and women in uniform remains our top priority in every operation. We always take all necessary steps to mitigate as much as possible the operational risks that members of the Canadian Armed Forces might face[...]⁴⁷⁵

De plus, il ne compte pas envoyer les FAC au Mali sans l'accord des élus de la Chambre des communes — même s'il détient le pouvoir de déployer les FAC sans l'approbation du Parlement. D'autant plus que, les risques liés à la MINUSMA et son éventuel échec ont fait l'objet d'une couverture médiatique assez importante⁴⁷⁶.

Le PCC accuse le chef du PLC de vouloir envoyer les FAC dans une « pseudo-mission de paix »⁴⁷⁷. Pierre Paul-Hus, député du PCC, affirme que : « Le premier ministre a décidé d'envoyer nos militaires au Mali pour maintenir une paix qui n'existe pas. [...] Il a démontré au Canada que, pour lui, la sécurité n'est pas vraiment importante. Actuellement, il s'apprête à déployer nos troupes au Mali, qui est en guerre »⁴⁷⁸. Les députés conservateurs ont très rapidement propagé l'idée de la dangerosité de la mission. Pour Erin O'Toole, la MINUSMA n'est pas une opération de maintien

⁴⁷³24 Heures Monde. « Mali :Trois Casques bleus ivoiriens tués par des djihadistes ». Récupéré de <https://www.24heures.ch/trois-casques-bleus-tues-par-des-djihadistes-425259587642>.

⁴⁷⁴ Berthiaume, L. (2018, 2 février). Canada's peacekeeping contribution reaches new low despite Trudeau's promises. *The Canadian Press*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/canadas-peacekeeping-contribution-reaches-new-low-despite-trudeaus-promises/article37838538/>

⁴⁷⁵ Trudeau, Justin (2018, 19 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/justin-trudeau-1/>.

⁴⁷⁶ Young, G. (2019). Political decision-making and the decline of Canadian peacekeeping. *Canadian Foreign Policy Journal*, 25(2), p. 165. DOI: 10.1080/11926422.2018.1543713

⁴⁷⁷ Paul-Hus, P. (2018, 19 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/justin-trudeau-1/>.

⁴⁷⁸ Ibid.

de la paix, elle est une zone de guerre sans règles d'engagements⁴⁷⁹. Elle met en danger les casques bleus canadiens⁴⁸⁰. Pour les députés conservateurs, Trudeau veut intervenir au Mali pour ses aspirations politiques personnelles et non pas pour l'intérêt national canadien⁴⁸¹.

Contrairement aux conservateurs, les néo-démocrates appuient l'intervention et souhaitent voir une contribution canadienne considérable au Mali. Randall Garrison note par exemple :

[...] the New Democrats welcome a recommitment to peacekeeping internationally. Even if the promise doesn't seem to be exactly what it was before, we believe there's a role for Canada in supporting efforts for peace and stability in Mali, and we hope there will be an agreement among the parties for further debate in the House [...]⁴⁸²

Le soutien du NPD sur l'enjeu d'une intervention militaire au Mali, n'empêche pas les néo-démocrates de fustiger le premier ministre Trudeau qui n'a pas encore respecté ses promesses campagnes par rapport au réengagement du Canada à l'ONU et déplorent en même temps la baisse continue des troupes canadiennes dans les opérations de paix onusienne⁴⁸³. En ce sens, le député du NPD, Guy Carron interroge le gouvernement libéral sur l'écart entre leur rhétorique et leur réalisation politique en matière de réengagement :

The government made, and repeated, grand promises that Canada would return to UN peacekeeping, but we would not know it from our current contributions. At the end of last month, Canada had just under 40 troops and police officers on UN missions, a record low in the history of Canadian peacekeeping. Today's announcement likely falls short of meeting the peacekeeping commitments the government made. When will the government reveal exactly how it intends to fulfill the promises it made over two and a half years ago?⁴⁸⁴

Cependant, un consensus entre les principaux élus est loin d'être trouvé. Le PLC bien que majoritaire et bénéficiant de l'appui du NPD, désireait avoir le soutien total du Parlement en ce qui a trait à l'intervention canadienne au Mali. Ce soutien, et en particulier celui du PCC qui est le

⁴⁷⁹ O'Toole, E. (2018, 19 Mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/erin-otoole-1/>.

⁴⁸⁰ Bezan J. (2018, 20 mars) Chambre des Communes du Canada, Hansard #272 42ème Parlement, 1ère Session.. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/20/james-bezan-2/>

⁴⁸¹ ibid.

⁴⁸² Garrison, R. (2018, 20 mars). Comité Nationale de la défense, Réunion #86 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/national-defence/42-1/86/randall-garrison-1/?page=2>.

⁴⁸³ Caron, G. (2018, 19 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/justin-trudeau-1/>.

⁴⁸⁴ Ibid.

premier groupe de l'opposition officielle, permettrait d'éviter d'un côté des sanctions électorales vu la dangerosité de la situation du Mali⁴⁸⁵ et d'un autre côté de les partager si toutefois elles risqueraient d'en avoir en cas d'échec de la mission⁴⁸⁶. Elles pourront l'être beaucoup plus au Québec où la majorité des électeurs québécois sont d'habitude réticents à la guerre contrairement aux albertains⁴⁸⁷. Également, le mutisme du Bloc Québécois sur cette intervention ne rendait pas les choses faciles pour le gouvernement libéral.

Mais Trudeau n'a pas réussi le « pari » que Harper avait fait sous sa gouverne. Ce pari consiste à mettre en avant son agenda idéologique internationaliste libéral et respecter ses promesses de campagne en participant à la MINUSMA comme l'avait fait Harper bien qu'étant minoritaire a réussi à renforcer et à maintenir les troupes canadiennes en Afghanistan pendant des années sans avoir de grandes restrictions parlementaires⁴⁸⁸.

Les préoccupations et désaccords entre les élus parlementaires sur la crise malienne ont eu un impact sur l'opinion publique nationale. Dans la sous-section suivante, nous allons parler du soutien de la population concernant l'intervention canadienne au Mali.

Le premier ministre ne se limite pas à la recherche d'un soutien des élus. En effet, après son annonce de déployer 600 soldats et 150 policiers en octobre 2016 dans les missions onusiennes, 70% de l'opinion publique nationale — au-delà de la base électorale libérale — étaient favorables à cette initiative et sont fiers de la réputation internationale canadienne dans l'imagerie du maintien de la paix de l'ONU⁴⁸⁹. Mais en juillet 2018, après avoir expliqué la mouture de l'intervention au Mali, l'opinion publique est divisée entre une fière histoire de participation dans les opérations de

⁴⁸⁵ Clark, C. (2016, 14 décembre). A Canadian peacekeeping mission in Mali could be most dangerous choice. *The Globe and Mail*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/a-canadian-peacekeeping-mission-in-mali-could-be-most-dangerous-choice/article31892156/>

⁴⁸⁶ Massie, J. (2010). United West, divided Canada? Transatlantic (dis)unity and Canada's Atlanticist strategic culture. *Journal of Transatlantic Studies* 8(2), p. 12. <https://doi.org/10.1080/14794011003760236>

⁴⁸⁷ *ibid.*

⁴⁸⁸ Auerswald, D. et Saideman, S. (2014). Single-Party Parliamentary Governments: The British and Canadians. Dans *NATO in Afghanistan: Fighting Together, Fighting Alone* pp. 134–135. Princeton University Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt4cgbc2.10>

⁴⁸⁹ Angus Reid Institute. « Majority support involvement in Mali, though politics a factor ». *Mali Peacekeeping: Politics divides Canadian support for mission, but majority say Canada should help*. Récupéré de <https://angusreid.org/mali-mission-peacekeeping/>.

maintien de la paix et les réalités de l'engagement au Mali, une zone de guerre à risque⁴⁹⁰. La majeure partie de cette fragmentation de l'opinion publique sur cette question repose toutefois sur la hiérarchisation des priorités. Si les 70% de la population canadienne saluent les efforts nationaux de maintien de la paix, ils affirment toutefois que la principale priorité internationale du pays n'est pas la présence militaire sur la scène mondiale (10 %), ni l'aide humanitaire (25 %), mais le fait de se concentrer sur les liens commerciaux avec les partenaires étrangers (65 %) ⁴⁹¹.

Pourtant même si l'opinion publique nationale ne prend pas avec enthousiasme la contribution canadienne au Mali, Trudeau décide quand même d'y envoyer un contingent militaire. Pour certains ceci est dû aux intérêts économiques et miniers du Canada au Mali. Depuis 2000, le Canada a fourni plus de 1,6 milliard de dollars en aide internationale au Mali y compris 139,93 millions de dollars de 2018 à 2019⁴⁹², plaçant ce dernier au rang de quatrième pays ayant reçu le plus d'aide du gouvernement canadien⁴⁹³. Au-delà des relations diplomatiques existent entre les deux pays, ils sont aussi des partenaires commerciaux et d'investissement⁴⁹⁴. Le Canada a des actifs miniers au Mali et est le plus important pays source d'investissements privés dans le secteur minier malien⁴⁹⁵. Les investissements des entreprises canadiennes étaient de 1,52 milliards de dollars en 2016 et sont responsables de 60 % de l'exploitation de l'or au Mali⁴⁹⁶. Cela dit, derrière l'hypothèse de la volonté de réengagement dans les opérations de paix pourrait se cacher des explications à caractère impérialiste et néolibéral comme la volonté d'affirmer *the entrepreneurial canadian*⁴⁹⁷ et ainsi servir des entreprises minières comme *Teranga Gold Corporation (TGV)* ou *B2Gold Mali* par

⁴⁹⁰ Angus Reid Institute. « Peacekeeping is esteemed, but many say Mali is not Canada's problem ». *Mali Peacekeeping: Politics divides Canadian support for mission, but majority say Canada should help*. Récupéré de <https://angusreid.org/mali-mission-peacekeeping/>.

⁴⁹¹ Angus Reid Institute. (2018, 24 juillet). Trade negotiations take higher priority for Canadians in foreign affairs over humanitarian, military aid. *Mali Peacekeeping: Politics divides Canadian support for mission, but majority say Canada should help*. Récupéré de <https://angusreid.org/mali-mission-peacekeeping/>.

⁴⁹² Canada, Gouvernement du Canada. (2020, 24 septembre). L'engagement du Canada au Mali. Récupéré de [https://www.international.gc.ca/country-pays/mali/relations.aspx?lang=fra](https://www.international.gc.ca/country-pays/mali/rerelations.aspx?lang=fra)

⁴⁹³ Canada, Affaires Mondiales Canada. Répartition Géographique de l'Aide Internationale du Canada inclut l'aide bilatérale et l'aide multilatérale estimée, p.5. *Rapport Statistiques sur l'Aide Internationale. Exercices 2017-2018*. Récupéré de <https://www.international.gc.ca/gac-amc/assets/pdfs/publications/sria-rsai-2017-18-fr.pdf>

⁴⁹⁴ Chair Fuhr Stephen. (2019, Mai). Canada's Role In International Peace Operations And Conflict Resolution, p.47. Report of the Standing Committee on National Defence. 42ème Parlement, 1ère session. Récupéré de http://publications.gc.ca/collections/collection_2019/parl/xc34-1/XC34-1-1-421-16-eng.pdf.

⁴⁹⁵ Ibid.

⁴⁹⁶ Ibid.

⁴⁹⁷ Expression empruntée à Sean McMahon dans son article «Hegemony in the Local Order and Accumulation in the Global: Canada and Libya». In *Readings in Canadian Foreign Policy: Classic Debates and New Ideas* edited by Duane Bratt and Christopher J. Kukucha, 3rd ed, Oxford University Press, 2015, pp-122-136.

exemple ⁴⁹⁸. Pour Walter Dorn, le Canada, en plus d'être l'un des plus grands donateurs du Mali, a subi de la pression de la part de ses alliés européens tels que l'Allemagne et les Pays-Bas pour prendre part à la MINUSMA⁴⁹⁹.

De ce point de vue, le Canada a tout intérêt à soutenir les efforts de paix et de stabilisation du Mali malgré que l'opinion publique nationale ne perçoit pas de la même manière le rôle que le Canada devrait y jouer. Premièrement, nous considérons que les Canadiens sont opposés à la participation de leur pays dans la guerre malienne à cause des récits tragiques et des pertes en vies humaines des soldats de la paix, en dépit du fait que prendre part aux missions de paix de l'ONU est devenu un élément fondamental de la culture stratégique du Canada. Comme expliqué ci-dessus, la MINUSMA est l'une des opérations les plus meurtrières de l'ONU, sa tragique médiatisation et la position des élus sur le déploiement des casques bleus canadiens au Mali font que l'opinion publique est réticente face à la mission. Par conséquent, 41% des Canadiens sont opposés à la décision du premier ministre d'envoyer 250 militaires dans la mission de stabilisation au Mali⁵⁰⁰. Dans l'ensemble des 41% opposés à un déploiement de contingent militaire, 59% d'entre eux — qui sont des anciens électeurs du PCC — jugent que la mission est trop risquée et que le Canada devrait décliner l'invitation de l'ONU à y participer⁵⁰¹.

Coulon analyse le changement de posture de Trudeau au Mali par trois raisons qui sont politiques, financières, et sécuritaires⁵⁰². En premier lieu, la crise malienne est violente et le processus de réconciliation entre les différentes parties est difficile. La France, plus grand allié du pays depuis son implication dans la crise malienne en 2013, est à la fois aimée et détestée par la population locale et une partie de l'élite politique⁵⁰³. Le premier ministre ne veut pas que le Canada vive le même scénario de la présence française⁵⁰⁴. Ensuite, l'intervention canadienne envisagée au Mali

⁴⁹⁸ Monnier, O. (2019, 7 janvier). OR : les compagnies minières canadiennes à l'assaut de l'Afrique de l'Ouest. *Jeune Afrique*. Récupéré de <https://www.jeuneafrique.com/mag/692474/economie/or-les-compagnies-miniieres-a-lassaut-de-lafrique-de-louest/>

⁴⁹⁹ W. Dorn. Conversation par courriel, 30 octobre 2021.

⁵⁰⁰ Angus Reid Institute. (2018, 24 juillet). Trade negotiations take higher priority for Canadians in foreign affairs over humanitarian, military aid. Mali Peacekeeping: Politics divides Canadian support for mission, but majority say Canada should help. Récupéré de <https://angusreid.org/mali-mission-peacekeeping/>.

⁵⁰¹ Ibid.

⁵⁰² Coulon, J. (2018). Le difficile retour des casques bleus canadiens. Chapitre dans *Un selfie avec Justin Trudeau : Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p. 160. Montréal : Québec Amérique.

⁵⁰³ Ibid.

⁵⁰⁴ Ibid.

est coûteuse et aurait sans aucun doute des impacts sur le budget de la défense qui est déjà déficitaire⁵⁰⁵. L'envoi des militaires canadiens, y compris des réservistes, dans les expéditions militaires internationales, constitue des coûts supplémentaires pour le ministère de la Défense nationale. Dans le cadre de l'Opération PRÉSENCE au Mali, les dépenses prévues sont de 131 448\$ pour l'année budgétaire 2017-2018 et de 118 000\$ pour l'année 2018-2019, excluant les salaires des militaires⁵⁰⁶. Le budget prévu l'année 2018-2019 en cas d'éventuel déploiement militaire au Mali est le deuxième le plus important après celui accordé à l'opération Impact (guerre en Irak) 139 268\$⁵⁰⁷. Enfin la troisième raison est liée aux risques de la mission pour les FAC⁵⁰⁸. Le chef des libéraux fait tout pour éviter le spectre de l'Afghanistan car des pertes humaines dans les rangs des casques bleus canadiens pourraient entraîner des coûts pour les futures élections.

Dorn est du même avis que Coulon et pense que le manque d'engagement pour le maintien de la paix du gouvernement libéral, surtout compte tenu de la réticence des militaires, les risques liés à la MINUSMA, l'élection de Trump et les coûts électoraux expliquent le recul de Trudeau au Mali⁵⁰⁹. En fait, le premier ministre est pris entre deux positions. D'un côté il veut participer à la MINUSMA pour respecter ses engagements électoraux et satisfaire son électorat et d'un autre il ne veut pas impliquer les FAC dans un terrain de guerre dangereux⁵¹⁰. Ainsi, pour trouver un consensus, il a opté pour une mission de soutien logistique, éloignant les troupes canadiennes loin des lignes de front.

De plus, certains spécialistes à l'instar de Mahamat Annadif Saleh, chef de la MINUSMA, pense que le Canada pourrait aider autrement comme par exemple une contribution financière qu'un déploiement militaire⁵¹¹. En résumé, l'absence de consensus au sein de l'élite, combiné à un public

⁵⁰⁵ Ibid.

⁵⁰⁶ Canada, Ministère de la Défense Nationale. Coûts différentiels pour les principales opérations des Forces armées canadiennes. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/resultats-ministeriels-2017-2018-index/documents-dappui-index/couts-forces-canadiennes.html>.

⁵⁰⁷ Ibid.

⁵⁰⁸ Coulon, J. (2018). Le difficile retour des casques bleus canadiens. Chapitre dans *Un selfie avec Justin Trudeau : Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, p. 160. Montréal: Québec, Amérique.

⁵⁰⁹ W. Dorn. Conversation par courriel, 30 octobre 2021.

⁵¹⁰ Young, G. (2019). Political decision-making and the decline of Canadian peacekeeping. *Canadian Foreign Policy Journal*, 25(2), p. 165.

⁵¹¹ Saleh, M. A. (2021, 22 janvier). Le Canada et le maintien de la paix en Afrique : S'engager envers l'ONU ou renforcer les capacités des organisations régionales et sous-régionales. *(Re)penser le rôle du Canada dans le maintien de la paix*. Montréal.

mitigé sur le rôle que le Canada doit jouer au Mali et à une éventuelle sanction électorale en cas de défaite militaire, affaiblit la capacité de Justin Trudeau à mettre en œuvre ces préférences idéologiques en politique de défense internationale et ce malgré la structure centralisée du processus décisionnel.

Conclusion

Ce chapitre a démontré que le désir de réengager le Canada dans les opérations onusiennes est une des préférences idéologiques en PSIC dominante chez Trudeau. Ces dernières sont présentes dans la rhétorique de Trudeau depuis 2012 bien vrai que c'est pendant la campagne électorale, qu'il exprima une plus large volonté de renouer avec la tradition internationaliste libérale — en participant aux missions de maintien de paix — et de rétablir le leadership canadien aux Nations-Unies. Dès sa victoire au soir de l'élection fédérale de 2015, il commence à accorder davantage d'importance à la participation canadienne dans les opérations de paix de l'ONU. Quelque temps après, il lance l'opération PRÉSENCE en soutien à la MINUSMA et laisse sous-entendre la possibilité qu'un Général Canadien pourrait même prendre le commandement des casques bleus onusiens au Mali. Trudeau annonce une contribution remarquable avec la MINUSMA et prend l'engagement d'envoyer 600 soldats et 150 policiers en guise de soutien à l'ONU dans ses missions de paix en plus d'une aide financière. Jusqu'à l'écriture de ces lignes, le retour tant souhaité de Trudeau sur les missions de paix ne s'est jamais concrétisé et Trudeau a fait une participation minimaliste dans la crise malienne. La mise en œuvre des préférences de Trudeau en politique de sécurité internationale est limitée par la valorisation de l'alliance dans le contexte où Trump est élu et par les considérations électorales.

Lorsque que Trump a pris le pouvoir, le premier ministre est confronté aux pressions de son principal allié les États-Unis pour une contribution active — soit financière ou militaire — canadienne à l'OTAN. Trudeau pour combler la cotisation du Canada à l'OTAN que son voisin du sud trouve minime et éviter une éventuelle annulation de l'ALENA s'est plus engagé dans les expéditions militaires de l'alliance transatlantique au détriment de celles de la MINUSMA. De plus le contraste marqué entre la rhétorique grandiloquente de Trudeau et la contribution militaire marginale du Canada suggère que les élections fédérales d'octobre 2019 ont eu un effet contraignant

sur sa contribution à la MINUSMA, en raison de la peur accrue des pertes militaires et civiles et des dépenses élevées pour l'armée. Une grosse perte dans les rangs des casques bleus canadiens pourrait entraîner des potentiels coûts électoraux d'autant plus Trudeau n'a pas eu le soutien total du parlement, ni de l'opinion publique nationale.

Pour toutes ces raisons, le Canada ne fera pas partie des acteurs clés du processus de paix et de réconciliation nationale, renonçant ainsi à ses rôles traditionnels de promotion et de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

CONCLUSION

À la soirée de sa victoire électorale, en octobre 2015, le premier ministre Trudeau annonce : « Nous sommes de retour » et tient une rhétorique qui laisse entendre la mise en place d'un programme ambitieux en politique de sécurité internationale, surtout le réengagement du Canada au sein des opérations onusiennes. Selon le premier ministre Trudeau, il faut la mise en place de programmes politiques distincts du gouvernement Harper pour permettre au Canada de retrouver son leadership sur l'échiquier mondial. Dans la réalité, Trudeau, partisan de l'internationalisme libéral, a étrangement pris des décisions très semblables à celles de Harper, adepte du néoconservatisme, en matière de PSIC malgré des discours de rupture et une idéologie politique totalement différente de son prédécesseur. Le chef des libéraux, qui s'était opposé aux opérations de combats des FAC dans la guerre contre Daesh, une fois au pouvoir, retire les CF-18 mais envoie un plus grand contingent de soldats avec des règles d'engagements plus larges que celles de Harper. En automne 2018, il prend le commandement de la mission de formation de l'OTAN des troupes irakiennes. Pour ce qui est de la contribution canadienne à la MINUSMA, Trudeau a déployé un effectif de 50 soldats et quelques avions, tout le contraire de ce qu'il avait promis pendant les périodes pré et post électorales. Un an après le déploiement des FAC au Mali, Trudeau décida de retirer et sans même attendre le contingent roumain, les troupes et aéronefs malgré une demande formelle de l'ONU de prolonger la mission. Intrigués par les décisions particulières de Trudeau dans la coalition internationale de lutte contre Daesh et aussi au sein de la MINUSMA, nous nous sommes posés la question suivante : Comment expliquer la continuité relative entre Trudeau et Harper en matière de politique étrangère en dépit de leurs préférences idéologiques différentes ?

Pour répondre à cette question, nous avons avancé l'hypothèse que l'idéologie de Justin Trudeau a influencé l'élaboration de sa politique étrangère, mais sa mise en œuvre a été contrainte par des pressions d'alliances et des considérations électorales, limitant de ce fait l'empreinte idéologique distincte de sa politique étrangère. Cette hypothèse a été testée sur deux cas d'étude évoqués plus haut : en premier lieu sur la mission canadienne en Irak sous Trudeau, ensuite sur celle de la MINUSMA.

Dans le premier chapitre, nous nous sommes intéressés aux différentes études empiriques qui étudient l'impact de l'idéologie dans la politique étrangère canadienne sous le gouvernement de Harper (2006 à 2015) et sous celui de Trudeau (2015 à 2019). Les motivations qui poussent les deux dirigeants canadiens à faire la guerre et à choisir un certain type de contribution militaire y sont aussi étudiées. Cela a amené la conclusion selon laquelle les préférences idéologiques d'un premier ministre peuvent influencer l'élaboration de sa politique étrangère, mais que sa mise en œuvre est contrainte par un ensemble de facteurs explicatifs alternatifs.

Dans le second chapitre, nous avons élaboré le cadre théorique de la filtration idéologique développé par Lagassé, Massie et Roussel qui comblent les lacunes identifiées dans notre revue de la littérature. Nous avons lié les concepts de préférences idéologiques d'un dirigeant, l'élaboration et la mise de sa politique étrangère et les contraintes structurelles. Il en résulte que quand ils sont dans l'opposition, les futurs dirigeants expriment leurs préférences idéologiques sans filtre dans les discours et programmes électoraux. Mais une fois au pouvoir, au moment de mettre en œuvre leurs programmes de politique étrangère, les nouveaux dirigeants sont confrontés aux réalités du pouvoir que sont entre-autres les prochaines élections et la pression internationale. En d'autres termes, ils font des compromis idéologiques pour des considérations électorales et pour satisfaire les demandes et impératifs internationaux. Ce cadre théorique nous a permis d'expliquer la continuité relative dans la politique de défense internationale de Trudeau par rapport à celle de Harper. Pour les fins de ce mémoire, nous n'avons pas pu nous attarder à toutes les contraintes, donc nous nous sommes concentrés sur deux contraintes principales : les coûts électoraux et la valorisation de l'alliance.

Ainsi nous défendons la thèse que les préférences idéologiques d'un premier ministre peuvent influencer l'élaboration de sa politique étrangère, mais que leur mise en œuvre est limitée par d'autres facteurs décisionnels, tels que les contraintes posées par les alliances militaires et les calculs électoraux. De ces contraintes posées par les alliances militaires et les coûts électoraux peuvent en découler le type de contribution militaire. La théorie de la filtration a permis aussi d'identifier et de définir la variable indépendante, la variable dépendante et les variables intermédiaires. En ce qui concerne le type de contribution militaire, trois caractéristiques ont été identifiées pour bien le définir : la tâche des forces armées, le caractère de l'opération militaire (opération de combat ou de non-combat) ou la nature de la mission (offensive ou défensive) et la taille du contingent militaire envoyé.

Dans les deux derniers chapitres, nous avons développé nos deux cas d'étude à savoir la participation canadienne à la guerre contre Daesh et celle au Mali dans le cadre de la MINUSMA. Afin de démontrer l'écart entre l'idéologie internationaliste du premier ministre Trudeau avant son arrivée au pouvoir et la mise en œuvre d'une politique de défense internationale similaire à celle de Harper, la méthode de comparaison ciblée et structurée était nécessaire. À l'aide de cette méthode, nous avons fait une analyse qualitative des discours et déclarations de Trudeau quand il était dans l'opposition, pendant la campagne fédérale de 2015 et une fois premier ministre pour tous nos deux cas d'étude. La méthode de comparaison ciblée et structurée a été mise en avant dans le but d'identifier les préférences idéologiques de Trudeau et d'évaluer leur degré de mise en œuvre en politique de sécurité internationale. Cependant nous avons remarqué qu'elle n'est pas suffisante pour l'identification et l'évaluation des préférences idéologiques, c'est pourquoi nous l'avons combiné avec celle de reconstitution du processus décisionnel. Celle-ci nous a aidé à étudier tout le processus décisionnel des interventions armées de Trudeau en Irak et au Mali. Elle a aussi permis d'évaluer dans quelle mesure les préférences idéologiques de Trudeau ont eu un impact sur la participation et le type de contribution du Canada dans ces interventions militaires citées-cidessus.

L'analyse de la participation canadienne dans la coalition contre Daesh sous Trudeau a révélé que les demandes des principaux alliés du Canada notamment des États-Unis, les réponses de Trudeau à ces demandes, le souci de préserver sa crédibilité en tant qu'allié fiable, les considérations électorales ont eu un impact dans la prise de décision du premier ministre libéral. Cette décision se

traduit par la mise en place d'une nouvelle mission plus risquée nécessitant plus de soldats des FAC et requérant plus d'exigences opérationnelles après le retrait des avions de chasse canadiens en Irak et en Syrie. Nous pouvons en conclure que les préférences idéologiques en PSIC de Trudeau ont été contraintes par des pressions d'alliance, limitant de ce fait l'empreinte idéologique distincte de sa politique étrangère.

Dans le deuxième cas d'étude, nous avons remarqué que le désir de réengager le Canada dans les opérations onusiennes est une des préférences idéologiques en PSIC dominante chez Trudeau. Cependant dans la réalité, le réengagement du Canada à l'ONU ne s'est pas concrétisé à cause de la valorisation de l'alliance avec les États-Unis dans le contexte où Trump est au pouvoir et les potentiels coûts électoraux. En effet, Trudeau a été pris entre deux positions. D'une part il veut participer à la MINUSMA pour respecter ses promesses électorales et d'autre part il ne veut pas impliquer les FAC dans un terrain de guerre dangereux. Ainsi, pour trouver un consensus, il choisit une mission de soutien logistique, éloignant les troupes canadiennes loin des lignes de front.

Une différence est à noter entre les deux études de cas. Premièrement, les préférences idéologiques de Trudeau dans la guerre contre le terrorisme en général et en particulier dans la campagne de lutte contre Daesh sont identifiées dès l'annonce de Harper de prendre part à celle-ci en 2014. Avant même de gagner les élections, les déclarations et prises de position nous ont d'ores et déjà renseigné sur le type de mission militaire qui serait mené par le Canada contre Daesh sous un gouvernement libéral. À l'opposé, dans le cas de l'intervention canadienne au Mali, c'est en 2017, que cette dernière est devenue une des priorités de politique étrangère du premier ministre alors que l'instabilité au Mali a commencé en 2012. Ainsi, avant cette période, nous n'avons pas pu identifier les préférences de Trudeau et le type de mission qu'il opterait. Il ne s'est pas prononcé sur la crise malienne quand il était dans l'opposition, contrairement à la guerre contre Daesh.

En définitive, ce mémoire a essayé de démontrer dans sa globalité que les préférences idéologiques de Trudeau ont eu un impact dans l'élaboration de sa politique de sécurité internationale, mais sa mise en œuvre a été limitée par des contraintes structurelles. Raison par laquelle, une certaine continuité relative est remarquée entre la politique de défense de Trudeau par rapport à celle de Harper et ce, en dépit de leurs préférences idéologiques distinctes. Dans tous les deux cas d'étude, nous affirmons que les variables intermédiaires qui sont la valorisation de l'alliance militaire avec

les États-Unis et les coûts électoraux ont influencé la variable dépendante c'est-à-dire le type de contribution militaire offert par Trudeau dans la coalition contre Daesh et dans la MINUSMA. Le type de contribution militaire a effectivement varié dans les opérations militaires étudiées et ce, nonobstant les préférences de Trudeau envers un réengagement canadien dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU et le non-usage de la force militaire pour aider les populations locales. De ce fait, la politique de rupture annoncée par Trudeau, jusqu'à l'écriture de ses lignes dans le domaine des interventions armées est juste théorique.

De futurs travaux pourront intégrer d'autres facteurs explicatifs à notre cadre théorique pour mesurer le degré d'influence des préférences idéologiques dans la politique de sécurité internationale canadienne des dirigeants. Ce mémoire s'est limité uniquement aux préférences de Trudeau et de Harper en politique de sécurité internationale mais pas celles des autres députés et conseillers influents au sein du PLC et du PCC. Aussi nous n'avons pas développé dans notre étude le spectre idéologique des deux principaux partis politiques du Canada soient le PLC et le PCC. D'autres études pourront examiner les préférences idéologiques en politique de défense internationale de Stéphane Dion ou des autres membres influents du PLC afin de voir si elles correspondent avec celle de l'actuel chef du PLC.

Reste à savoir, avec l'arrivée de Biden à la Maison Blanche, si la dépendance du Canada envers les États-Unis pourrait diminuer et permettrait à Trudeau de mettre en œuvre une politique de sécurité internationale qui refléterait peut-être mieux ses préférences idéologiques. Cela pourrait résulter en moins de présence des FAC dans les opérations militaires des États-Unis et de l'OTAN et plus d'engagements envers les missions onusiennes. Ainsi Trudeau, au cours de son second mandat, ne serait plus obligé de choisir entre participer aux expéditionnaires militaires pilotées par les États-Unis et celles faites sous les auspices de l'ONU.

BIBLIOGRAPHIE

- 24 Heures Monde. « Mali :Trois Casques bleus ivoiriens tués par des djihadistes ». Récupéré de <https://www.24heures.ch/trois-casques-bleus-tues-par-des-djihadistes-425259587642>.
- AFP (2012, 23 mars). L'Union Africaine suspend le Mali. *Le Point International*. Récupéré de https://www.lepoint.fr/monde/l-union-africaine-suspend-le-mali-23-03-2012-1444488_24.php.
- Ahmad, M. I. (2014). Selling the War. In *The Road to Iraq: The Making of a Neoconservative War*, p. 134-164. Edinburgh: Edinburgh University Press. <http://www.jstor.org/stable/10.3366/j>.
- Allard, C. (2013, 19 avril). Justin Trudeau and the problem with 'root causes'. *The Canadian Press*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/opinion/editorials/justin-trudeau-and-the-problem-with-root-causes/article11402107/>
- Anderson, B et Coletto, D. (2015, 24 février). Canada's Mission against ISIL : What comes next ? *Abacus Data* Récupéré de https://abacusdata.ca/wp-content/uploads/2015/02/Abacus-Release-Extending-Mission-against-ISIS_Feb2015-BA.pdf.
- Anderson, B. et Coletto, D. (2014, 22 septembre). Support/Opposition : Sending Canadian jet fighters to Iraq to help American efforts to defeat isis. *Abacus Data*. Récupéré de <https://abacusdata.ca/harpers-approach-foreign-affairs-isis-threat/>.
- Angus Reid Institute. (2018, 24 juillet). Trade negotiations take higher priority for Canadians in foreign affairs over humanitarian, military aid. Mali Peacekeeping: Politics divides Canadian support for mission, but majority say Canada should help. Récupéré de <https://angusreid.org/mali-mission-peacekeeping/>.
- Angus Reid Institute. « Majority support involvement in Mali, though politics a factor». *Mali Peacekeeping: Politics divides Canadian support for mission, but majority say Canada should help*. Récupéré de <https://angusreid.org/mali-mission-peacekeeping/>.
- Angus Reid Institute. « Peacekeeping is esteemed, but many say Mali is not Canada's problem». *Mali Peacekeeping: Politics divides Canadian support for mission, but majority say Canada should help*. Récupéré de <https://angusreid.org/mali-mission-peacekeeping/>.

- Auerswald, D. et Saideman, S. (2014). Single-Party Parliamentary Governments: The British and Canadians. Dans *NATO in Afghanistan: Fighting Together, Fighting Alone* pp. 134–135. Princeton University Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt4cgbc2.10>
- Barry, D. (2010). Canada And The Middle East Today: Electoral Politics And Foreign Policy. *Arab Studies Quarterly* 32(4), p. 197. <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/41858634>.
- BBC News. (2015, 20 octobre). Canada's Justin Trudeau « we're back ». *BBC News*. Récupéré de <https://www.bbc.com/news/av/world-us-canada-34586005>.
- Bennett, A. et Checkel J. T. (2012). Process Tracing: From Philosophical Roots to Best Practices. Dans *Process Tracing in the Social Sciences: From Metaphor to Analytic Tool*, pp. 3-38. Cambridge: Cambridge University Press. doi :10.1017/CBO9781139858472.
- Berthiaume, L. (2018, 2 février). Canada's peacekeeping contribution reaches new low despite Trudeau's promises. *The Canadian Press*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/canadas-peacekeeping-contribution-reaches-new-low-despite-trudeaus-promises/article37838538>
- Berthiaume, L. (2016, 1 novembre). Defence minister to visit Mali as Liberals debate where to send peacekeepers. *The Canadian Press*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/harjit-sajjan-to-visit-mali-as-liberals-debate-where-to-send-peacekeepers/article32628644/>.
- Berthiaume, L. (2016, 9 juillet). Liberals still planning UN peacekeeping mission despite Latvia commitment. *The Canadian Press*. Récupéré de [Liberals still planning UN peacekeeping mission despite Latvia commitment](#).
- Beunaiche, N. (2014, 25 septembre). Menace des djihadistes contre la France: « C'est un aveu de faiblesse de l'État islamique ». *20minutes.fr*. Récupéré de <https://www.20minutes.fr/monde/1447443-20140922-menace-djihadistes-contre-france-aveu-faiblesse-etat-islamique>
- Bezan J. (2018, 20 mars) Chambre des Communes du Canada, Hansard #272 42ème Parlement, 1ère Session.. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/20/james-bezan-2/>
- Binzer Hobolt, S. et Klemmensen R. (2008). Government Responsiveness and Political Competition in Comparative Perspective. *Comparative Political Studies*, 41(3), pp. 309-337. Récupéré de <https://doi.org/10.1177/0010414006297169>

- Black, D. R. (2019). The Harper Government and Sub-Saharan Africa: The End of Aspiration?. Dans Peter Mckenna (dir), *Harper's world the politicization of canadian foreign policy 2006-2015*, p. 356.
- Blanchfield, M. (2017). ISIL and the Politics of Terror. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, pp.181-191. Montreal & Kingston, London, Chicago : McGill-Queen's University Press.
- Blanchfield, M. (2017). Trudeau's First Hundred Day the World. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau* pp. 192-216. Montréal & Kingston, London, Chicago : McGill-Queen's University Press.
- Blanchfield, M. (2017). Trudeau and Obama : The Elephant Twitches. Dans *Swingback : Getting along in the World with Harper and Trudeau*, pp. 217-233. Montréal & Kingston, London, Chicago: McGill-Queen's University Press.
- Blanchfield, M. (2016, 13 juillet). Casques bleus : Le Canada réfléchit à l'Afrique. *La Presse Canadienne*. Récupéré de <https://journalmetro.com/actualites/national/993129/casques-bleus-le-canada-reflechit-a-lafrique/>.
- Bloomfield, A. and Nossal, K. R. (2013). A Conservative Foreign Policy?: Canada and Australia Compared. Dans Farney J. et Rayside D. (dir.), *Conservatism in Canada*, pp. 139-164. Toronto; Buffalo; London: University of Toronto Press. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctt5hjvkc.13>.
- Boerger, A. (2007). Rendre au Canada sa puissance. La politique étrangère et de défense canadienne vue de l'Ouest. Dans F. Boily (dir.), *Stephen Harper De l'École de Calgary au Parti conservateur : les nouveaux visages du conservatisme canadien*, pp.121-145. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Boily, Boily, F. (2016). L'identité politique du Canada après l'élection du 19 octobre 2015 : de nouvelles orientations pour la politique canadienne ? *Études canadiennes*, 81, pp. 7-26. Doi : 10.4000/eccs.760.
- Boily, Frédéric. « Justin Trudeau et la résurrection du courant libéral ». Dans *De Pierre à Justin Trudeau :Portrait de famille de l'idéologie du Parti libéral du Canada (1968-2013)*, 99-132. Coll. « Prisme». Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2014.
- Boukari-Yabara, A. (2014). *Mali*. Coll. « Monde arabe/ Monde musulman ». Bruxelles : Bibliothèque royale de Belgique, p. 79.

- Bozinoff, L. (2015, 31 mars). Minority support Irak mission. *Forum Research INC*. Récupéré de [https://poll.forumresearch.com/data/Federal%20Syria%20News%20Release%20\(2015%2003%2031\)%20Forum%20Research.pdf](https://poll.forumresearch.com/data/Federal%20Syria%20News%20Release%20(2015%2003%2031)%20Forum%20Research.pdf)
- Brooks, D. (2002) Private Military Service Providers: Africa's Welcome Pariahs ». Dans L. Bachelor (dir), *Nouveaux Mondes*, 10, p. 8. Récupéré de. <http://www.hoosier84.com/02-00africaswelcomepariahs.pdf>.
- Brewster, M. (2016). « The Strange Voyage: Stephen Harper on Defence ». Dans J. Ditchburn et G. Fox (dir.) ,*The Harper Factor: Assessing a Prime Minister's Policy Legacy*, pp. 116-134. Montréal, Kingston, London, Chicago : McGill-Queen's University Press. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1gsmw38.12>.
- Brewster, M. et CBC News. (2016, 6 octobre). Canadian troops spending more time at front lines in Iraq as future of mission unclear. *CBC News*. Récupéré de www.cbc.ca/news/politics/irag-canada-troops-1.3794722
- Brown, S. (2018). All about that base ? Branding and the domestic politics of Canadian foreign aid. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(2), pp. 145-164. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1461666>.
- Buck, K. (2013, 31 janvier). Chambre des Communes du Canada, Hansard #62, 41^{ème} Parlement, 1^{ère} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/foreign-affairs/41-1/62/john-mckay-3/?page=1>.
- Buzzetti, H. (2016, 9 février). Le Canada retire ses avions de Syrie... mais gonfle ses troupes. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/politique/canada/462495/le-canada-retire-ses-avions-de-syrie-mais-gonfle-ses-troupes>
- Calvert, P. (2018). « Justin Trudeau's China Challenges ». Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada among nations 2017*, pp. 145-160. Coll.« Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_2.
- Canada, Affaires Mondiales Canada. Répartition Géographique de l'Aide Internationale du Canada inclut l'aide bilatérale et l'aide multilatérale estimée, p.5. *Rapport Statistiques sur l'Aide Internationale. Exercices 2017-2018*. Récupéré de <https://www.international.gc.ca/gac-amc/assets/pdfs/publications/sria-rsai-2017-18-fr.pdf>
- Canada. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2018, 11 juillet). [Communiqué]. *Le Canada assumera le commandement d'une nouvelle mission de formation de l'OTAN en Irak*.

- Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2018/07/11/canada-assumera-commandement-dune-nouvelle-mission-de-formation-de>
- Canada. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2018, 11 juillet). Le leadership du Canada en Irak. [Communiqué]. Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2018/07/11/leadership-du-canada-irak>.
- Canada. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2016, 16 mars). [Communiqué]. Prime Minister announces Canada's bid for a non-permanent seat on the United Nations Security Council. Récupéré de <https://pm.gc.ca/en/news/news-releases/2016/03/16/prime-minister-announces-canadas-bid-non-permanent-seat-united>.
- Canada, Ottawa. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2016, 11 février). Le PM et le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon tiennent une conférence de presse. [Communiqué]. Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/videos/2016/02/11/pm-et-secretaire-general-des-nations-unies-ban-ki-moon-tiennent-conference-de>
- Canada, Ottawa. Cabinet du premier ministre Justin Trudeau. (2016, 5 février). *Le premier ministre sera l'hôte d'une rencontre avec le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon.* [Communiqué]. Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2016/02/05/premier-ministre-sera-lhote-dune-rencontre-secretaire-general-des>.
- Canada. Cabinet du Premier ministre Justin Trudeau. (2015, 13 novembre). Le premier ministre Justin Trudeau rencontre Barack Obama, président des États-Unis. [Communiqué] Récupéré de <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/comptes-rendus/2015/11/19/premier-ministre-justin-trudeau-rencontre-barack-obama>
- Canada. Sécurité Nationale et Défense Nationale. *Opération PRÉSENCE*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/op-presence.html>.
- Canada. Défense nationale et Forces armées Canadiennes (Vancouver, 2017). ONU Maintien de la paix Réunion des ministres de la défense sur le maintien de la paix des Nations Unies. Récupéré de <https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/documents/reports/2018/unpkdm-report-fra.pdf>
- Canada, Gouvernement du Canada. (2020, 24 septembre). L'engagement du Canada au Mali. Récupéré de <https://www.international.gc.ca/country-pays/mali/rerelations.aspx?lang=fra>

- Canada. Gouvernement du Canada. La stratégie du Canada au Moyen-Orient. Récupéré de https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/mena-moan/strategy-strategie.aspx?lang=fra.
- Canada. Gouvernement du Canada, Sécurité Nationale et Défense Nationale. *Opération IMPACT*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/operation-impact.html>
- Canada. Gouvernement du Canada. John Baird (2014, 8 août). Le Canada annonce un train de mesures d'aide humanitaire en réaction à la crise qui sévit en Syrie. [Communiqué]. Gouvernement du Canada, Ministère des Affaires étrangères. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2014/08/canada-est-solidaire-allies-peuple-iraquien-leur-lutte-contre-terrorisme.html>.
- Canada. Gouvernement du Canada, Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. « Afghanistan phase 2 : Combats à Kandahar ». Récupéré de <https://www.veterans.gc.ca/fra/remembrance/battles-and-stages/afghanistan-stage-2#05>
- Canada. Ministère de la Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. (2021, 11 mars). *Opération PRÉSENCE (Afrique)*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/transition-ministerielle/operations-activites-fac/2020/03/operations-activites-fac/op-presence-afrique.html>.
- Canada. Gouvernement du Canada, Sécurité Nationale et Défense Nationale. (2020, 15 décembre). *Opération PRÉSENCE*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/op-presence.html>.
- Canada. Gouvernement du Canada, Défense Nationale. (2016, 16 août). *Minister Sajjan Concludes Fact-Finding Week in Africa*. Récupéré de <https://www.canada.ca/en/department-national-defence/news/2016/08/minister-sajjan-concludes-fact-finding-week-in-africa.html>.
- Canada, Ministère de la Défense Nationale. Coûts différentiels pour les principales opérations des Forces armées canadiennes. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/resultats-ministeriels-2017-2018-index/documents-dappui-index/couts-forces-canadiennes.html>
- Canada. Ministère de la Défense Nationale et des Forces Armées canadiennes (2017). *Protection, Sécurité, Engagement : La politique de Défense du Canada*. Canada : Ministère de la

- Défense Nationale, pp.6-106. Récupéré de. <https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/documents/reports/2018/strong-secure-engaged/rapport-politique-defense-canada.pdf>.
- Canada. Ministère de la Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. (2014, 25 novembre). *Soutien aux opérations françaises au Mali*. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/achevees-recemment/soutien-operations-mali.html>
- Canada. Ministère de la Défense Nationale, Forces Armées Canadiennes (2009). *Publication interarmées des Forces canadiennes : Doctrine militaire canadienne*. Centre d'expérimentation des Forces canadiennes. Récupéré de http://publications.gc.ca/collections/collection_2010/forces/D2-252-2009-fra.pdf
- Canada, Ministère de la Défense nationale, *Stratégie de défense Le Canada d'abord*, 2006, p. 1. Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/strategie-de-defense-le-canada-dabord-document-complet.html>.
- CBC News. (2017, 31 mars). Canada extends mission against ISIS in northern Iraq to June 30. *CBC News*. Récupéré de <https://www.cbc.ca/news/politics/sajjan-isis-daesh-extension-1.4049418>
- CBC News (2015, 15 décembre). Canada feels “no pressure” to agree to U.S. request on ISIS mission. *CBC News*. Récupéré de <https://www.cbc.ca/news/politics/canada-isis-mission-us-letter-carter-1.3366185>
- Chair Fuhr Stephen. (2019, Mai). Canada's Role In International Peace Operations And Conflict Resolution, pp. 1-131. Report of the Standing Committee on National Defence. 42ème Parlement, 1ère session. Récupéré de http://publications.gc.ca/collections/collection_2019/parl/x34-1/XC34-1-1-421-16-eng.pdf
- Caron, G. (2018, 19 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de. <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/justin-trudeau-1/>.
- Chapnick, A. (2013). Middle Power No More? Canada in World Affairs Since 2006. *Journal of Diplomacy and International Relations*, pp. 107-108.

- Clare, J. (2010). Ideological Fractionalization and the International Conflict Behavior of Parliamentary Democracies. *International Studies Quarterly*, 54(4), p. 983. Récupéré de <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.1111/j.1468-2478.2010.00622.x>
- Clark, C. (2016, 14 décembre). A Canadian peacekeeping mission in Mali could be most dangerous choice. *The Globe and Mail*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/a-canadian-peacekeeping-mission-in-mali-could-be-most-dangerous-choice/article31892156/>
- CNBC (2016, 26 décembre). *Trump criticizes the UN following Security Council resolution on Israel*. *CNBC*. Récupéré de <https://www.cNBC.com/2016/12/26/trump-criticizes-the-united-nations-on-twitter.html>
- Coticchia, F. et Vignoli, V. (2020). Italian Political Parties and Military Operations: An Empirical Analysis on Voting Patterns. *Government and Opposition*, 55(3), pp. 456-476. <http://doi.org/10.1017/gov.2018.35>.
- Copeland, D. (2018). Canada's back can the Trudeau government resuscitate Canadian diplomacy? *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(2), pp. 243-252. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1486330>
- Cornut, Jérémie. « La fin des relations triangulaires Ottawa-Québec-Paris? Harper, la « diplomatie robuste » et les relations France-Canada ». *Canadian Foreign Policy Journal*, 20:1 (2014), 86-95. <http://dx.doi.org/10.1080/11926422.2014.906358>
- Coulon, Jocelyn. *Un selfie avec Justin Trudeau: Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*. Montréal : Québec Amérique, 2018.
- Dalby Simon. "Forward To The Past: Stephen Harper's Geopolitical Imagination". *Critical Reflections on the Study and Practice of Canadian Security* at YCISS, York University, 1-19, February 2012.
- Daniel, S. (2012, 22 mars). Coup d'État militaire au Mali. *La Presse* (Montréal). Récupéré de <https://www.lapresse.ca/international/afrique/201203/22/01-4508066-coup-detat-militaire-au-mali.php>.
- Davidson, J. (2011) « A Neoclassical Realist Explanation of Transatlantic Alliance Burden-Sharing ». Dans *America's Allies and War: Kosovo, Afghanistan, and Iraq*, pp.11-30. New York, NY : Palgrave Macmillan, 2011.

- Derek, B. et Palamar, S. (2015). The Call of Duty: Harper's Doctrine on Military Intervention. Dans Hampson Fen Osler et Saideman S. M. (dir.), *Elusive Pursuits: Lessons From Canada's Interventions Abroad*, p. 203. McGill-Queen's University Press.
- Desjoyaux, L. (2014, 16 décembre). Encerclés par Daesh, les derniers Yézidis du Mont Sinjar résistent. *La Vie*. Récupéré de <https://www.lavie.fr/actualite/encercleacutes-par-daesh-les-derniers-yeacutezidis-du-mont-sinjar-reacutesistent-18478.phpc>
- Dieterich, S., Hartwig H. et Marschall S. (2015). Bringing democracy back in: The democratic peace, parliamentary war powers and European participation in the 2003 Iraq War. *Cooperation and Conflict*, 50(1), pp. 87-106. Récupéré de <https://doi.org/10.1177/0010836714545687>
- Dion, S. (2013, 5 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #204, 41ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2013/2/5/stephane-dion-1/>.
- Donais, T. (2018). Is Canada really back? Commitment, credibility, and the changing face of peacekeeping. *The Canadian Journal of Peace and Conflict Studies*, 50(2), pp. 79-104. Récupéré de <https://www.jstor.org/stable/26801527>
- Dorn, W. Conversation par courriel, 30 octobre 2021.
- Dorn, W. (2021). Canada and UN Peace Operations: Re-engaging Slowly but Not so Surely. Dans Murray, R. et Gecelovsky P. (dir.), *The Palgrave Handbook of Canada in International Affairs*, p. 189. Coll. « Palgrave Macmillan »
- Dorn, W. (2018, 26 avril). *Standing Committee on National Defense*. Chambre des Communes du Canada, de 42^{ème} parlement, 1^{ère} session, numéro 093. Récupéré de <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/NDDN/Evidence/EV9808181/NDDNEV93-E.PDF>.
- Dorion-Soulié, M. (2014). Introduction : Les idées mènent le Canada : l'idéologie néoconservatrice en politique étrangère canadienne. *Études internationales*, 45(4), p. 512. <https://doi.org/10.7202/1030127>.
- Duval, M. (2014). Le Canada, la Paix et la Sécurité Internationale : Une décennie gâchée. *Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques*, 24, p.24. Récupéré de https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2016/03/24_Etude_Duval.pdf.

- Fife, R. et Chase, S. (2016, 19 janvier). Sajjan plays down exclusion from IS talk. *The Globe and Mail*. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/defence-minister-denies-canada-cut-out-of-anti-is-decision-making/article28256992/>
- Flanagan T. (2013). Something Blue: The Harper Conservatives as Garrison Party. Dans J. H. Farney et D. Raysid (dir.), *Conservatism in Canada*, p. 85. Toronto: University of Toronto Press.
- Fitzsimmons, Scott. "The role of personality in Canada's burden sharing decisions during coalition operations against the Islamic State of Iraq and Syria". *Canadian Foreign Policy Journal*, 25:3 (2019), 288-304.
- France 24. (2015, 3 décembre). Londres lance ses premières frappes contre l'EI en Syrie. *France 24*. Récupéré de <https://www.france24.com/fr/20151203-grande-bretagne-premieres-frappes-etat-islamique-ei-syrie-irak-caledon>.
- Gagnon, F. (2017). La « relation spéciale » canado-américaine à l'épreuve du fossé idéologique entre Donald Trump et Justin Trudeau. *Revue de recherche en civilisation américaine*, 7, pp. 1-21. <http://journals.openedition.org/rrca/913>.
- Gagnon, M.A (2017, 10 janvier). Remplacé aux Affaires étrangères par Chrystia Freeland, Stéphane Dion quitte la vie politique. *Le Journal de Québec*. Récupéré de <https://www.journaldequebec.com/2017/01/10/stephane-dion-remplace-aux-affaires-etrangeres-par-chrystia-freeland>
- Garrison, R. (2018, 20 mars). Comité Nationale de la défense, Réunion #86 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/national-defence/42-1/86/randall-garrison-1/?page=2>
- Garneau, M. (2015, 29 janvier). Chambre des Communes du Canada, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de. <https://openparliament.ca/committees/foreign-affairs/41-2/42/marc-garneau-3/>.
- Gelpi, C. (2017). Democracies in conflict: the role of public opinion, political parties, and the press in shaping security policy. *The Journal of Conflict Resolution*, 61(9), p.p1925-1949. doi:[10.1177/0022002717721386](https://doi.org/10.1177/0022002717721386)
- George, A. L. et Bennett A. (2005). *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, pp. 3-306. Cambridge: MIT Press, 2005.

- Glenn P., Tamar L. et Patrick R. (2004). What's Stopping You? The Sources of Political Constraints on International Conflict Behavior in Parliamentary Democracies. *International Interactions* 30(1), pp.1-24. <https://doi.org/10.1080/725289044>
- Gonin. P. et al. (2013). Dans L'oeil du cyclone. Dans Gilbin B. (dir.), *La tragédie malienne*, Coll. Géographie, p. 8. Paris : Vendémiaire Éditions.
- Gordon, M. R et Chokshi, N. (2017, 15 janvier). Trump Criticizes NATO and Hopes for “Good Deals” With Russia. *The New York Times*. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2017/01/15/world/europe/donald-trump-nato.html>.
- Gouvernement du Canada. (2017, 5 septembre). « L'aide internationale canadienne au Mali ». En ligne. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_developpement-enjeux_developpement/priorities-priorites/where-ou/mali.aspx?lang=fra. Récupéré le 27 janvier 2021.
- Gouvernement du Canada, Défense Nationale et Forces Armées Canadiennes. « Opération IMPACT ». Récupéré de <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger-actuelles/op-impact.page>
- Gravelle, Timothy B. et al. “Foreign policy beliefs and support for Stephen Harper and the Conservative Party”. *Canadian Foreign Policy Journal*, 20:2 (2014), 111-130. <https://doi.org/10.1080/11926422.2014.936477>.
- Hadfield, A. (2017). Maple Leaf Zeitgeist ? Assessing Canadian Prime Minister Justin Trudeau’s Policy Changes . *The Commonwealth Journal of International Affairs*, 106:1 (2017), 23-35. <https://doi.org/10.1080/00358533.2016.1272954>.
- Haesebrouck, T. (2018). Democratic Participation in the Air Strikes Against Islamic State: A Qualitative Comparative Analysis. *Foreign Policy Analysis* 14(2), pp. 254-275. Récupéré de <https://doi.org/10.1093/fpa/orw035>.
- Haesebrouck, T. (2018). National Behaviour in Multilateral Military Operations. *Political Studies Review* 16(2), pp. 102-119. <https://doi.org/10.1177/1478929915616288>.
- Haesebrouck, T. et Mello P. A. (2020). Patterns of Political Ideology and Security Policy. *Foreign Policy Analysis* 16(4), pp. 565-586. Récupéré de <https://doi.org/10.1093/fpa/oraa006>.
- Ici Radio Canada (2016, 08 février). Stéphane Dion défend la décision du gouvernement libéral sur la fin des bombardements. *Radio Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/763988/trudeau-canada-etat-islamique-armee-irak-syrie>.

- Jacobs, B. (2015, 22 octobre). Canada withdrawal will not hinder battle against Isis, US insists. *The Guardian*. Récupéré de <https://www.theguardian.com/world/2015/oct/22/canada-withdrawal-not-hinder-battle-against-isis-us-insists>.
- Juneau, T. (2019). A story of failed re-engagement: Canada and Iran, 2015–2018. *Canadian Foreign Policy Journal*, 25 (1), pp. 39-53. doi: 10.1080/11926422.2018.1564683.
- Kay, J. (2017). Trudeau’s Trump Bump: How a Smaller America Gives Canada Room to Grow. *Foreign Affairs*, 96(5), pp. 35-42.
- Kelly, B. (2011). « Changes to the Canadian Foreign Policy Agenda: From Liberal Internationalist to Neo-Realist ». *The Lyceum*, 1 (1), p. 7. <https://journals.library.ualberta.ca/lyceum/index.php/eudaimons/article/view/11886>.
- Kirton, John. “The Harper Years”. *Canadian Foreign Policy*, 25 November 2014, JFK mk, 1-82.
- Kovac, A. (2018, 1 mars). Le Mali ne trouve pas sa stabilité. *Perspective Monde, École de science politique appliquée*. Récupéré de <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse?codeAnalyse=2590>
- Lagassé, P., Massie, J. et Roussel, S. (2014). Le néoconservatisme en politiques étrangère et de défense canadiennes. Dans J. Castro-Réa et F. Boily (dir.), *Le fédéralisme selon Harper : la place du Québec dans le Canada conservateur*, pp. 64-67. Québec : Presses de l’Université Laval.
- Lagassé, P., Massie, J., et Roussel S. (s.d). *Ideology and Canadian Defence Policy: The Rise of Neoconservatism*. [Manuscrit non publié].
- Lagassé, P., et Sokolsky, J. J. (2009). A larger “footprint” in Ottawa: General Hillier and Canada’s shifting civil-military relationship, 2005-2008. *Canadian Foreign Policy Journal*, 15(2), pp. 16-40. Récupéré de <https://doi.org/10.1080/11926422.2009.9673485>
- Lawson, T. (2015, 29 janvier). Chambre des Communes du Canada, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/foreign-affairs/41-2/42/marc-garneau-3/>.
- La Presse Canadienne. (2016, 10 février). Justin Trudeau reçoit Ban Ki-moon à Ottawa jeudi. *Journal métro*. Récupéré de <https://journalmetro.com/actualites/national/915598/justin-trudeau-recoit-ban-ki-moon-a-ottawa-jeudi/>.

- La Presse Canadienne. (2014, 10 août). Le Canada versera 5 millions \$ supplémentaires pour venir en aide à l'Irak. *L'Actualité*. Récupéré de <https://lactualite.com/actualites/quebec-canada/le-canada-versera-5-millions-supplementaires-pour-venir-en-aide-a-lirak/>
- La Presse Canadienne (2014, 23 janvier). Stephen Harper annonce une aide de 100 millions pour les réfugiés syriens en Jordanie. *Radio-Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/650879/harper-jordanie-syrie>.
- L'express. (2015, 25 juin). Attentats de Boston: Djokhar Tsarnaev condamné à mort. Récupéré de https://www.lexpress.fr/actualite/monde/video-attentats-de-boston-djokhar-tsarnaev-condamne-a-mort_1693261.html.
- Leblanc, D. (2013, 5 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #204, 41ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2013/2/5/dominic-leblanc-2/>.
- Le Figaro. (2016, 29 janvier). Les Pays-Bas participeront aux frappes en Syrie. *Le Figaro*. Récupéré de <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/01/29/97001-20160129FILWWW00193-les-pays-bas-participeront-aux-frappes-en-syrie.php>
- Le Monde Afrique. « La communauté internationale condamne le coup d'état au Mali ». Récupéré de https://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/03/22/la-communaute-internationale-condamne-le-coup-d-etat-militaire-au-mali_1674300_3212.html.
- Legler, T. (2012). Wishful Thinking : Democracy Promotion in the Americas under Harper. *International Journal* 67(3), pp. 583-602. <https://doi.org/10.1177/002070201206700303>
- Leuprecht, C., Sokolsky J. et Derow J. (2018). On the Baltic Watch: The Past, Present and Future of Canada's Commitment to NATO's Enhanced Forward Presence in Latvia. *True North in Canadian public policy*, p. 17. Récupéré de https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/20180327_MLI_LATVIA_WebF.pdf.
- Loprespub. (2018, 14 novembre). Une nouvelle ère pour l'OTAN : certains résultats du Sommet de l'OTAN de 2018 à Bruxelles. *Notes de la colline : Coups d'œil sur des questions canadiennes*. Récupéré de <https://notesdelacolline.ca/2018/11/14/une-nouvelle-ere-pour-lotan-certains-resultats-du-sommet-de-lotan-de-2018-a-bruxelles/>
- Maclean's. (2015, 28 septembre). Tale of the tape: Transcript of the Munk debate on the refugee crisis. Récupéré de <https://www.macleans.ca/politics/ottawa/tale-of-the-tape-transcript-of-the-munk-debate-on-the-refugee-crisis/>.

- MacDonald, A. et Barnes, J. E. (2014, 3 octobre). Harper: Canada to Join Airstrikes Against Islamic State-Update. *The Wall Street Journal*. Récupéré de <https://www.wsj.com/articles/harper-canada-to-join-airstrikes-against-islamic-state-1412358019>
- Macdonald, L. I. (2018). Stephen Harper. Dans *Inside Politics*, pp. 18-34. Montréal ; Kingston ; London ; Chicago: McGill-Queen's University Press. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1jktrj1.16>.
- Macdonald, L. I. (2018). Justin Trudeau. Dans *Inside Politics*, pp. 47-78. Montréal; Kingston ; London ; Chicago : McGill-Queen's University Press. Récupéré de <https://doi.org/10.2307/j.ctt21pxkrz.8>
- MacKinnon, L. (2013, 17 avril). Harper slams Trudeau for comments on Boston bombings ». *CBC News*. Récupéré de <https://www.cbc.ca/news/politics/harper-slams-trudeau-for-comments-on-boston-bombings-1.1394586>.
- Major-General Lewis MacKenzie. (2018, 24 Avril). *National Defence Committee Canada's Contributions to International Peacekeeping*. Chambre des Communes du Canada, Hansard #92, 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/national-defence/42-1/92/major-general-1/>.
- Manulak, M. W. (2009). Canada and the kosovo crisis: a "golden moment" in canadian foreign policy? *International Journal*, 64(2), pp. 565–581. Récupéré de <https://doi.org/10.1177/002070200906400215>
- Margolin, E. (2016, 9 septembre). “Make America Great Again”—Who Said It First? *NBC News*. Récupéré de <https://www.nbcnews.com/politics/2016-election/make-america-great-again-who-said-it-first-n645716>.
- Marland A. (2018). The brand image of Canadian Prime Minister Justin Trudeau in international context. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(2) (2018), pp. 141. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1461665>.
- Mas, S. (2015, 17 novembre). Canada promises France a “robust” contribution in anti-ISIS coalition. *CBC News*. Récupéré de <https://www.cbc.ca/news/politics/canada-promises-france-a-robust-contribution-in-anti-isis-coalition-1.3322859>
- Massie, J. (2019). Why Canada Goes to War: Explaining Support to U.S.-led Coalition Operations. *Canadian Journal of Political Science*, (2019), 574-595. Récupéré de doi:10.1017/S0008423919000040.

- Massie, J. (2016). Why Democratic Allies Defect Prematurely: Canadian and Dutch Unilateral Pullouts from the War in Afghanistan. *Journal of Democracy and Security*, 12 (2), pp. 85-113. DOI: 10.1080/17419166.2016.1160222.
- Massie, J. (2010). United West, divided Canada? Transatlantic (dis)unity and Canada's Atlanticist strategic culture. *Journal of Transatlantic Studies* 8(2), pp. 118-138. <https://doi.org/10.1080/14794011003760236>.
- Massie, J. (2006). *La Culture Stratégique Canadienne Post-Guerre Froide*. (Mémoire de maîtrise). Montréal, Université du Québec à Montréal. En ligne. <https://archipel.uqam.ca/2995/1/M9423.pdf>
- Massie, J. et Brizic, D. (2014). Rupture idéologique et redéfinition de l'identité internationale du Canada : Harper et Chrétien face aux guerres en Libye et au Kosovo. *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (1), p. 19-28.
- Massie, J., et Zyla, B. (2018). Alliance value and status enhancement: Canada's disproportionate military burden sharing in Afghanistan: Canada's military burden. *Politics & Policy*, 46(2), pp. 320–344. <https://doi.org/10.1111/polp.12247>.
- McKay J. R. (2018). Deliverology and Canadian military commitments in Europe circa 2017. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(1), pp. 39-55. Récupéré de <https://doi.org/10.1080/11926422.2017.1331175>.
- Mckay, J. (2013, 5 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #204, 41ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2013/2/5/john-mckay-7/>.
- McMahon, S. (2015). Hegemony in the Local Order and Accumulation in the Global: Canada and Libya. Dans D. Bratt et Christopher J. Kukucha (dir), *Readings in Canadian Foreign Policy: Classic Debates and New Ideas*, 3ème éd, p. 126. Oxford University Press.
- Mello, P. (2014). Explaining Democratic Participation in Armed Conflict. Dans *Democratic Participation in Armed Conflict: Military Involvement in Kosovo, Afghanistan, and Iraq*, pp. 31-45. Collection. « Palgrave Studies International Relations ».
- McKay James R. (2018). Deliverology and Canadian military commitments in Europe circa 2017. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(1), pp. 39-55. <http://dx.doi.org/10.1080/11926422.2017.1331175>.
- Moens, A. (2008). « Afghanistan and the Revolution in Canadian Foreign Policy ». *International Journal*, 63 (3), pp. 569-586. <https://doi.org/10.1177/002070200806300309>.

- Monnier, O. (2019, 7 janvier). OR : les compagnies minières canadiennes à l'assaut de l'Afrique de l'Ouest. *Jeune Afrique*. Récupéré de <https://www.jeuneafrique.com/mag/692474/economie/or-les-compagnies-minieres-a-l-assaut-de-lafrique-de-louest/>
- Murphy, J. (2015, 21 octobre). Canada to end airstrikes in Syria and Iraq, new prime minister Trudeau says. *The Guardian*. Récupéré de <https://www.theguardian.com/world/2015/oct/21/canada-end-airstrikes-syria-iraq-new-prime-minister-trudeau>.
- Narine, S. (2017). Stephen Harper and the Radicalization of Canadian Foreign Policy. Dans J.P. Lewis et J. Everitt (dir.), *The Blueprint : Conservative Parties and their Impact on Canadian Politics*, pp. 312-342. Toronto, Buffalo, London : University of Toronto Press.
- Nossal, K. R. (2018). The benefits of foreign policy bipartisanship revisited: lessons from two Canadian cases. *Australian Journal of International Affairs*, 72(1), pp. 68, 84. <http://dx.doi.org/10.1080/10357718.2017.1334190>.
- Nossal, K. R. (2018). Promises Made, Promises Kept? A mid-term Trudeau Foreign Policy Report Card. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada Among Nations 2017, pp. 31-54. Coll. « Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_3.
- Nossal, Kim Richard. "Policy and the Atmospherics of Canada-U.S. Relations: The Case of the Harper Conservatives". *American Review of Canadian Studies*, 37:1 (2007), 23-34. <http://dx.doi.org/10.1080/02722010709481798>.
- Nossal, Nossal, K. R., Roussel, S. et Paquin, S. (2015). Dominant Ideas in Foreign Policy. *The Politics of Canadian Foreign Policy*, Fourth Edition, pp. 135-180. McGill-Queen's University Press.
- Nimijean, Richard. "Introduction: Is Canada back? Brand Canada in a turbulent world". *Canadian Foreign Policy Journal*, 24:2(2018), 127-138. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1481873>.
- ONU, Organisation des Nations-Unies. (2020, octobre). Casques bleus de la MINUSMA- Force et Police. Récupéré de <https://minusma.unmissions.org/effectifs>.
- Organisation des Nations-Unies. (2017, 14 novembre). A Vancouver, une conférence de ministres de la défense pour appuyer et améliorer les opérations de maintien de la paix. ONU Info :

L'actualité mondiale Un regard humain. Récupéré de <https://news.un.org/fr/story/2017/11/367652-vancouver-une-conference-de-ministres-de-la-defense-pour-appuyer-et-ameliorer>.

Organisation des Nations-Unies, Maintien de la paix (2017, 13 et 14 novembre). *Conférence Ministérielle De l'ONU Sur Le Maintien De La Paix*, Vancouver (Canada). Récupéré de <https://peacekeeping.un.org/fr/node/8070>.

ONU, Organisation des Nations-Unies. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali : Appui au processus politique et aide à la stabilisation du Mali. Récupéré de <https://minusma.unmissions.org/à-propos>**Error! Hyperlink reference not valid.**

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (2018, 11 juillet). *Déclaration du sommet de Bruxelles*. [Communiqué]. Récupéré de https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_156624.htm

O'Toole, E. (2018, 19 Mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/erin-otoole-1/>.

Parenteau, D., et Parenteau, I. (2008). « Qu'est-ce qu'une idéologie politique ? ». Chap. dans *Les idéologies politiques : le clivage gauche-droite*, pp. 9-10. Presses de l'Université du Québec.

Paquin, J. et Beauregard, P. (2013). Shedding Light on Canada's Foreign Policy Alignment. *Canadian Journal of Political Science*, 46(3), p. 637. <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/43298206>.

Parent, S. (2019, 29 mars). Trudeau demande à l'ONU plus de temps pour décider de prolonger ou non notre mission de maintien de la paix au Mali. *Radio Canada International*. Récupéré de <https://www.rcinet.ca/fr/2019/03/29/le-canada-demande-a-lonu-plus-de-temps-pour-decider-de-prolonger-ou-non-notre-mission-de-maintien-de-la-paix-au-mali/>

Parent, S. (2016, 2 novembre). Deuxième voyage en Afrique du ministre de la Défense dans le cadre des opérations de paix du Canada. *Radio Canada International*. Récupéré de <https://www.rcinet.ca/fr/2016/11/02/deuxieme-voyage-en-afrique-du-ministre-de-la-defense-dans-le-cadre-des-operations-de-paix-du-canada/>

- Parent, S. (2015, 17 novembre). Le Canada augmentera le nombre de soldats chargés de la formation en Irak. *RCI*. Récupéré de <https://www.rcinet.ca/fr/2015/11/17/le-canada-augmentera-le-nombre-de-ses-soldats-charges-de-la-formation-en-irak/>
- Paris, R. (2018). The Promises and Perils of Justin Trudeau's Foreign Policy. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada among nations 2017*, pp. 17-30. Coll.« Palgrave Macmillan ». https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_2.
- Parti libéral du Canada (2015). Sécurité et possibilité : Renouveler le rôle du Canada dans le monde et renforcer la sécurité du pays». Dans *Changer ensemble : Le bon plan pour renforcer la classe moyenne*, Plateforme électorale 2015, p. 76. Récupéré de <https://liberal.ca/wp-content/uploads/sites/292/2020/09/Le-bon-plan-pour-renforcer-la-classe-moyenne.pdf>
- Paul-Hus, P. (2018, 19 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/justin-trudeau-1/>.
- Pellerin, C. (2016, 20 janvier). Carter Meets With Le Drian, Other Anti-ISIL Partners in Paris. [Communiqué]. *U.S. Department of Defense*. Récupéré de <https://www.defense.gov/Explore/News/Article/Article/643714/carter-meets-with-le-drian-other-anti-isil-partners-in-paris/>.
- Pelletier-Bonnier, Laura (2018). La théorie du rôle en politique de sécurité internationale : le cas du Canada dans la lutte contre Daech. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. Récupéré de <https://archipel.uqam.ca/11309/1/M15581.pdf>.
- Pelletier, Laura et Massie, Justin. « La guerre en élection : Dynamiques électorales de la participation du Canada dans la guerre contre Daech ». Dans *Démocratie et politiques publiques* sous la direction de Jérôme Couture et de Steve Jacob. Québec : Presses de l'Université Laval, 2019, page 21-51.
- Perron, R. (2018, 4 novembre). La fin du multilatéralisme : une victoire de Donald Trump ? *La revue géopolitique*. Récupéré de <https://www.diploweb.com/La-fin-du-multilateralisme-une-victoire-de-Donald-Trump.html>
- Perry, D. (2016). The evolution of the Harper Government's Defence Policy : Minority versus Majority or Surplus versus Deficit ? . Dans A. Chapnick et C. J. Kukucha (dir), *The Harper era in Canadian foreign policy: Parliament, politics, and Canada's global posture*, pp.89-104. Vancouver: UBC Press.

- Perspective monde. (2016). Création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. *École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines*. Université de Sherbrooke, Québec, Canada. Récupéré de <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=25>.
- Perspective monde. (2002, 20 septembre). Dévoilement aux États-Unis de la doctrine Bush. *École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines*. Université de Sherbrooke, Québec, Canada. Récupéré de <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/848>.
- Phillips, A. (2013). The wars on terror, dueling internationalisms and the clash of purposes in a post-unipolar world. *International Politics* 50, pp 77-96. <https://doi.org/10.1057/ip.2012.29>.
- Radio-Canada. (2014, 7 août). Obama autorise des frappes en Irak et en Syrie pour protéger les ressortissants américains. *Radio-Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/679262/irak-etat-islamique-djihadiste-chretiens>.
- Rait, L. (2018, 19 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/justin-trudeau-1/>
- Ralph, J. (2014). The liberal state in international society: Interpreting recent British foreign policy. *International Relations*, 28(1), pp. 3-24. doi:10.1177/0047117813486822.
- Rathbun, B. C. (2008). Does One Right Make a Realist? Conservatism, Neoconservatism, and Isolationism in the Foreign Policy Ideology of American Elites. *Political Science Quarterly* 123(2) p. 271-299. Récupéré de <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/20203012>.
- Rathbun, Brian C. (2004). Partisan Lenses and Historical Frames: Ideology, Experience and Foreign Policy Preferences”. In *Partisan Interventions: European Party Politics and Peace Enforcement in the Balkans*, 15-45. Ithaca ; London: Cornell University Press. Récupéré de <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.7591/j.ctv2n7f39.5>.
- RFI. (2016, 7 novembre). Mali: visite à Bamako du ministre canadien de la Défense Récupéré de <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20161107-mali-visite-bamako-ministre-canadien-defense-harjit-sajjan>

- RFI. (2015, 24 novembre). La France frappe des objectifs du groupe EI en Irak et en Syrie. *RFI*.
Récupéré de <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20151124-objectifs-groupe-etat-islamique-irak-syrie-detruits-frappes-france>
- Rice, J. et Von Hlatky, S. (2018). Trudeau the Reluctant Warrior ? Canada and International Military Operations. Dans N. Hilmer et P. Lagassé (dir), Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy : Canada Among Nations 2017, pp. 285-302. Coll. « Palgrave Macmillan ». Récupéré de https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_15.
- Ruys, T. et Verlinden N. (2015). 1 July–31 December 2014. *Journal on the Use of Force and International Law*, 2(1), p. 132.
- Saint-Pierre, G. (2018, 01 Octobre). AEUMC: Voici le résumé du nouvel accord de libre-échange. *Journal de Montréal*. Récupéré de <https://www.journaldemontreal.com/2018/10/01/traite-du-moindre-mal-pour-le-canada>.
- Saleh, M. A. (2021, 22 janvier). Le Canada et le maintien de la paix en Afrique : S’engager envers l’ONU ou renforcer les capacités des organisations régionales et sous-régionales. *(Re)penser le rôle du Canada dans le maintien de la paix*. Montréal.
- Sean, M. (2015). Hegemony in the Local Order and Accumulation in the Global : Canada and Libya. Dans D. Bratt et Ch. J. Kukucha (dir.), *Readings in Canadian Foreign Policy: Classic Debates and New Ideas*, p. 123. Oxford, University Press.
- Seligman, S. (2018). Canada’s Israel Policy under Justin Trudeau: Rejecting or Reinforcing the Legacy of Stephen Harper? *American Review of Canadian Studies*, 48(1), pp. 80-95. <https://doi.org/10.1080/02722011.2018.1434552>.
- Seligman, S. (2016). Canada and the United Nations General Assembly (1994–2015): continuity and change under the Liberals and Conservatives. *Canadian Foreign Policy Journal*, 22(3), pp. 276-315. doi: 10.1080/11926422.2016.1235595
- Shadwick, M. (2016). The Harper Legacy. *Revue militaire canadienne*, 16 (2). Récupéré de <http://www.journal.forces.gc.ca/vol16/no2/page75-eng.asp>
- Smith J. et The Canadian Press. (2017, 25 Mai). Canada will continue to share intel with allies, says Trudeau. *Macleans*. Récupéré de <https://www.macleans.ca/news/canada-will-continue-to-share-intel-with-allies-says-trudeau/>

- Srdjan, V. (2010). Bound to Follow? The Anglosphere and U.S.-led Coalitions of the Willing, 1950-2001. *European Journal of International Relations* 17(1), pp. 27-49. <https://doi.org/10.1177/1354066109350052>.
- Tremblay, Stéphane. « La stratégie de défense du gouvernement Harper : politique cohérente et justifiée ? ». *Regards sur le Canada*, 548-553.
- Trudeau, J. (2018, 19 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #271 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2018/3/19/justin-trudeau-1/>.
- Trudeau, J. (2016, 16 février). Chambre des Communes du Canada Hansard #18, 42ème Parlement, 1ère Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2016/2/16/justin-trudeau-2/>.
- Trudeau, J. (2015, 30 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #192, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/30/justin-trudeau-1/>.
- Trudeau, J. (2015, 24 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #188, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/24/justin-trudeau-1/>.
- Trudeau, J. (2014). Appendice : Cinq discours choisis de Justin Trudeau ». Chapitre dans *Terrain d'entente*, p. 339 et p. 351. Éditions la presse.
- Trudeau, J. (2014, 23 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #130, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/23/justin-trudeau-1/>.
- Trudeau, J. (2014, 7 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #124, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/7/justin-trudeau-1/>.
- Trudeau, J. (2014, 6 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #123, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/6/justin-trudeau-1/>.
- Trudeau, J. (2014, 3 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #122, 41ème Parlement, 2ème Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/3/justin-trudeau-1/>.
- Trudeau, J. (2014, 2 octobre). Notes d'allocation par le chef du Parti libéral du Canada, Justin Trudeau, lors de la conférence Canada 2020. Récupéré de <https://liberal.ca/fr/notes->

dalloccasion-par-le-chef-du-parti-liberal-du-canada-justin-trudeau-lors-de-la-conférence-canada-2020/

Trudeau, J. (2011, 17 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #113, 40^{ème}, Parlement, 3^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2011/2/17/justin-trudeau-2/>.

Trudeau, J. (2010, 13 décembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #113 40^{ème}, Parlement, 3^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2010/12/13/justin-trudeau-2/>.

Trudeau, J. (2009, 24 novembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #39, 40^{ème} Parlement, 2^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/environment/40-2/39/justin-trudeau-1/>

Trudeau, Justin. (2009, 1 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #88, 40^{ème} Parlement, 2^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2009/10/1/justin-trudeau-1/>.

Trudeau, J. (2009, 11 juin). Chambre des Communes du Canada, Hansard #73, 40^{ème}, Parlement, 2^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2009/6/11/justin-trudeau-1/>.

Trudeau, J. (2009, 26 mai). Chambre des Communes du Canada, Hansard #34 40^{ème} Parlement, 2^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2009/3/26/justin-trudeau-1/>.

Trudeau, J. (2009, 20 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #41, 40^{ème}, Parlement, 2^{ème} Session. récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2009/4/20/justin-trudeau-1/>. Récupéré le 13 octobre 2020.

Trudeau, J. (2009, 25 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #18 40^{ème} Parlement, 2^{ème} Session. Récupéré de <https://openparliament.ca/debates/2009/2/25/justin-trudeau-1/>.

Union Africaine (2018). Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel. Récupéré de <http://www.au-misahel.org/historique-de-loperation-misma/>.

United Nations. (2020, 31 décembre). Contributors to UN Peacekeeping Operations by Country and Post Police, UN Military Experts on Mission, Staff Officers and Troops. Récupéré de https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/01_summary_of_contributions_33.pdf.

United Nations News. (2018, 25 septembre). US President Trump rejects globalism in speech to UN General Assembly's annual debate. United Affairs. Récupéré de <https://news.un.org/en/story/2018/09/1020472>

- United Nations, Nations-Unies Maintien de la paix. Comment sommes-nous financés? Récupéré de <https://peacekeeping.un.org/fr/how-we-are-funded>.
- Vance, J. (2016, 8 mars). Chambre des Communes du Canada Evidence of meeting #3 for National Defence 42ème Parlement, 1ère session. Récupéré de <https://openparliament.ca/committees/national-defence/42-1/3/gen-jonathan-vance-1/>.
- Vogt, C. et Sabourin, C. (2018, 01 octobre). Trump adore l'AEUMC après avoir brûlé l'ALENA. Agence France-Press. Récupéré de <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/etats-unis/201810/01/01-5198559-trump-adore-laeumc-apres-avoir-brule-lalena.php>
- Vomiero, J. (2018, 01 septembre). Donald Trump tweets there is 'no political necessity' for Canada to stay in NAFTA. Global News. Récupéré de <https://globalnews.ca/news/4422863/donald-trump-nafta-canada-twitter/>.
- Von Hlatky, S. et Massie, J. (2019). Ideology, ballots, and alliances: Canadian participation in multinational military operations. *Contemporary Security Policy*, 40 (1), pp.101-115. doi: 10.1080/13523260.2018.1508265
- Von Hlatky, S. (2013). Exceeding Expectations: The UK and the War on Terror. Dans *American Allies in Time of War: The Great Asymmetry*, p.65. University Press Scholarship Online
- Wagner, W. et al. (2017). The party politics of legislative–executive relations in security and defence policy. *Journal West European Politics* 40(1), pp. 20-41. <https://doi.org/10.1080/01402382.2016.1240413>.
- Whitten, G. D. et Williams, L. K. (2011). Buttery and Welfare Hawks: The Politics of Defense Spending in Advanced Industrial Democracies. *American Journal of Political Science*, 55(1), pp. 117-34. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/25766258>
- Young, G. (2019). Political decision-making and the decline of Canadian peacekeeping. *Canadian Foreign Policy Journal*, 25(2), pp. 152-171. Récupéré de <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1543713>

